Lieu-dit Pernicaggio
Zone Industrielle Caldaniccia
20167 Sarrola-Carcopino

Groupe CESARINI
toxicorse
COLLECTE DES DÉCHETS TOXIQUES

PORTER A CONNAISSANCE AU TITRE DE L'ARTICLE R181-46 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

REGULARISATION DE DECLARATION DES ACTIVITES DE BROYAGE ET DE STOCKAGE DE DECHETS

JUILLET 2025 – V1

Ce dossier a été réalisé avec le concours de l'Unité Conseil

apave

APAVE
Apave Exploitation France
Conseil Sud-Est, agence de Marseille
8 rue Jean-Jacques Vernazza, ZAC
Saumaty Séon – CS60 193
13322 Marseille CEDEX 16

SOMMAIRE

1 PRESENTATION 6

1.1 OBJET DU PORTER A CONNAISSANCE 6
1.2 REFERENTIELS 8

2 IDENTITE DU DEMANDEUR 9

3 LOCALISATION DU SITE 10

4 PRESENTATION DE LA SITUATION ACTUELLE 12

4.1 AMENAGEMENT DU SITE (AVANT-PROJET) 12

5 PRESENTATION DE LA SITUATION PROJETEE 14

5.1 AMENAGEMENT DU SITE, MODIFICATIONS APPORTEES 14
5.2 DESCRIPTION DES LOCAUX, MODIFICATIONS APPORTEES 15
5.2.1 Modification 1 – Broyeur et compacteur 15
5.2.2 Modification 2 – Stockage de déchets dangereux en bennes 16
5.2.3 Modification 3 – Stockage en fosse de déchets non-dangereux 18
5.2.4 Modification 4 – Création d'un auvent pour le stockage de matières plastiques, les ballots de cartons et des déchets dangereux 20
5.3 NATURE DE L'ACTIVITE, MODIFICATIONS APPORTEES 22

6 MODIFICATIONS ATTENDUES SUR LE CLASSEMENT ADMINISTRATIF DU SITE 23

6.1 ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS 23
6.2 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES ICPE 23
6.2.1 Classement actuel des installations, acté par la Préfecture 23
6.2.2 Classement actualisé des installations intégrant le projet 24
6.3 REGLEMENTATION ICPE APPLICABLE AU PROJET 31
6.4 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES IOTA 33

7 ANALYSE DU CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION 34

7.1 RAPPEL REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE 34
7.2 ETAPE 1 : DETERMINER SI LA MODIFICATION RELEVE D'UN PROJET SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 37
7.2.1 Notion d'extension 37
7.2.2 Evaluation au regard de l'article R122-2 du code de l'environnement 37
7.3 ETAPE 2 : DETERMINER SI LA MODIFICATION EST SUBSTANTIELLE MEME SI ELLE N'EST PAS SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 38
7.4 ESTIMATION DES EVENTUELLES NUISANCES SUPPLEMENTAIRES APPORTEES PAR LE PROJET 41
7.4.1 Urbanisme 41
7.4.2 Impact paysager et patrimoine culturel 42
7.4.3 Milieux naturels 43
7.4.4 Prélèvement d'eau 52
7.4.5 Effluents liquides 52
7.4.6 Emissions à l'atmosphère 53
7.4.7 Déchets 53
7.4.8 Bruits et vibrations 54
7.4.9 Trafic 54
7.4.10 Sol et sous-sol 54

7.4.11 Consommation d'énergie 55
7.4.12 Impact des travaux 55
7.4.13 Positionnement vis-à-vis des garanties financières (Réf. Formulaire DREAL HdF) 56
7.4.14 Conclusion sur l'estimation des nuisances supplémentaires apportées par le projet 57
7.5 ESTIMATION DES DANGERS SUPPLEMENTAIRES APPORTES PAR LE PROJET 60
7.5.1 Caractéristiques de l'environnement 60
7.5.2 Evolution des potentiels de dangers liés projet et moyens de réduction 61
7.5.3 Effets des phénomènes dangereux liés au projet 64
8 CONCLUSION GENERALE 85
9 ANNEXES 86

Liste des tableaux :

Tableau 1 : Identité du demandeur 9
Tableau 2 : Répartition des surfaces du site actuel 12
Tableau 3 : Répartition des surfaces après réalisation du projet 14
Tableau 4 : Classement des installations de TOXI-CORSE selon l'arrêté préfectoral du 18/05/04 23
Tableau 5 : Classement actualisé des installations en intégrant le projet 24
Tableau 6 : Gestion des eaux usées et pluviales 33
Tableau 7 : Définition de la nature des modifications - Extension 37
Tableau 8 : Classement du projet au titre de l'article R122-2 37
Tableau 9 : Examen de la substantialité des modifications – critère n°3 de l'article R181-46 du code de l'environnement – Cas sans marge d'appréciation 38
Tableau 10 : Examen de la substantialité des modifications – critère n°3 de l'article R181-46 du code de l'environnement – Cas avec marge d'appréciation 39
Tableau 11 : Inventaire des ZNIEFF 46
Tableau 12 : Conclusion sur le caractère substantiel – Effets chroniques 57
Tableau 13 : Dangers liés aux modifications 61
Tableau 14 : Distance des effets thermiques de l'incendie 67
Tableau 15 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences 67
Tableau 16 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie 69
Tableau 17 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences 69
Tableau 18 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie 71
Tableau 19 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences 71
Tableau 20 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie 73
Tableau 21 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences (PhD13a) 73
Tableau 22 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie 74
Tableau 23 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences 75
Tableau 24 : Synthèse des effets des phénomènes dangereux 81
Tableau 25 : Estimation des besoins en eaux d'extinction 82
Tableau 26 : Moyens complémentaires prévus dans le cadre du projet 85

Liste des figures :

Figure 1 : Vue aérienne du site et de ses accès (échelle : 1/1348ème) - [source : Géoportail.gouv.fr] 10
Figure 2 : Localisation du site (échelle : 1/25 000ème) [source : Géoportail] 11
Figure 3 : Plan d'aménagement du site (source : données TOXICORSE) 13
Figure 4 : Identification de la position du broyeur et du compacteur – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr) 15
Figure 5 : Identification de la position des quatre bennes de déchets dangereux – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr) 16
Figure 6 : Identification de la position des deux bennes de DIB en fosse – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr) 18
Figure 7 : Photos des deux bennes de DIB en fosse 18
Figure 8 : Identification de la position de l'auvent – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr) 20
Figure 9 : Photo de l'auvent 20
Figure 10 : Logigramme illustrant les procédures de traitement des modifications ICPE, extrait de la note du 20/12/2021 35
Figure 11 : Logigramme relatif à l'examen d'une modification au regard des 2 critères de l'article R181-46 du code de l'environnement. 36
Figure 12 : Extrait de parcelle couverte par la carte communale (source : Geoportail-urbanisme.gouv.fr) 41
Figure 13 : Situation du site par rapport aux monuments historiques [source: Atlas.patrimoines.culture.fr] 42
Figure 14 : Identification des zones Natura 2000 vis-à-vis du site – échelle 1/27355 (source : Géoportail.gouv.fr) 43
Figure 15 : Identification des zones ZNIEFF vis-à-vis du site – échelle 1/20167 (source : Géoportail.gouv.fr) 45
Figure 16 : Identification de l'APPB vis-à-vis du site – échelle 1/54461 (source : Géoportail.gouv.fr) 47
Figure 17 : Identification du parc naturel régional vis-à-vis du site – échelle 1/79147 (source : Géoportail.gouv.fr) 49
Figure 18 : Identification des zones humides (source : PPAD du PLU) 51
Figure 19 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie du bâtiment A (source : PhD1b de l'EDD du site) 66
Figure 20 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie de l'auvent de stockage (source : PhD7 de l'EDD du site) 69
Figure 21 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie des bennes en fosse (source : PhD9 de l'EDD du site) 70
Figure 22 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie des bennes en extérieur (source PhD11 de l'EDD du site) 73
Figure 23 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie du compacteur (source : PhD13 de l'EDD du site) 74

1 PRESENTATION

1.1 OBJET DU PORTER A CONNAISSANCE

La société TOXICORSE, créée le 1er juillet 2002, a pour activité la collecte, le transit, le regroupement et le tri de déchets dangereux et de déchets non dangereux avant leur expédition vers des installations d'élimination agréées. Actuellement l'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation datant du 18/05/04 et l'autorisant à exploiter ses installations de collecte, de transit, de regroupement et le tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux sur la commune de Sarrola-Carcopino (20167).

D'après l'arrêté préfectoral datant du 18/05/04, le site est soumis à autorisation pour les rubriques 167 – A et 322 – A. Le classement ICPE de l'établissement a été mis à jour à la suite d'un porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classé en date de mai 2020 (référence : 04.02.9_08. TOXICORSE-PAC.200507). L'établissement est soumis à autorisation pour la rubrique 2718-1. Le nouveau classement ICPE du site (avant-projet) est présenté dans le chapitre 6.2.1.

Suite aux nombreuses modifications réalisées sur le site depuis l'arrêté préfectoral initial d'autorisation de 2004, la DREAL a mis en demeure TOXICORSE de déposer un dossier de porter à connaissance (courrier de demande de compléments de la DREAL en date du 14/01/2025).

Le présent document a pour objet une demande de modification de l'activité encadrée par l'arrêté préfectoral du 18/05/04. Le projet consiste en :

- Mettre à jour le classement ICPE de l'établissement,
- Présenter les points suivants :
    - **Installation d'un broyeur et d'un compacteur de benne,**
    - **Installation de quatre bennes couvertes pour le stockage de déchets dangereux,**
    - **Installation de deux bennes en fosse pour le stockage de déchets non-dangereux,**
    - **Création d'un auvent pour le stockage des matières plastiques, des ballots de cartons et des déchets dangereux (huile).**
- Identifier les exigences associées et les mesures à mettre en place dans l'établissement à l'issu du nouveau classement.

Un porter à connaissance est nécessaire afin de conclure sur le caractère substantiel ou non du projet au regard de l'article R 181-46 du code de l'environnement.

Le présent dossier répond à cette exigence et comporte à ce titre les éléments suivants :

- Présentation de l'établissement et du projet objet du dossier,
- Classement des installations et aménagements projetés au regard de la nomenclature des ICPE et IOTA en vigueur ainsi que les textes règlementaires ICPE applicables au projet,
- Analyse du caractère substantiel des modifications (nuisances et dangers supplémentaires).

Le projet est soumis au cas par cas au regard de l'article R122-2 du code de l'environnement. Le formulaire de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale est joint en annexe 1.

1.2 REFERENTIELS

L'évaluation du projet est réalisée conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement :

> *« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*
> *1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
> *2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*
> *3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*
> *La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.*
>
> *II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*
>
> *« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »*
>
> III. Pour les installations Seveso :
> *1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :*
> *a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;*
> *b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut.*

Les critères énoncés dans l'article R181-46 du code de l'environnement sont explicités dans les 2 documents du Ministère :

- La note de la DGPR du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE
- Le guide de la DGPR sur la modification d'une autorisation environnementale « ICPE » - V4 de mars 2021

2 IDENTITE DU DEMANDEUR

La société TOXI-CORSE a pour activité la collecte, le transit, le regroupement et le tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux avant leur expédition vers des installations d'élimination agréées.

Tableau 1 : Identité du demandeur

Raison sociale :	TOXICORSE
Forme juridique :	SARL, société à responsabilité limitée
Adresse du site concerné :	LD PERNICAGGIO, 20167 SARROLA-CARCOPINO
☎ du site concerné :	04 95 22 45 99
N° SIRET :	44285119200017
Code APE :	3812Z
N° de parcelles cadastrales avant et après projet :	C1141 (1148 m²), C1142 (1190 m²) C1143 (1165 m²)
Surface du terrain avant et après projet :	3503 m²
Superficie des bâtiments et équipements :	Emprise au sol avant travaux : 695 m² *(bâtiment A et B)* Emprise au sol totale après travaux : 981,7 m² *(bâtiment A et B, auvent, compacteur, quatre bennes DD, deux bennes DIB)*
Signataire de la demande :	Julien GUALANDI
Agissant en qualité de :	Responsable
Téléphone :	0674181382

3 LOCALISATION DU SITE

L'établissement TOXICORSE est localisé au Lieu-dit Pernicaggio, Zone Industrielle Caldaniccia 20167 Sarrola-Carcopino.

La figure n°1 identifie les limites du site (limite en orange).

Le site dispose de deux accès distincts :

- Accès au sud-ouest (vert), destiné à l'entrée des poids-lourds et véhicules ;
- Accès au sud-ouest (rouge), destiné à la sortie poids-lourds/véhicule et à l'entrée des secours.



Figure 1 : Vue aérienne du site et de ses accès (échelle : 1/1348ème) - [source : Géoportail.gouv.fr]

Le site est bordé :

- Au sud par une entreprise de façadiers,
- A l'est par un grand parking puis un centre commercial situé à 100 m du site,
- Au nord par une entreprise de menuisiers, un fast-food puis la route territoriale T22,
- A l'ouest par la route d'accès au site, un garage automobile et une entreprise de coursiers.

Le site s'implante en zone industrielle à proximité du centre commercial Grand Ajaccio Baléone (situé à moins de 100 m du site). Le site et le centre commercial sont séparés par un parking. Le site est éloigné des zones d'habitats denses mais il est en bordure d'une ancienne route nationale très fréquentée (T22).

La figure n°2 présente la localisation du site à une échelle : 1/25 000ème. Le plan cadastral du site est disponible en annexe 2.



Figure 2 : Localisation du site (échelle : 1/25 000ème) [source : Géoportail]

4 PRESENTATION DE LA SITUATION ACTUELLE

4.1 AMENAGEMENT DU SITE (AVANT-PROJET)

Le site TOXICORSE occupe actuellement un terrain d'une superficie de 3503 m².

Tableau 2 : Répartition des surfaces du site actuel

Repère plan	Actuellement
Emprise au sol des bâtiments (*bâtiment A et bâtiment B)*	695 m²
Voiries, parkings	2 808 m²
TOTAL	3503 m²

Le site est entièrement clôturé (clôture rénovée en 2021) et l'accès est réalisé par des portails automatiques.

En dehors des heures de travail (lundi au vendredi de 7 h à 21 h), le site est équipé d'une alarme anti-intrusion avec report à une société extérieure (CTF). La figure suivante présente un plan du site avec les différentes zones.

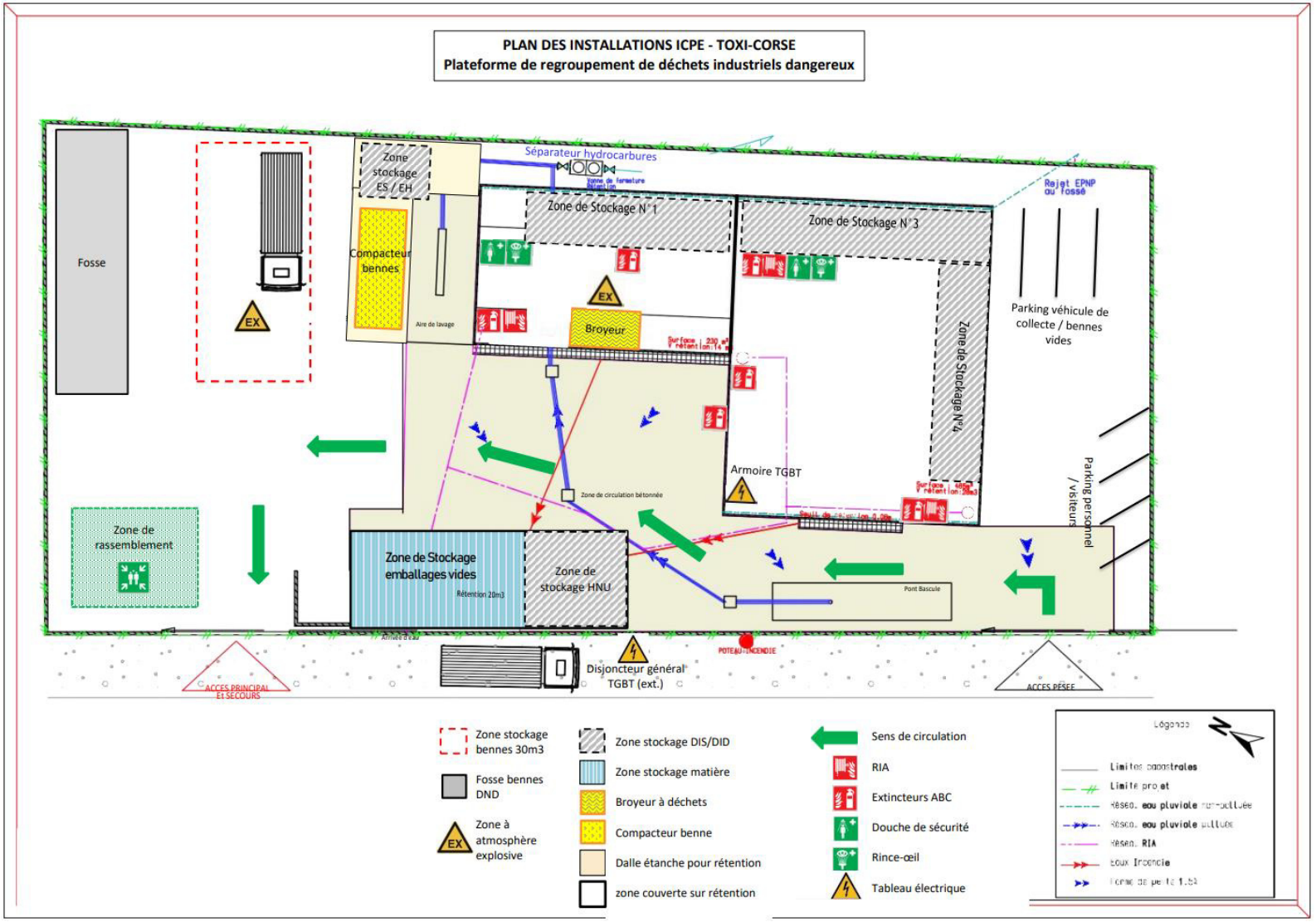


Figure 3 : Plan d'aménagement du site (source : données TOXICORSE)

5 PRESENTATION DE LA SITUATION PROJETEE

5.1 AMENAGEMENT DU SITE, MODIFICATIONS APPORTEES

Le projet concerne des modifications de certaines installations survenues depuis la dernière procédure complète d'autorisation. Une évaluation des évolutions associées en termes de danger et d'impacts est réalisée dans ce rapport.

Les modifications concernent certaines activités liées au classement ICPE de l'établissement.

Le détail des modifications concernées par ce porter à connaissance est présenté dans le chapitre 5.2 avec une présentation du nouveau classement ICPE de l'établissement dans le chapitre 6.2.

Après réalisation du projet (modifications présentées dans le chapitre 5.2) , le site de TOXICORSE occupera la même surface (3503 m^2).

Tableau 3 : Répartition des surfaces après réalisation du projet

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Emprise au sol des bâtiments *(bâtiment A et B, auvent, compacteur, quatre bennes DD, deux bennes DIB)*	695 m²	981,7 m²
Voiries, parkings	2 808 m^2	2521,3 m^2
Total	3503 m²	3503 m²

Le projet concerne :

- L'installation d'un broyeur et d'un compacteur de benne,
- L'installation de quatre bennes couvertes pour le stockage de déchets dangereux,
- L'installation de deux bennes en fosses pour le stockage de déchets non-dangereux,
- La création d'un auvent pour le stockage des matières plastiques et des ballots de cartons.

5.2 DESCRIPTION DES LOCAUX, MODIFICATIONS APPORTEES

Ce chapitre présente les différentes modifications de l'établissement.

5.2.1 Modification 1 – Broyeur et compacteur

Cette modification concerne l'utilisation d'un broyeur et d'un compacteur pour le traitement de ses déchets dangereux. Les deux installations ont été installées en mai 2023. La figure ci-dessous identifie la position du broyeur (rouge) et du compacteur (jaune).



Figure 4 : Identification de la position du broyeur et du compacteur – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr)

Installation	Description
Broyeur	Le site est équipé d'un broyeur (2,429 m x 2,371 m x 2,983 m) pour les déchets vides souillés (chiffons souillés, filtres à air, etc.). L'équipement est implanté dans le bâtiment A. Le broyeur à déchets est constitué d'un ensemble comprenant un moto-réducteur d'une puissance de 30 kW, un bloc de coupe de 860 x 820 mm et un presseur hydraulique au niveau de la trémie. La granulométrie maximale admissible des déchets dans le broyeur est de 920 x 590mm. Le bac réceptacle du broyat est équipé d'une rétention afin de collecter les résidus de fluides éventuellement restants lors de l'opération. Le broyat est ensuite transféré dans une benne 30 m^3.
Compacteur	Le site est également équipé d'un compacteur (6,60 m x 2,80 m x 6,60 m) permettant de compacter les contenants vides. Le compacteur à benne est constitué d'un ensemble mobile de type bras articulé, d'un rouleau de compactage ainsi que d'un moteur électrique. Les éléments sont fixés au sol via un châssis métallique.

Cette modification concerne une nouvelle activité qui est visée par une nouvelle rubrique ICPE (rubrique 2790). L'établissement doit s'assurer que les deux installations seront conformes à l'arrêté ministériel de prescriptions générales de la rubrique 2790 (voir chapitre 6.3).

5.2.2 Modification 2 – Stockage de déchets dangereux en bennes

Cette modification concerne l'utilisation de quatre bennes couvertes pour le stockage de déchets dangereux (déchets pâteux, peintures, matériaux et emballage souillés). Cette activité (utilisation des quatre bennes de déchets dangereux) a été oubliée dans le dernier dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classé en date de mai 2020 (référence : 04.02.9_08. TOXICORSE-PAC.200507).

Les bennes de déchets dangereux sont positionnées à l'extérieur à proximité du compacteur (zone rouge sur la figure ci-dessous).



Figure 5 : Identification de la position des quatre bennes de déchets dangereux – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr)

Les bennes étant utilisées pour le stockage de déchets dangereux sur le site, elles sont visées par la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux).

	Avant-projet (porter à connaissance de mai 2020)	Après-projet (porter à connaissance actuel)
2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux)	48 tonnes	48 tonnes
	Régime d'autorisation	Régime d'autorisation

Comme cette activité (utilisation des quatre bennes de déchets dangereux) a été oubliée dans le dernier dossier de porter à connaissance en date de mai 2020 (référence : 04.02.9_08. TOXICORSE-PAC.200507) alors aucune évaluation de la quantité de déchets n'est constatée sur site.

Les quatre bennes relèvent de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE. L'exploitation des bennes doit être conforme à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/12/23 (voir chapitre 6.3). Au sens de l'arrêté ministériel de prescription générale du 22/12/23, le stockage des déchets dangereux peut être considéré comme un ilot ou un petit ilot :

Selon l'arrêté ministériel du 22/12/23 :

- ***Ilot*** *: zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m^2.*

- ***Petit îlot*** *: zone contenant des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :*
  - *le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m^3 si elle est couverte, et à 30 m^3 sinon ;*
  - *les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur…) ;*
  - *la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.*

Considérant que le volume global de déchet dangereux dans chaque benne (extérieur) est de 30 m^3 et que la distance entre les bennes et le compacteur est inférieure à 5 mètres, alors les bennes sont considérées comme un ilot.

5.2.3 Modification 3 – Stockage en fosse de déchets non-dangereux

Cette modification concerne l'exploitation de deux bennes pour le stockage de déchets non dangereux (DIB). Les bennes de déchets non-dangereux sont positionnées dans une fosse (22,5m x 4m x 2,30m) à l'extérieur (zone rouge sur la figure ci-dessous).



Figure 6 : Identification de la position des deux bennes de DIB en fosse – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr)



Figure 7 : Photos des deux bennes de DIB en fosse

Les deux bennes étant utilisées pour le stockage temporaire de DIB sur le site, elles sont visées par la rubrique 2716 (transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes).

L'activité globale de l'établissement concernant les déchets non-dangereux (transit, regroupement, tri ou préparation) est évaluée à 90 m^3.

La capacité présentée montre que l'établissement ne rentre pas dans le périmètre de la rubrique 2716 en tant qu'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes (à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719). L'établissement n'est donc pas classé sous la rubrique 2716 de la nomenclature des ICPE.

5.2.4 Modification 4 – Création d'un auvent pour le stockage de matières plastiques, les ballots de cartons et des déchets dangereux

Cette modification est une régularisation de déclaration concernant l'installation d'un auvent pour le stockage couvert de matières plastiques (GRV en plastique, caisses palettes en plastique), de ballots de cartons et des déchets dangereux (huile). L'auvent est positionné à proximité de la clôture du site en face du bâtiment A (zone rouge sur la figure ci-dessous).



Figure 8 : Identification de la position de l'auvent – échelle : 1/416 (source : Géoportail.gouv.fr)



Figure 9 : Photo de l'auvent

Ballots de cartons

Les ballots de cartons stockés sous l'auvent sont formés grâce à une presse à carton utilisée sur le site. Cette activité est visée par la rubrique 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons) qui a une capacité globale de 90 m^3.

Matières plastiques

Le stockage de matières plastiques (caisses palettes, GRV plastiques) relève de la rubrique 2663 « stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères ». La capacité maximale de matières stockés susceptible d'être présente sur site étant de 100 m^3, l'exploitant n'est pas classé sous la rubrique 2663.

Les capacités présentées précédemment montrent que l'établissement ne rentre pas dans le périmètre des deux rubriques suivantes :

- **Rubrique 2714 en tant qu'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719).**

- **Rubrique 2663 « Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères ».**

L'auvent de stockage n'est également pas concerné par un classement vis-à-vis de la rubrique 1510 car la quantité stockée est largement inférieure à 500 tonnes. Après le projet, l'établissement ne sera pas classé sous les rubriques 2714 et 2663 de la nomenclature des ICPE.

Déchets dangereux

Les déchets dangereux (huile) stockés à l'extérieur derrière le bâtiment A (à proximité de l'air de lavage) ont été déplacés pour être stockés sous l'auvent de stockage sur une air étanche. Le volume global de déchets dangereux sous l'auvent est de 30 m^3. Les déchets dangereux (huile) stockés sous l'auvent sont visés par la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux).

L'exploitation de la zone de stockage de déchets dangereux sous l'auvent doit être conforme à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/12/23 (voir chapitre 6.3). Au sens de l'arrêté ministériel et comme vu précédemment (modification n°2) le stockage des déchets dangereux peut être considéré comme un ilot.

5.3 NATURE DE L'ACTIVITE, MODIFICATIONS APPORTEES

L'activité de l'établissement concerne la collecte, le transit, le regroupement et le tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux avant leur expédition vers des installations d'élimination agréées. Le site est implanté sur la commune de Sarrola-Carcopino (20167).

Dans le cadre de ce porter à connaissance, l'exploitant déclare :

- L'installation d'un broyeur et d'un compacteur de benne pour le traitement de déchets dangereux,

- L'installation de quatre bennes couvertes pour le stockage de déchets dangereux,

- L'installation de deux bennes en fosses pour le stockage de déchets non-dangereux,

- La création d'un auvent pour le stockage couvert de matières plastiques, de ballots de cartons et de déchets dangereux.

6 MODIFICATIONS ATTENDUES SUR LE CLASSEMENT ADMINISTRATIF DU SITE

6.1 ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

L'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation datant du 18/05/04 et l'autorisant à exploiter ses installations de collecte, de transit, de regroupement et le tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux sur la commune de Sarrola-Carcopino (20167).

6.2 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES ICPE

6.2.1 Classement actuel des installations, acté par la Préfecture

La dernière situation administrative actée par la préfecture date du 18/05/04. Le courrier de la préfecture est joint en annexe 3.

Tableau 4 : Classement des installations de TOXI-CORSE selon l'arrêté préfectoral du 18/05/04

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE / DESCRIPTION	REGIME
167 - A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	-	A
322 - A	Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains	-	A
1434	Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables	<1 m^3/h	NC
1432	Stockage de liquides inflammables (1 cuve de 10 m3 de gasoil en fosse et munie d'un système de détection de fuite)	Céq = 0,4 m^3	NC

Le classement ICPE du site a été mis à jour à la suite d'un porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classé en date de mai 2020 (référence : 04.02.9_08. TOXICORSE-PAC.200507).

Le classement ICPE du site en date du 20 mai 2020 (avant-projet) et le nouveau classement ICPE (après-projet) associé aux modifications du présent porter à connaissance est présenté ci-dessous.

6.2.2 Classement actualisé des installations intégrant le projet

Le tableau suivant présente le classement actualisé du site à partir du porter à connaissance transmit à la préfecture en date du 05/2020 (référence : 04.02.9_08. TOXICORSE-PAC.200507) et des modifications du présent porter à connaissance.

Tableau 5 : Classement actualisé des installations en intégrant le projet

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges (régime de l'autorisation) 2. Autres cas (régime de déclaration avec contrôle)	48 tonnes	Autorisation	Quatre bennes couvertes pour le stockage de déchets dangereux et stockage de déchets dangereux sous l'auvent 48 tonnes	Autorisation
2790	2790. Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 Traitement de déchets dangereux (régime de l'autorisation)	Non concerné	Non classé	Régularisation de déclaration : Installation d'un broyeur et d'un compacteur pour les déchets dangereux	Autorisation

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
4110	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t (régime de l'autorisation) b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (régime de déclaration avec contrôle)	Quantité de substances dangereuses : 0,9 tonnes (Produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses, médicaments cytotoxiques et cytostatiques)	Déclaration	0,9 tonnes *Absence de modification*	Déclaration
4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t (régime d'autorisation) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (régime de déclaration)	Produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses : 3,4 tonnes	Déclaration	3,4 tonnes *Absence de modification*	Déclaration
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t (régime de l'autorisation) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (régime de déclaration)	Quantité de substances dangereuses : 2,6 tonnes (Acide Chlorhydrique et autres acides)	Non classé	2,6 tonnes *Absence de modification* *(Correction du régime déclaré dans le PAC en date du 20 mai 2020)*	Déclaration

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
2663	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ (régime de l'enregistrement) b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ (régime de déclaration)	Non concerné	Non classé	Stockage de matières plastiques sous auvent Quantité stockée : 100 m³	Non-classé
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³ (régime de l'enregistrement) 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (régime de déclaration avec contrôle)	10 m³	Non-classé	10 m³ *Absence de modification*	Non-classé
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m² (régime de l'enregistrement) 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² (régime de déclaration)	20 m³	Non-classé	20 m³ *Absence de modification*	Non-classé

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
2714	2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (régime de l'enregistrement), 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (régime de déclaration)	20 m³	Non-classé	Stockage de ballots de cartons sous auvent (utilisation d'une presse à carton). 90 m³	Non-classé
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (régime de l'enregistrement) 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (régime de déclaration avec contrôle)	30 m³	Non-classé	Installation de deux bennes en fosse 90 m³	Non-classé

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenants des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (régime de déclaration)	Quantité de substances dangereuses : 0,27 tonnes	Non-classé	0,27 tonnes *Absence de modification*	Non-classé
4330	. Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (régime de déclaration avec contrôle)	Quantité de substances dangereuses : 0,019 tonnes	Non-classé	0,019 tonnes *Absence de modification*	Non-classé

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (régime de déclaration avec contrôle)	Quantité de substances dangereuses : 16,8 tonnes (Boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ; déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ; filtres à huile ; liquides de frein, antigels contenant des substances dangereuses)	Non-classé	16,8 tonnes *Absence de modification*	Non-classé
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (régime de déclaration)	Quantité de substances dangereuses : 0,024 tonne	Non-classé	0,024 tonne *Absence de modification*	Non-classé
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (régime de déclaration avec contrôle)	Quantité de substances dangereuses - Batteries : 1,45 tonnes	Non-classé	1,45 tonnes *Absence de modification*	Non-classé

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	CAPACITE/ DESCRIPTION AVANT-PROJET (PAC - MAI 2020)	REGIME AVANT-PROJET	COMMENTAIRE APRES PROJET (PAC ACTUEL)	REGIME APRES PROJET
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (régime de l'autorisation) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (régime de déclaration avec contrôle)	Quantité de substances dangereuses : 4,30 tonnes (Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ; Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ; absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses ; autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification ; autres émulsions)	Non-classé	4,30 tonnes *Absence de modification*	Non-classé

⇨ **Conclusion : Dans le cadre de ce porter à connaissance, les modifications indiquent que l'établissement est classé sous le régime de l'autorisation pour une nouvelle rubrique ICPE (rubrique 2790).**

6.3 REGLEMENTATION ICPE APPLICABLE AU PROJET

Du point de vue de la réglementation ICPE, l'arrêté ministériel applicable aux installations projetées est le suivant :

- Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

L'établissement sera conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site et à l'arrêté ministériel concerné par le projet. Un audit de conformité est réalisé concernant les deux rubriques suivantes :

- **2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux),**
- **2790 (traitement de déchets dangereux).**

Le broyeur et le compacteur sont concernés par une nouvelle activité qui est visée par une nouvelle rubrique ICPE (rubrique 2790). Le broyeur et le compacteur sont donc considérés comme de nouvelles installations. Ainsi, l'application du présent arrêté pour les nouvelles installations (broyeur et compacteur) est réalisé après le 1er janvier 2026.

L'utilisation des quatre bennes de déchets dangereux (rubrique 2718) n'étant pas concernée par une extension de l'activité et n'étant pas concerné par une modification nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2026. Alors nous sommes dans le cas d'une installation existante.

Selon l'article 13 de l'arrêté du 22 décembre 2023, les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées ci-dessous, à l'exception du point IV de l'article 7 et du point IV de l'article 9 qui ne s'appliquent qu'aux installations nouvelles :

- *Article 3 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026,*
- *Article 4 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026,*
- *Article 5 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024,*
- *Article 6 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024,*
- *I. de l'article 7 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025,*
- *II. de l'article 7 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2024,*
- *III. de l'article 7 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024,*
- *Article 8 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026,*
- *Article 9 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026,*
- *Article 10 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025,*
- *Article 11 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025,*
- *Article 12 : Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026.*

Pour tous les écarts identifiés lors de l'audit, un échéancier de mise en conformité est réalisé avec un délai pour atteindre la mise en conformité.

Synthèse :

- Rubriques 2718 et 2790 : audit réglementaire des installations vis-à-vis de l'arrêté du 22/12/23 (annexe 4),

- Echéancier de mise en conformité des écarts relevés durant l'audit (annexe 5).

6.4 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AU TITRE DES IOTA

L'établissement est alimenté par l'eau de ville. Cette eau est utilisée pour l'alimentation sanitaire (toilettes, réfectoire) et pour le nettoyage des véhicules sur l'aire de lavage. Les eaux de lavage sont séparées des eaux pluviales.

Tableau 6 : Gestion des eaux usées et pluviales

	SITUATION ACTUELLE ET SITUATION FUTURE
Réseaux	Réseaux séparatifs
Eaux usées	Les eaux résiduaires industrielles sont canalisées et stockées avant d'être évacuées par un prestataire spécialisé. Les eaux de vannes (sanitaire, réfectoire) sont canalisées et rejetées dans le réseau d'eaux usées communal.
Eaux pluviales	Les eaux pluviales de toiture sont canalisées et envoyées dans le réseau public tandis que les eaux pluviales des voieries sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le milieu

Les installations du site ne sont pas classées au titre des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) et le projet n'impliquera pas de modifications de la gestion des eaux. Le site n'est concerné par aucune des rubriques de la nomenclature des IOTA.

7 ANALYSE DU CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION

7.1 RAPPEL REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIE

Le dispositif réglementaire en vigueur (article R181-46 du code de l'environnement) prévoit que l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation porte à la connaissance du préfet toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation. En application de ce même R181-46, le préfet doit établir si la modification est substantielle, c'est-à-dire si une nouvelle procédure d'autorisation s'avère nécessaire.

La note du 20/12/2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement vise à fournir des lignes directrices pour le traitement des dossiers de modification présentés par les exploitants ICPE.

La note fournit notamment des éléments d'appréciation du caractère substantiel d'un changement notable d'une ICPE, et présente également les différentes procédures, notamment d'actualisation de l'étude d'impact et de consultation du public, qui peuvent être mise en œuvre, suite aux évolutions législatives et réglementaires de ces dernières années.

Le § I de l'article R181-46 du code de l'environnement indique :

> *I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*
>
> > *1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
> >
> > *2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*
> >
> > *3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

Le logigramme extrait de la note du 20/12/21 ci-après permet de visualiser la procédure à suivre en cas de modification d'une autorisation environnementale.

Selon ce logigramme, la modification envisagée par TOXICORSE est un « projet de modification ».

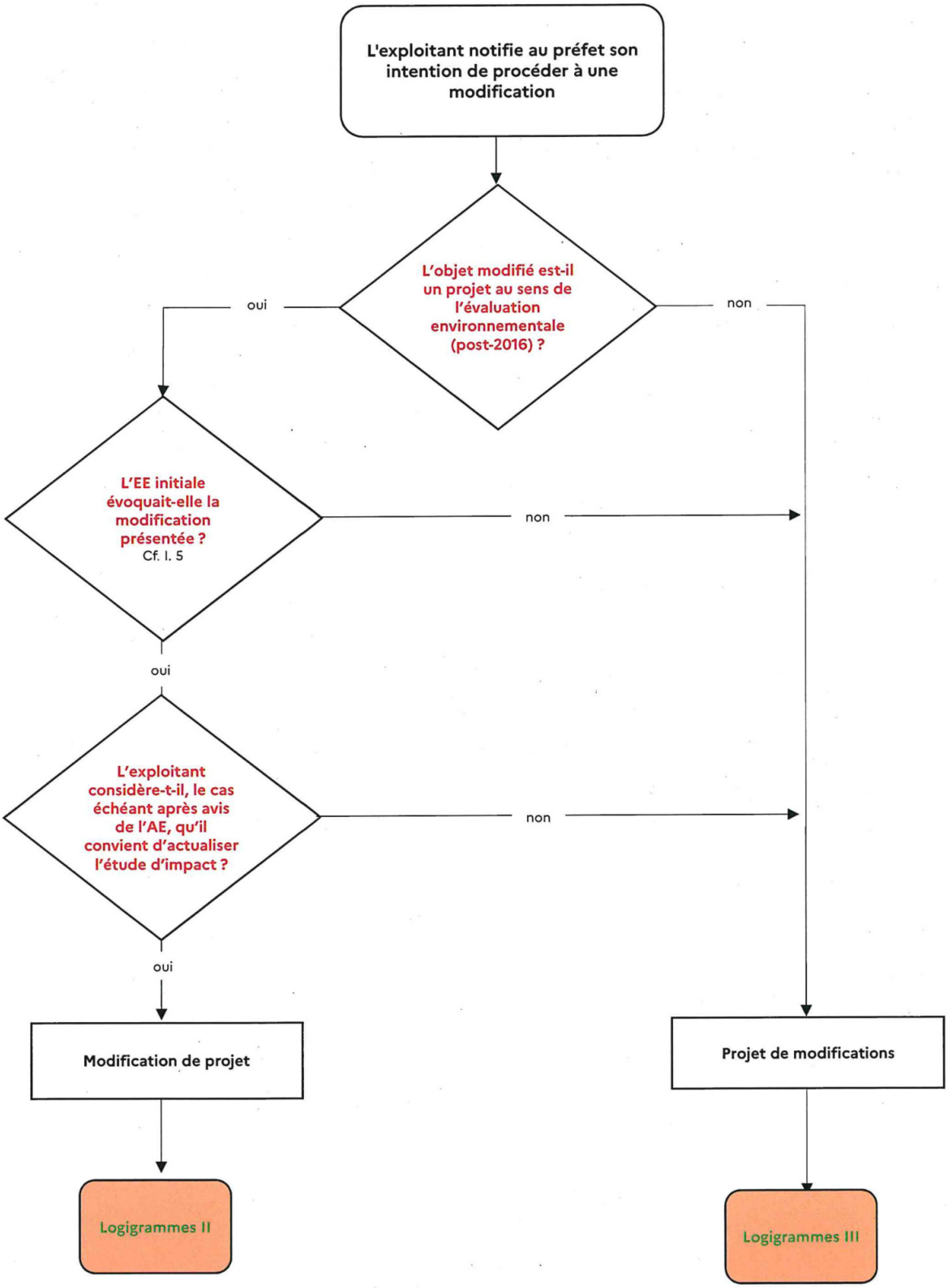


Figure 10 : Logigramme illustrant les procédures de traitement des modifications ICPE, extrait de la note du 20/12/2021

Le logigramme III extrait de la note du 20/12/2021 permet de visualiser le champ de l'acte d'autorisation environnementale pour les projets de modifications.

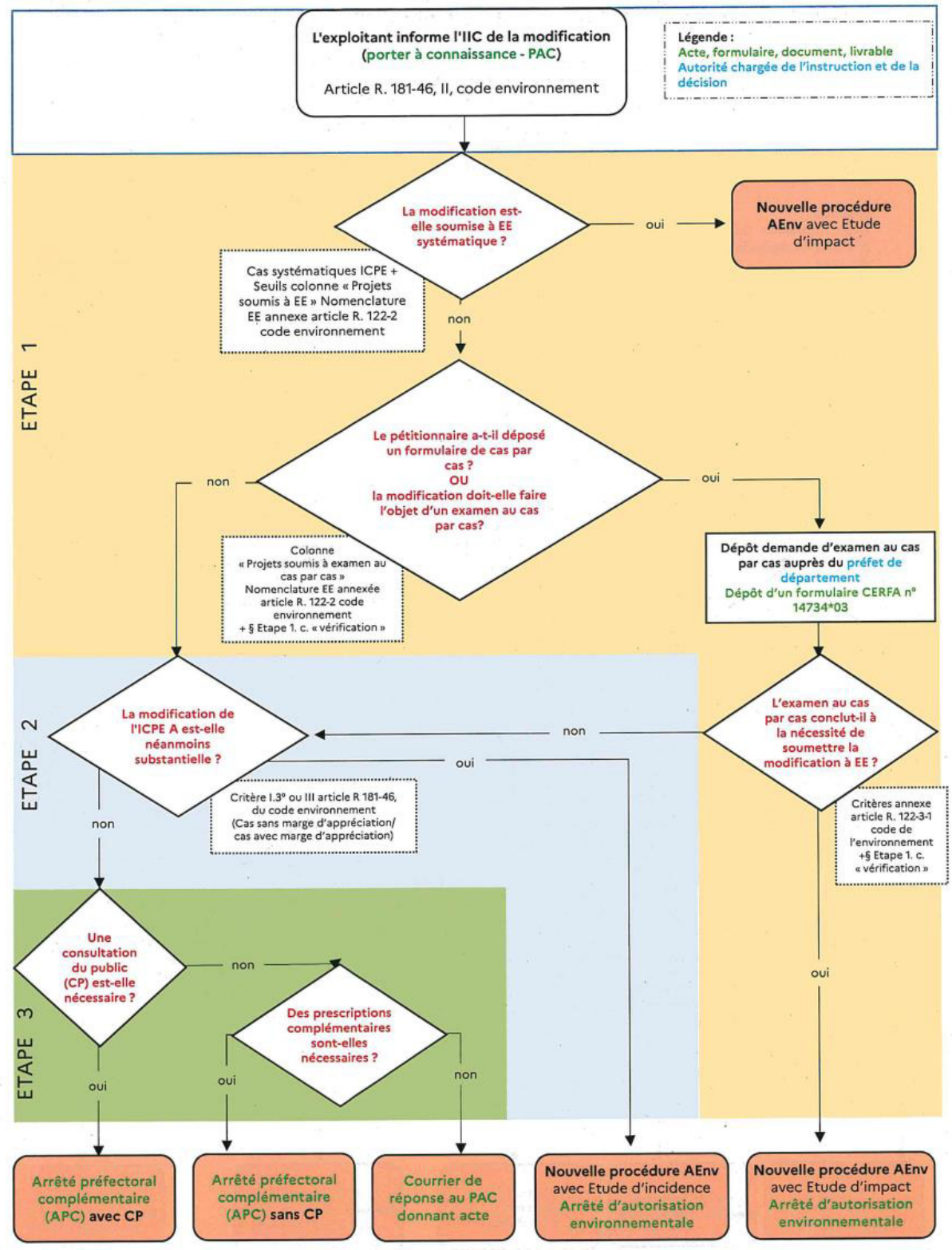


Figure 11 : Logigramme relatif à l'examen d'une modification au regard des 2 critères de l'article R181-46 du code de l'environnement.

7.2 ETAPE 1 : DETERMINER SI LA MODIFICATION RELEVE D'UN PROJET SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

7.2.1 Notion d'extension

Cette notion est détaillée dans le guide du 22 mars 2021 relatif à la modification d'une autorisation environnementale ICPE.
On entend par extension pour une modification d'une ICPE au regard du R181-46-1° :

- Une nouvelle activité permanente, indépendamment d'éventuels changements de nomenclature d'une activité déjà existante,
- Une extension de capacité, dans l'unité de mesure de la nomenclature,
- Une extension géographique ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation.

Le tableau suivant permet de définir la nature des modifications :

Tableau 7 : Définition de la nature des modifications - Extension

TYPES D'EXTENSIONS	CARACTERISTIQUES DES MODIFICATIONS	EXTENSIONS ?
Nouvelle activité permanente	Création d'une nouvelle activité permanente classée sous la rubrique **2790**	**Oui**
Extension de capacité	Le projet n'est pas concerné par une augmentation des capacités des activités soumis à un classement ICPE.	Non
Extension géographique	Le projet ne nécessite aucune construction nouvelle ou extension du périmètre géographique du site.	Non

Le projet de modification est une extension au sens de l'article R181-46-1° car il entraine la création d'une nouvelle activité visée par la rubrique 2790.

7.2.2 Evaluation au regard de l'article R122-2 du code de l'environnement

Tableau 8 : Classement du projet au titre de l'article R122-2

N° DE CATEGORIE ET SOUS-CATEGORIE	CARACTERISTIQUES DU PROJET AU REGARD DES SEUILS ET CRITERES DE LA CATEGORIE	PROJETS SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PROJETS SOUMIS A EXAMEN AU CAS PAR CAS
1	Rubrique 2790	NON	**OUI**

Conformément au tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique et est soumis à examen au cas par cas.

Le formulaire de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale est joint en annexe 1.

7.3 ETAPE 2 : DETERMINER SI LA MODIFICATION EST SUBSTANTIELLE MEME SI ELLE N'EST PAS SOUMISE A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE.

Les cas relatifs à la substantialité des modifications sont évoqués dans la note du 20 décembre 2021 et présentés dans les tableaux ci-dessous :
Deux catégories de cas sont identifiées : les « cas sans marges d'appréciation » et les « cas avec marge d'appréciation ».

Tableau 9 : Examen de la substantialité des modifications – critère n°3 de l'article R181-46 du code de l'environnement – Cas sans marge d'appréciation

CATEGORIE	CAS DE MODIFICATION SUBSTANTIELLE SANS MARGE D'APPRECIATION	ANALYSE SPECIFIQUE AU PROJET
Seveso Changement de seuil	Passage d'une établissement Seveso seuil bas à Seveso seuil haut.(*)	Projet non concerné par cette catégorie
ICPE – Extension géographique	Lorsque les 2 conditions suivantes sont simultanément remplies : (*) - Une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux ; - **et** la modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des ICPE.	Projet non concerné par cette catégorie
Rubrique 2980 Eoliennes terrestres	Augmentation de plus de 50 % de la hauteur d'au moins une éolienne. Défrichement non prévu par l'autorisation initiale, ou en dehors du polygone constitué par le parc éolien initial.	Projet non concerné par cette catégorie
Rubriques 2760 et 2771	Demande de traitement de déchets dangereux dans une installation autorisée seulement pour des déchets non dangereux ou inertes.	Projet non concerné par cette catégorie

(*) Une consultation du public sera obligatoire pour les catégories concernées.

Tableau 10 : Examen de la substantialité des modifications – critère n°3 de l'article R181-46 du code de l'environnement – Cas avec marge d'appréciation

CATEGORIE	CAS DE MODIFICATION SUBSTANTIELLE AVEC MARGE D'APPRECIATION	ANALYSE SPECIFIQUE AU PROJET
ICPE Nouvelle rubrique / activité	Nouvelle activité permanente qui relève du régime de l'autorisation. (*)	**Projet concerné par cette catégorie (rubrique 2790)** L'analyse des augmentations des dangers et inconvénients associés au projet est réalisée aux chapitres 7.4 et 7.5 du présent document.
ICPE Epandages	Modification (non mineure) de la nature des effluents épandus dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage. (*)	Projet non concerné par cette catégorie
Installations d'élimination de déchets et carrières Prolongation de durée d'exploitation	Prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière. (*)	Projet non concerné par cette catégorie
ICPE Augmentation de capacité et des émissions industrielles	Augmentation de plus de 10% de la capacité d'une activité déjà existante, ou augmentation de plus de 10% de rejets en flux.	Projet non concerné par cette catégorie
Seveso	Pour une installation Seveso, conséquences environnementales importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité.	Projet non concerné par cette catégorie
Traitement des déchets	Evolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement de déchets.	Projet non concerné par cette catégorie

CATEGORIE	CAS DE MODIFICATION SUBSTANTIELLE AVEC MARGE D'APPRECIATION	ANALYSE SPECIFIQUE AU PROJET
Cas de la rubrique 2980 Eolienne terrestres	Pour les éoliennes terrestres : - augmentation de plus de 10% de la hauteur d'au moins une éolienne ; - augmentation des nuisances sonores ; - augmentation des perturbations radar ; - déplacement d'un mât en zone Natura 2000 ; - déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol des pales du mât préexistant.	Projet non concerné par cette catégorie

(*) Une consultation du public devra avoir lieu même si le bilan conduit à conclure que la modification n'est pas substantielle.

⇨ **Au regard des critères ci-avant, le projet est potentiellement concerné par la notion de modification substantielle concernant l'augmentation des nuisances ou des zones de danger. Ces points sont traités dans les chapitres 7.4 et 7.5 ci-après.**

7.4 ESTIMATION DES EVENTUELLES NUISANCES SUPPLEMENTAIRES APPORTEES PAR LE PROJET

7.4.1 Urbanisme

La figure suivante identifie la localisation du site vis-à-vis de l'urbanisme de la commune de SARROLA-CARCOPINO. Une carte communale de SARROLA-CARCOPINO a été approuvée par arrêté préfectoral le 13/11/2008. Dans le cadre d'une mise à jour, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme est en cours d'élaboration (un extrait datant de novembre 2024 est disponible).

Le site se situe en zone ZCa qui correspond à une zone classée de type secteur réservé aux activités.

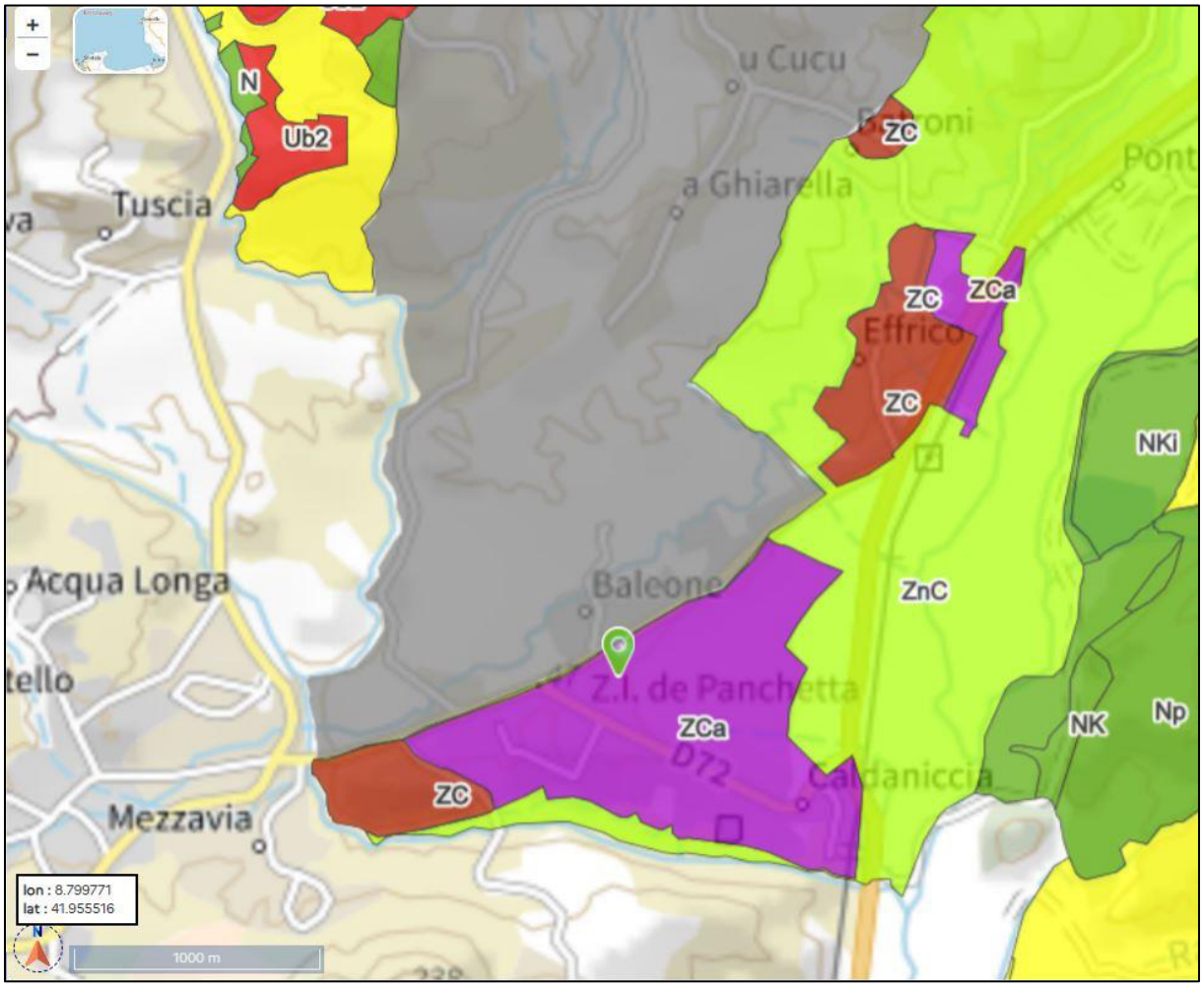


Figure 12 : Extrait de parcelle couverte par la carte communale (source : Geoportail-urbanisme.gouv.fr)

Le projet de modification du site étant en lien direct avec l'activité principale du site, celui-ci est autorisé par le PLU.

Aucun impact en lien avec le PLU n'est attendu.

7.4.2 Impact paysager et patrimoine culturel

7.4.2.1 Paysage

Le projet implique :

- La déclaration de l'auvent qui est visible depuis la route de l'entrée du site (Z.I CALDANICCIA),
- La déclaration du compacteur qui est visible depuis le parking du centre commercial.

Les autres modifications n'auront pas d'impact sur le paysage car elles sont localisées à l'intérieur du bâtiment existant ou à une hauteur inférieure à la clôture existante.

Un impact négligeable sur le paysage est à attendre.

7.4.2.2 Patrimoine culturel

Selon la carte Atlas des patrimoines du ministère de la culture, le site (rose) n'est pas situé dans le périmètre des Monuments Historiques (cercle rouge).

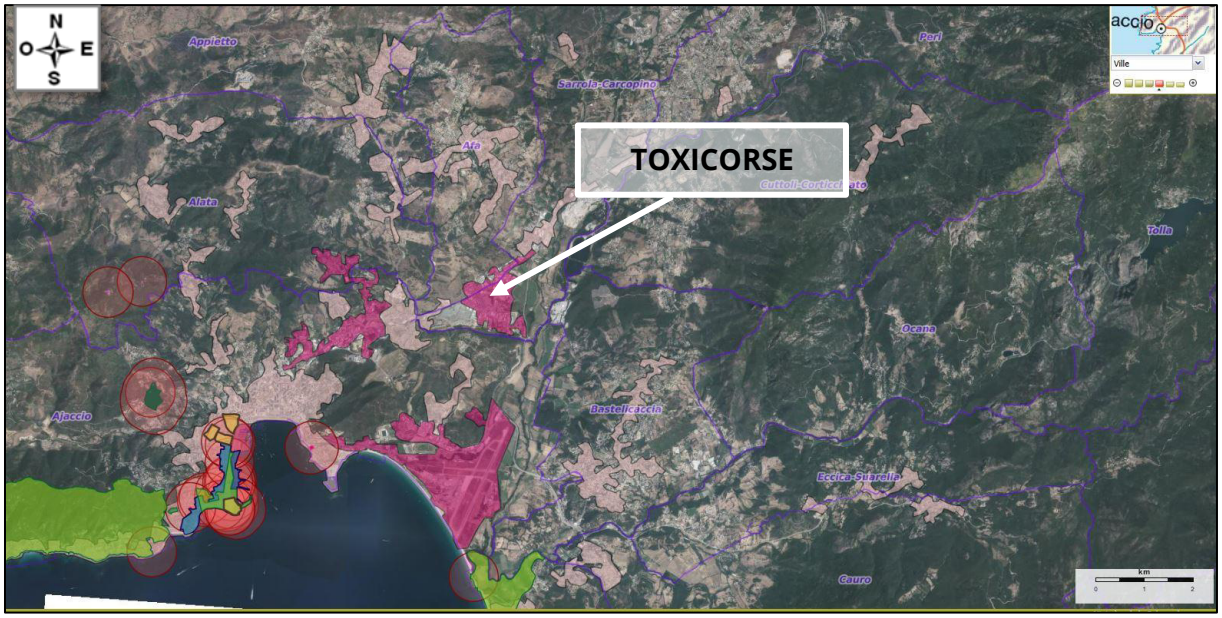


Figure 13 : Situation du site par rapport aux monuments historiques [source: Atlas.patrimoines.culture.fr]

Aucun impact sur les SPR n'est à attendre.

- Sites archéologiques

Selon l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives), aucune zone de protection archéologique n'a été relevée dans la commune de SARROLA-CARCOPINO.

Aucun impact sur les sites archéologiques n'est à attendre.

7.4.3 Milieux naturels

7.4.3.1 Sites Natura 2000

Les objectifs du réseau Natura 2000 sont :

- D'assurer la pérennité ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels, des habitats d'espèces de la Directive Habitats et des habitats d'espèces de la Directive Oiseaux,

- De contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable en cherchant à concilier au sein des sites qui le composeront les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces en cause avec les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales et locales.

Il est important de souligner qu'**il ne s'agit pas de zones protégées d'où l'homme doit être exclu**, les sites Natura 2000 doivent être des espaces gérés avec tous les usagers, de telle sorte qu'ils puissent préserver leurs richesses patrimoniales et leur identité en maintenant les activités humaines.



Figure 14 : Identification des zones Natura 2000 vis-à-vis du site – échelle 1/27355 (source : Géoportail.gouv.fr)

L'établissement n'est pas implanté sur une zone Natura 2000, les zones les plus proches sont :

- Une zone Natura 2000 (DIRECTIVE OISEAUX) nommée «Iles Sanguinaires, golfe d'Ajaccio», il s'agit de la zone n°FR9410096. Elle est implantée à 3,8 km au sud du site.

- Une zone Natura 2000 (DIRECTIVE HABITATS) nommée «Golfe d'Ajaccio», il s'agit de la zone n° FR9402017. Elle est implantée à 3,8 km au sud du site.

- Une zone Natura 2000 (DIRECTIVE HABITATS) nommée «Campo dell'Oro (Ajaccio)», il s'agit de la zone n° FR9400619. Elle est implantée à 4 km au sud du site.

Aucun site Natura 2000 n'a été recensé à proximité du site de XXXX. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.2 ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux)

L'inventaire des ZICO, ou Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux, a été réalisé dans le cadre de la Directive Européenne du 6 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. Les ZICO constituent les sites comportant des enjeux majeurs pour la conservation des espèces d'oiseaux. La directive précitée prévoit la protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés, ainsi que la préservation des aires de reproduction, d'hivernage, de mue ou de migrations.

⇨ **Les ZICO présentant le plus d'enjeux en matière de conservation des oiseaux ont généralement été classées (en tout ou partie) en zones de protection spéciales (ZPS), autrement dit en site Natura 2000.**

La ZICO la plus proche du site est localisée à environ 3,8 km au sud, il s'agit de la zone FR9410096.

Aucun impact sur la ZICO la plus proche n'est à attendre.

7.4.3.3 ZNIEFF

Les richesses du patrimoine national français sont inventoriées à travers la définition des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

L'existence d'une ZNIEFF marque la présence sur une superficie donnée d'une valeur biologique élevée, et dont l'intérêt scientifique lui confère une originalité certaine.

On distingue :

- Les ZNIEFF de type 1 : sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type 2. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels,

- Les ZNIEFF de type 2 : ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type 1, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type 2 fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

Les ZNIEFF ont été recensées dans un rayon de 3 km autour du site. La carte et le tableau identifie les ZNIEFF à proximité du site (source : INPN).

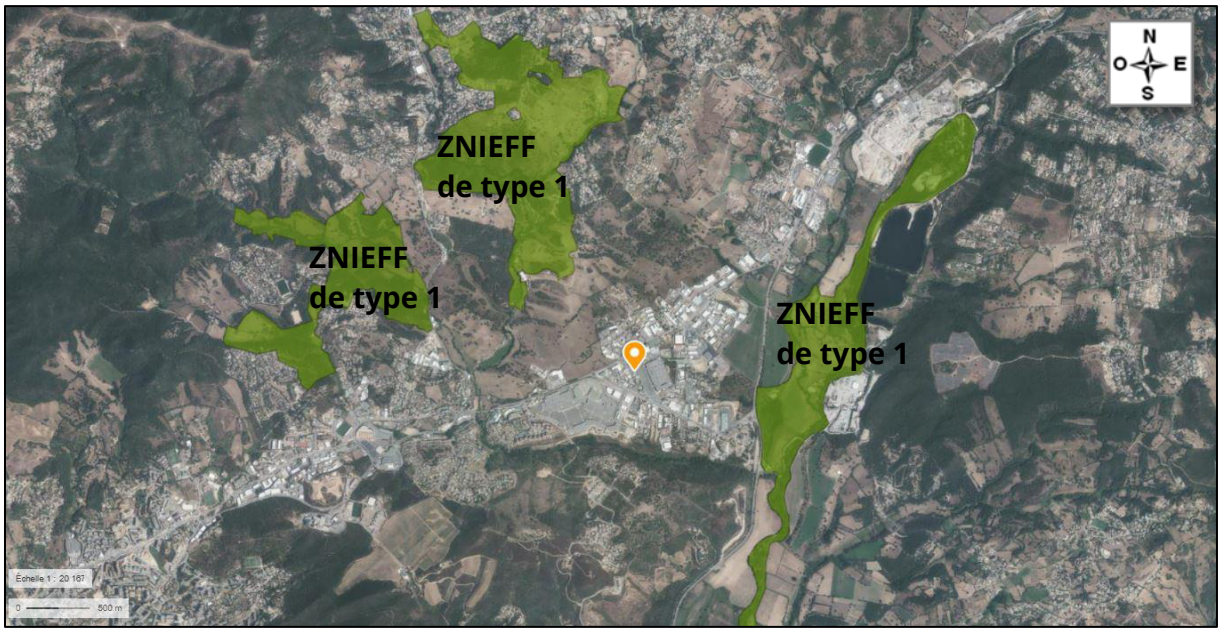


Figure 15 : Identification des zones ZNIEFF vis-à-vis du site – échelle 1/20167 (source : Géoportail.gouv.fr)

Tableau 11 : Inventaire des ZNIEFF

ZNIEFF	N°	Type	Superficie (ha)	Position / site	Critères d'intérêts de la zone		
					Patrimoniaux	Fonctionnels	Complémentaires
ZNIEFF à proximité du site							
DUNE DE PORTICCIO - ZONE HUMIDE DE PRUNELLI GRAVONA - ZONE HUMIDE DE CALDANICCIA	940004130	1	432	1 km à l'est	30 - Orthoptères 1 - Intérêts patrimoniaux 2 - Ecologique 12 - Faunistique 13 - Poissons 14 - Amphibiens 15 - Reptiles 16 - Oiseaux 25 - Mollusques 41 - Insectes 42 - Floristique 46 - Phanérogames	75 - Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales 62 - Fonctions de régulation hydraulique 63 - Expansion naturelle des crues 77 - Etapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs 78 - Zone particulière d'alimentation 79 - Zone particulière liée à la reproduction	83 - Paysager 90 - Scientifique 92 - Pédagogique ou autre (préciser)
AGROSYSTÈME D'AFA APIETTO	940031087	1	330	1 km au nord-ouest	1 - Critères d'intérêts patrimoniaux 2 - Ecologique 12 - Faunistique 15 - Reptiles 16 - Oiseaux 42 - Floristique 45 - Ptéridophytes 46 - Phanérogames	75 - Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales 76 - Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges 79 - Zone particulière liée à la reproduction	/
VALLEE DU VERDANA, FICCIOLOSA, SUARTELLO	940031075	1	94	1,7 km à l'ouest	30 - Orthoptères 1 - Intérêts patrimoniaux 2 - Ecologique 12 - Faunistique 14 - Amphibiens 15 - Reptiles 16 - Oiseaux 41 - Insectes 42 - Floristique 46 - Phanérogames 50 - Basidiomycètes 52 - Champignons	66 - Auto-épuration des eaux 75 - Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales 62 - Fonctions de régulation hydraulique 63 - Expansion naturelle des crues 64 - Ralentissement du ruissellement 76 - Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges	83 - Paysager 92 - Pédagogique ou autre

L'emprise du projet n'est concernée par aucune ZNIEFF. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.4 Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope

L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) est défini par une procédure simple qui vise à la conservation de l'habitat (au sens écologique) d'espèces protégées.

Il se traduit par un nombre restreint d'interdictions destinées à permettre le maintien et à supprimer les perturbations des habitats des espèces qu'ils visent, accompagnées dans la moitié des cas de mesures de gestion légères (ainsi il peut interdire certaines activités : la voile sur un plan d'eau par exemple).

L'APPB la plus proche du site se trouve à environ 3,7 km au Sud du site, il s'agit des Landes à genêt de Salzmann de Campo Dell'Oro « FR3800535 ».

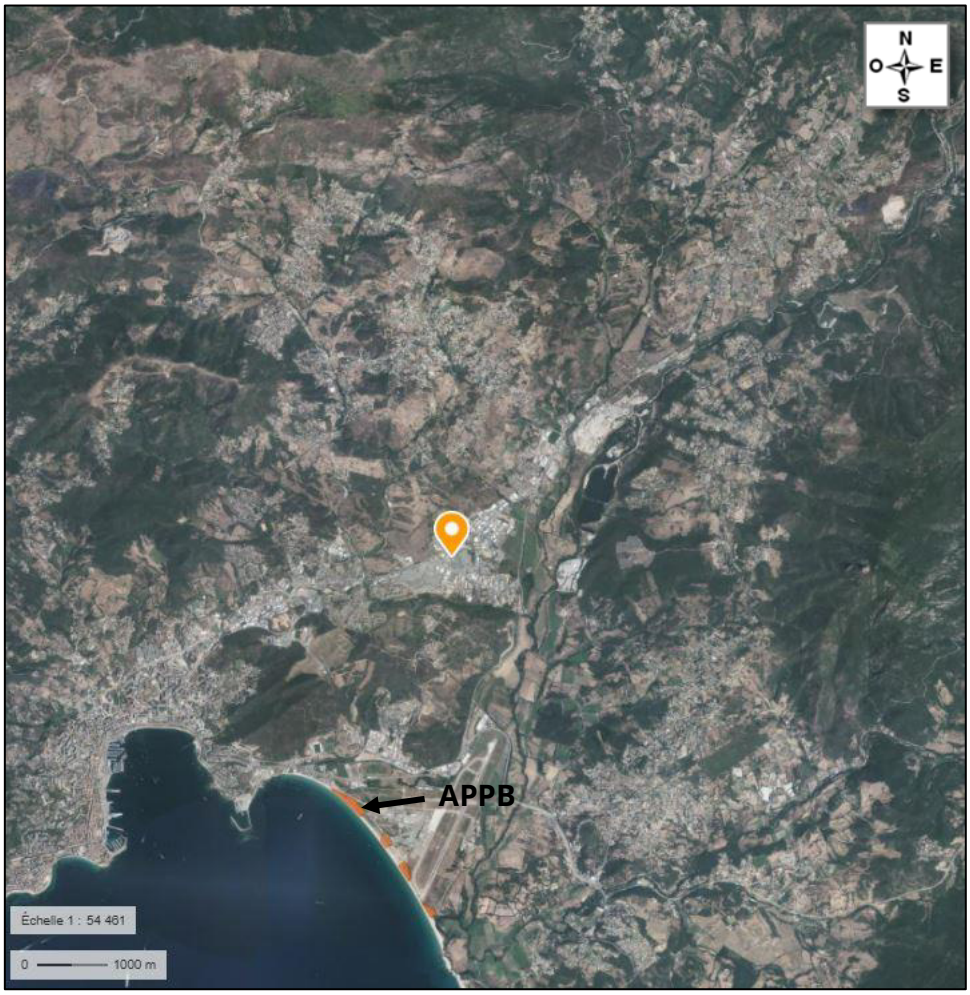


Figure 16 : Identification de l'APPB vis-à-vis du site – échelle 1/54461 (source : Géoportail.gouv.fr)

D'après GEOPORTAIL, aucun APPB n'est présent dans un rayon de 3 km autour du site. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.5 Réserves Naturelles

Une réserve naturelle est une zone délimitée et protégée juridiquement en vue de préserver des espèces dont l'existence est menacée. Elle concerne toute partie d'écosystème terrestre ou aquatique bénéficiant d'un statut de protection partielle ou totale et, en général, le milieu naturel lorsque celui-ci présente un intérêt particulier ou qu'il convient de le soustraire à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader.

Il existe deux sortes de réserves naturelles :

- Réserves classées par décret : le ministère de l'Environnement confie leur gestion, par convention, à une association, un établissement public ou une collectivité locale. Le préfet désigne le gestionnaire.
- Réserves naturelles volontaires : créées à l'initiative des propriétaires, elles font l'objet d'un arrêté préfectoral de six ans reconductibles.

Il n'est recensé aucune réserve naturelle dans un rayon de 3 km autour du site. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.6 Parcs Naturels

Un Parc Naturel Régional est un territoire à l'équilibre fragile et au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, faisant l'objet d'un projet de développement fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine. Ce projet est concrétisé par la Charte du PNR.

Le parc naturel le plus proche est le suivant :

- Parc naturel régional (FR8000012) – Corse. Il est implanté à environ 8 km à l'est du site.



Figure 17 : Identification du parc naturel régional vis-à-vis du site – échelle 1/79147 (source : Géoportail.gouv.fr)

Il n'est pas recensé de parc naturel régional ou national dans un rayon de 3 km autour du site. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.7 Sites classés et inscrits présentant un intérêt écologique

Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un « paysage », considéré comme remarquable ou exceptionnel.

Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

- Le site classé le plus proche du projet est localisé à environ 6,8 km à l'ouest. Il s'agit du site « Domaine et maison des Milelli» (date de procédure : 12/07/2017).

L'emprise du projet, ainsi que celle du site, ne sont concernées par aucun site classé ou inscrit. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.8 Zones humides - RAMSAR

A l'échelle internationale, les zones humides sont les seuls milieux naturels à faire l'objet d'une convention particulière pour leur conservation et leur utilisation rationnelle : la convention de Ramsar. 2177 sites sont reconnus d'importance internationale par cette convention. Ils couvrent une superficie de plus de 208 millions d'hectares à travers le monde.

La France a ratifié la convention de Ramsar le 1er décembre 1986. Au dernier recensement, elle possède 43 sites d'importance internationale, d'une superficie de plus de 3,5 millions d'hectares, aussi bien sur le territoire métropolitain qu'outre-mer. Certaines zones humides françaises sont des sites reconnus au niveau européen ou international et /ou bénéficiant de mesures de protection.

Aucun site RAMSAR n'est localisé dans le secteur d'implantation du projet. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.9 Zones humides – Contexte local

Le projet d'aménagement et de développement durable du PLU en cours d'élaboration en date de novembre 2024 identifie les zones humides sur une carte (figure ci-dessous). D'après la carte chaque zone humide est identifiée en bleu.

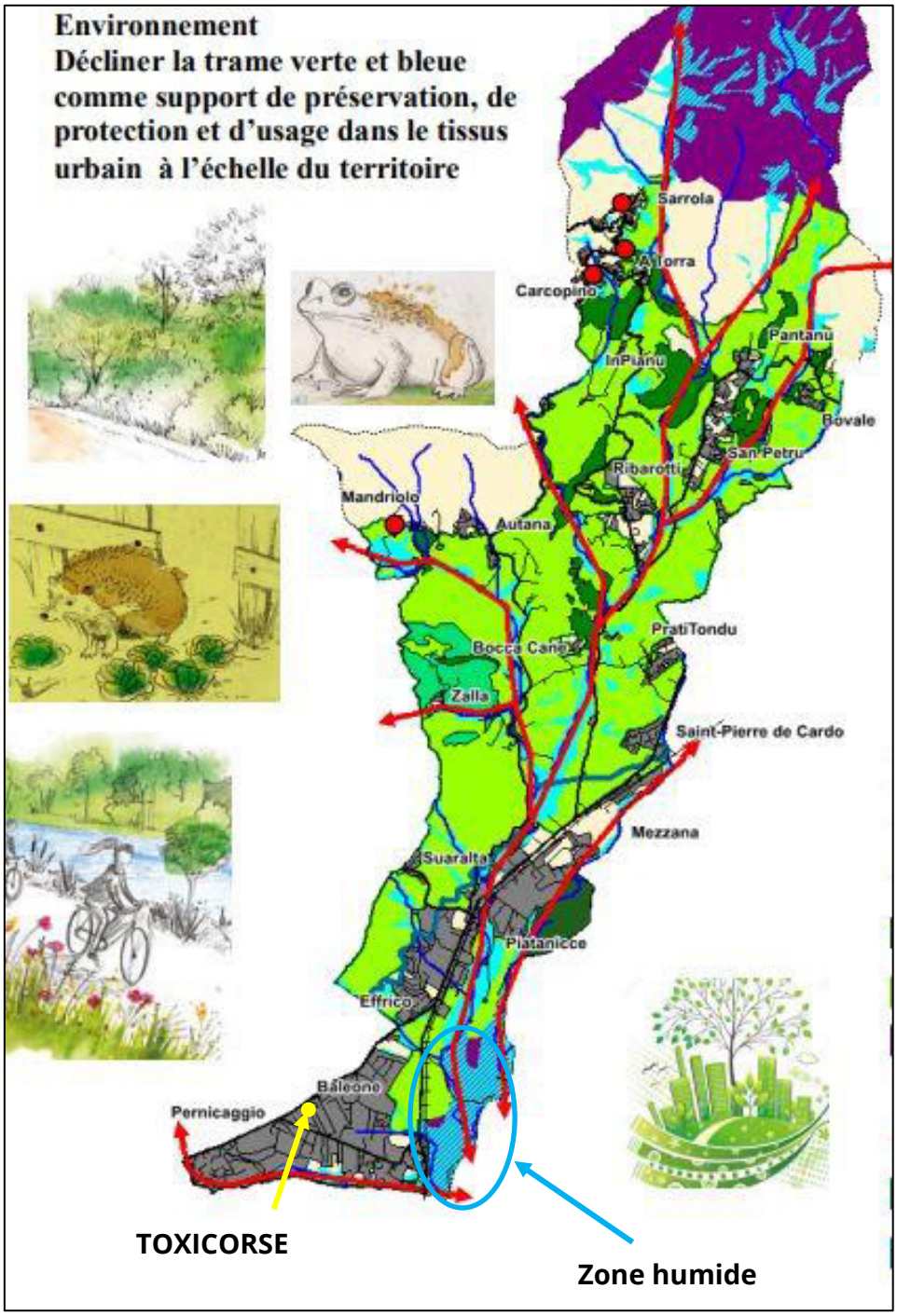


Figure 18 : Identification des zones humides (source : PPAD du PLU)

Aucune zone humide n'a été identifiée à proximité du site. Aucun impact n'est à attendre.

7.4.3.10 Mesures pour éviter, réduire, compenser les incidences du projet sur les milieux naturels

Pour rappel, le site est existant et connu. Le projet de modification n'entraine aucune nouvelle zone d'implantation. De plus, le site n'est pas dans le périmètre d'une zone de protection de la faune, de la flore, d'habitat ou d'un milieu naturel particulière.

Aucun impact sur la faune, flore, habitat ou les milieux naturels n'est attendu avec la mise en place du projet. Aucune mesure particulière n'est à prévoir.

7.4.4 Prélèvement d'eau

Comme vu précédemment, l'établissement est alimenté par l'eau de ville. Cette eau est utilisée pour l'alimentation sanitaire (toilettes, réfectoire) et pour le nettoyage des véhicules sur l'aire de lavage.

La consommation annuelle en eau du site est de 178 m^3 (2024).

Les modifications présentées dans ce dossier n'ont pas d'impact concernant la consommation d'eau actuel du site. Ainsi aucune nouvelle alimentation en eau n'est prévue sur le site.

Le projet n'inclut aucune modification de la consommation en eau du site ni aucune modification des installations de prélèvement d'eau.

7.4.5 Effluents liquides

Les rejets en eau de l'établissement sont :

- Les eaux de vanne,
- Les eaux usées de lavage,
- Les eaux pluviales.

7.4.5.1 Eaux usées industrielles

En fonctionnement normal, les seuls rejets industriels de la société sont des eaux de lavage qui sont canalisées et stockées avant d'être évacuées par un prestataire spécialisé. Les eaux de vannes (sanitaire, réfectoire) sont canalisées et rejetées dans le réseau d'eaux usées communal.

Le projet n'inclut aucune modification des eaux usées du site.

7.4.5.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales de toiture sont canalisées et envoyées dans le réseau public tandis que les eaux pluviales des voiries sont récupérées et traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le milieu.

Le projet engendre l'installation à l'extérieur de bennes de déchets dangereux couvertes, de benne de DIB en fosse, d'un compacteur et d'un auvent.

Le projet n'implique aucune augmentation des eaux pluviales polluées. Aucun changement sur la gestion des eaux pluviales sur le site n'est prévu.

L'Impact est négligeable.

7.4.6 Emissions à l'atmosphère

Dans le cadre du projet, aucune modification n'est concernée par des émissions atmosphérique.

Le présent paragraphe est donc sans objet

7.4.7 Déchets

Le site est concerné par la déclaration de nouvelles zones de stockage (stockage de déchets dangereux dans quatre bennes, stockage sous un auvent de ballots de cartons, stockage de DIB dans des bennes en fosse) et par la déclaration de son activité de broyage/compactage.

Dans le cadre des modifications présentées dans le présent dossier et depuis la dernière déclaration transmisse à la préfecture en date de mai 2020, l'établissement n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités associées à son activité (collecte, transit, regroupement et tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux).

Le projet n'implique aucune augmentation de la capacité associée aux déchets.

L'impact est négligeable.

7.4.8 Bruits et vibrations

Dans le cadre du projet, les sources de bruits supplémentaires peuvent être liées au fonctionnement des nouvelles installations de broyage et compactage.

L'exploitant s'assurera de respecter les valeurs limites de bruit applicable à ses nouvelles installations. Les émissions acoustiques du site avec la mise en œuvre du projet seront conformes à l'arrêté préfectoral du site.

L'impact du projet est négligeable.

7.4.9 Trafic

Le site n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités de production. Ainsi aucune augmentation du trafic n'est à prévoir sur le site.

Trafic moyen par jour : quatre camions.

Le présent paragraphe est donc sans objet.

7.4.10 Sol et sous-sol

En fonctionnement normal, les risques de pollution du sol et du sous-sol sont liés principalement au déversement d'effluents pollués : eaux de lavage (effluents industriels) et eaux pluviales souillées. Les eaux de lavage sont canalisées et stockées avant d'être évacuées par un prestataire spécialisé et les eaux pluviales polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le milieu

En fonctionnement accidentel, le risque de pollution lié au projet pourrait provenir du déversement d'eaux d'extinction incendie ou du déversement de produits dangereux liquides (pour les phases de reconditionnement des déchets liquides) . L'exploitant a mis en place les mesures suivantes :

- Pas de stockages sur des matières non imperméabilisées,

- Les eaux d'extinction d'incendie sont canalisées par des caniveaux puis vers une pompe de relevage et une cuve de stockage souterraine de 20 m^3 située sous l'auvent de stockage des emballages vides. Dans le cas où cette cuve serait également pleine, les voies de circulation peuvent faire office de rétention en fermant le réseau de collecte des eaux pluviales. Au total le site possède une capacité de rétention de 62 m^3, cependant avec la mise en place d'une citerne souple de 90 m^3, le site a la capacité de stocker environ 150 m^3.

Impact du projet est faible.

7.4.11 Consommation d'énergie

Dans le cadre du projet, il n'est pas prévu une augmentation de la consommation d'électricité associée aux modifications. La consommation d'électricité de l'établissement est la suivante :

- 2021 : 34316 kWh,
- 2022 : 25605 kWh,
- 2023* : 16086 kWh,
- 2024 : 15216 kWh.

Le broyeur et le compacteur ont été installés en mai 2023.

Le présent paragraphe est donc sans objet.

7.4.12 Impact des travaux

Les seuls travaux prévus dans le cadre du projet, concerne l'installation d'un mur coupe-feu (REI 120) entre les deux bâtiments. Les impacts liés aux travaux seront temporaires. Ils seront de types :

- Production de déchets aqueux, de déchets solides et de poussières durant les travaux (eaux de chantier, poussières de chantier, palettes, gravats…);
- Visuel par la présence d'engins de manutention ;
- Trafic de camions et d'engins de chantier ;
- Bruits engendrés par les travaux :
    - Bruits continus (compresseurs…) ;
    - Bruits intermittents (coups de marteau répétés…) ;
    - Bruits ponctuels (chocs de parties métalliques…).

Lors des travaux, toutes les dispositions seront prises afin de ne pas générer de nuisances particulières sur le voisinage et l'environnement du site :

- La propreté du chantier sera assurée de manière usuelle et quotidienne ;
- Le nombre de véhicules utilisés pour ces travaux sera limité au maximum sur les axes à proximité ;
- Toutes les précautions seront prises pour limiter les envols de poussières lors des opérations de terrassements ;
- Le brûlage à l'air libre des déchets sera interdit et ceux-ci évacués par les sociétés intervenantes sur le site auprès de prestataires agréés.

TOXICORSE s'engage à minimiser les nuisances particulières sur le voisinage et l'environnement du site pendant la phase de réalisation des travaux.

Il n'est pas prévu de travaux pour la fosse (stockage des DIB) et pour l'auvent sur le site car la fosse et l'auvent sont déjà présents sur le site.

Impact négligeable.

7.4.13 Positionnement vis-à-vis des garanties financières (Réf. Formulaire DREAL HdF)

L'établissement n'est pas soumis à constitution de garanties et le projet n'engendre pas l'obligation d'en constituer.

Le présent paragraphe est donc sans objet.

7.4.14 Conclusion sur l'estimation des nuisances supplémentaires apportées par le projet

Tableau 12 : Conclusion sur le caractère substantiel – Effets chroniques

TYPE D'IMPACT	AUGMENTATION PAR RAPPORT A LA SITUATION INITIALE	EFFETS DE CETTE AUGMENTATION SUR L'ENVIRONNEMENT	CONCLUSION SUR LE CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION
IMPACT PAYSAGER	Le projet implique la déclaration de l'auvent et du compacteur qui sont visibles. Les autres modifications n'auront pas d'impact sur le paysage car elles sont localisées à l'intérieur du bâtiment existant ou à une hauteur inférieure à la clôture existante.	Négligeable	Modification substantielle ou non
CONSOMMATION D'EAU	Les modifications présentées dans ce dossier n'ont pas d'impact concernant la consommation d'eau actuel du site. Ainsi aucune nouvelle alimentation en eau n'est prévue sur le site.	Nuls	Modification substantielle ou non
REJETS D'EAU	Le projet n'inclut aucune modification des eaux usées du site . Le projet n'implique aucune augmentation de l'eaux pluviales polluées car on remplace l'eaux pluviales de voirie polluées par l'eaux pluviales des installations polluées.	Négligeable	Modification substantielle ou non
REJETS ATMOSPHERIQUES	Dans le cadre du projet, aucune modification n'est concernée par des émissions atmosphérique.	Nuls	Modification substantielle ou non

TYPE D'IMPACT	AUGMENTATION PAR RAPPORT A LA SITUATION INITIALE	EFFETS DE CETTE AUGMENTATION SUR L'ENVIRONNEMENT	CONCLUSION SUR LE CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION
DECHETS	Le site est concerné par la déclaration de nouvelles installations associés à la gestion des déchets. Néanmoins, l'établissement n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités associées à son activité (collecte, transit, regroupement et tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux).	Négligeable	Modification non substantielle
EMISSIONS SONORES	Dans le cadre du projet, les nouvelles sources de bruit peuvent être liées au fonctionnement du broyeur et du compacteur. Pour limiter les émissions acoustiques, les installations citées ci-dessus sont éloignées des limites de propriété. L'exploitant s'assurera de respecter les valeurs limites de son arrêté préfectoral.	Négligeable	Modification non substantielle
TRANSPORT	Le site n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités de production. Ainsi aucune augmentation du trafic n'est à prévoir sur le site.	Nuls	Modification non substantielle
SOL ET SOUS-SOL	En fonctionnement accidentel, le risque de pollution lié au projet pourrait provenir du déversement d'eaux d'extinction incendie ou du déversement de produits dangereux liquides. L'exploitant a mis en place les mesures suivantes L'exploitant s'assure de ne pas stocker ses déchets sur des matières non imperméabilisées et s'assure de maintenir les eaux d'extinction incendie sur rétention.	Faible	Modification non substantielle

TYPE D'IMPACT	AUGMENTATION PAR RAPPORT A LA SITUATION INITIALE	EFFETS DE CETTE AUGMENTATION SUR L'ENVIRONNEMENT	CONCLUSION SUR LE CARACTERE SUBSTANTIEL DE LA MODIFICATION
ENERGIE	Dans le cadre du projet, il est prévu une augmentation de la consommation d'électricité associée à l'ajout du broyeur et du compacteur.	Nuls	Modification non substantielle
TRAVAUX	Lors des travaux, des dispositions seront prises afin de ne pas générer de nuisances particulières sur le voisinage et l'environnement.	Négligeable	Modification non substantielle
GARANTIES FINANCIERES	Le projet n'est pas soumis à garantie financière	Nuls	Modification non substantielle

⇨ **Selon le critère 3 de l'article R181-46, les modifications projetées ne sont donc pas jugées comme substantielles au regard de la faible augmentation des nuisances.**

7.5 ESTIMATION DES DANGERS SUPPLEMENTAIRES APPORTES PAR LE PROJET

Ce chapitre analyse les dangers associés aux produits stockés, aux installations et à leur exploitation uniquement liée au projet. L'analyse est complétée par l'inventaire des mesures de prévention ainsi que les dispositions mises en œuvre pour limiter les effets d'un sinistre éventuel.

7.5.1 Caractéristiques de l'environnement

7.5.1.1 Cibles vulnérables

En termes de vulnérabilité, le site n'est pas implanté sur une zone concernée par un milieu naturel sensible (Natura 2000, ZICO, ZNIEFF, réserve naturelle…). En revanche, le site situé dans un espace économique (secteur réservé aux activités).

7.5.1.2 Agressions externes

D'après la base de données Géorisques, au terme des agressions externes le site est concerné par :

- **Les phénomènes naturels :**

  - Risque d'inondation et remontée de nappe : Le type de risque d'inondation présent à proximité du site est une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau.

  - Remontées de nappe : Le site est situé dans une zone sans débordement de nappe ni d'inondation de cave avec une fiabilité moyenne.

  - Risque de séisme : Sur l'échelle règlementaire, le site est situé dans une zone un risque sismique de 1/5.

  - Risque de mouvement de terrain : Le site est situé dans une zone concernée par un éboulements (ou chutes de pierres et de blocs).

  - Risque de retrait gonflement des argiles : Le site est situé dans une zone avec un risque faible de gonflement des argiles.

  - Risque de feu de forêt : Le situe se situe dans une zone concernée par les obligations légales de débroussaillement (OLD). Il s'agit de débroussailler, à l'intérieur de ce zonage (ensemble du terrain et des abords des constructions sur une profondeur minimale de 50 mètres, et les voies privées sur une profondeur maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie).

  - Risque radon : Sur l'échelle règlementaire, le site est situé dans une zone avec un potentiel radon de 3/3.

➢ **L'environnement extérieur :**

- Risque lié à une installation classée pour la protection de l'environnement : 2 installations classées non SEVESO manipulant des substances et mélanges dangereux sur la commune,

- Risque de pollution des sols : Sept anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m.

7.5.2 Evolution des potentiels de dangers liés projet et moyens de réduction

7.5.2.1 Potentiels de dangers

Les potentiels de dangers liés aux modifications dans le cadre des modifications sont :

Tableau 13 : Dangers liés aux modifications

Type d'activité ou d'utilité (modifications)	Localisation	Conditions	Source(s) de danger
Installation d'un broyeur	Intérieur : Broyeur	Traitement de déchets dangereux	Départ de feu
Installation d'un compacteur de benne	Extérieur : Compacteur	Traitement de déchets dangereux	Départ de feu
Installation de quatre bennes pour le stockage de déchets dangereux	Extérieur	Stockage de déchets dangereux	Départ de feu / incendie
			Dispersion de fumée toxique
Installation de deux bennes en fosses.	Extérieur	Stockage de déchets non-dangereux (DIB),	Départ de feu / incendie
			Dispersion de fumée toxique
Installation d'un auvent pour le stockage de matières plastiques, de ballots de cartons et de déchets dangereux (huile)	Extérieur	Stockage de matières plastiques, de cartons et de déchets dangereux	Départ de feu / incendie
			Dispersion de fumée toxique

L'établissement fait appliquer les mesures ci-dessous et dispose d'un plan d'opération interne et d'un plan de défense contre l'incendie.

7.5.2.2 Mesures de prévention

- Tous les travaux générateurs de points chauds seront soumis a permis de feu. Les travaux faisant intervenir des entreprises extérieures font l'objet d'un plan de prévention. Il est interdit de fumer ou d'allumer un feu sur site. Cette interdiction est affichée à l'entrée du site et figure dans le règlement intérieur ainsi que dans le protocole de sécurité du site.

- Sur le site, l'ensemble des équipements métalliques sont reliés à la terre (rayonnage, etc.). Les installations électriques et le matériel électrique employés sont contrôlés annuellement par un organisme agréé.

- Le DRPCE (avec le zonage ATEX du site) sera annexé à l'étude de danger du site.

- L'accès au site est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Le site est entièrement clôturé et l'accès est réalisé par des portails automatiques. En dehors des heures ouvrées (lundi au vendredi de 7h00 à 21h), le site est équipé d'une alarme anti-intrusion avec report à une société extérieure (CTF).

- Les véhicules pénétrant sur le site sont agréés pour le Transport de Matières Dangereuses selon la capacité de déchets dangereux transportée. Ils sont tous équipés d'au moins un extincteur. Présence d'un plan de circulation pour guider les transporteurs.

- Les différentes mesures techniques de prévention d'une pollution du sol sont les suivantes :
  - Pas de stockages sur des matières non imperméabilisées,
  - L'aire de stationnement camions et l'ensemble du site ont été étanchéifiés,
  - Les eaux provenant du bâtiment et de l'aire de chargement/déchargement sont retenues avant d'être dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet,
  - Les eaux d'extinction d'incendie sont canalisées par des caniveaux puis vers une pompe de relevage et une cuve de stockage souterraine de 20 m^3 située sous l'auvent de stockage des emballages vides. Dans le cas où cette cuve serait également pleine, les voies de circulation peuvent faire office de rétention en fermant le réseau de collecte des eaux pluviales. Au total le site possède une capacité de rétention de 62 m^3, cependant avec la mise en place d'une citerne souple de 90 m^3, le site a la capacité de stocker environ 150 m^3.

- Tout le personnel est formé à la manipulation des extincteurs et des RIA (formation ADR).

- Tout le personnel est également formé au POI (formation incendie Equipier de Première Intervention).

- Le broyeur et le compacteur font l'objet d'une vérification périodique.

7.5.2.3 Mesure de protection et moyens d'intervention

- En heures ouvrées (lundi au vendredi de 7h00 à 21h), l'alerte est donnée par les opérateurs qui préviennent l'ensemble du personnel présent sur le site ou par les détecteurs incendie. En heures non ouvrées, ce sont les détecteurs incendie uniquement qui donnent l'alerte avec report d'alarme à la société de gardiennage (CTF).

- Compartimentage, isolement par murs coupe-feu 2 heures et désenfumage (des travaux sont prévus en mai 2025).

- Deux dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) sont présents sur le site au niveau du bâtiment B.

- Présence d'un poteau incendie de 100 mm de diamètre avec une capacité à fournir un débit de 60 m^3/h. Ce poteau est raccordé au réseau public et implanté à proximité immédiate du site, côté ouest le long de la clôture.

- Deux accès côté ouest de largeur minimale 3,5 mètres sont aménagés afin d'intervenir sur 3 faces d'un sinistre. La face est peut-être accessible depuis le parking du centre commercial.

- Le site dispose de moyens de première intervention (extincteurs répartis dans le bâtiment).

- Le site est aussi équipé de 3 Robinets d'Incendie Armés répartis entre les différentes zones de stockage.

- L'ensemble des moyens matériels incendie font l'objet d'une vérification périodique

- Des exercices pratiques seront réalisés une fois par an après mise en place d'un partenariat avec les pompiers.

- Le broyeur et le compacteur disposent d'une coupure automatique en cas de détection de dysfonctionnement.

Les modifications présentées dans le tableau n°13 font l'objet d'une analyse détaillée (modélisation des effets thermiques et de dispersion des fumées) afin de valider les implantations et s'assurer que les effets thermiques ne sortent pas des limites du site.

Cette analyse complémentaire est réalisée dans le chapitre suivant.

7.5.3 Effets des phénomènes dangereux liés au projet

D'après la version n°2 de l'étude de dangers du site (03/07/2025), les deux principaux phénomènes dangereux lié aux modifications sont l'incendie et la dispersion de fumée toxique.

7.5.3.1 Incendie

Une modélisation d'effets thermiques a été réalisée en cas d'incendie dans les zones suivantes :

- Installation d'un broyeur et d'un compacteur de benne,
- Installation de quatre bennes pour le stockage de déchets dangereux,
- Installation de deux bennes en fosses,
- Installation d'un auvent pour le stockage de matières plastiques, de ballots de cartons et de déchets dangereux (huile).

a. Modèle de calcul (logiciel)

L'outil de calcul utilisé est FLUMILOG (interface graphique v 5.6.1.0) mis à disposition par l'INERIS.

7.5.3.2 Données d'entrée

L'intégralité des hypothèses d'entrée de ce scénario sont reprises dans le rapport Flumilog fourni en annexe 6.

7.5.3.3 Résultats de la modélisation

Incendie du bâtiment A

L'incendie du bâtiment A en limitant le stockage à un unique niveau dans la zone de stockage n°1 est modélisé ici.

Celle-ci correspond à une hauteur de stockage maximale de 1,5 m. Flumilog n'ayant pas la capacité de modéliser uniquement un rack simple, la modélisation considère un rack double, dont la largeur est modélisée à 1,5 m.

Ainsi la première zone de stockage correspond à la zone de stockage n°1 sur le plan avec un stockage de produits modélisés par une palette de Liquide Combustible et Solide Liquéfiable (LCLS) avec un stockage sur rack sur 1 étage, avec une hauteur maximale de stockage de 1,5 m.

La seconde zone correspond à la modélisation du broyeur. Il a été modélisé par un stockage en masse en îlot de 3 m par 4, avec une hauteur de 2 m.

Les deux zones de stockage du bâtiment A ont été modélisées simultanément, en utilisant un mur REI 1, entre les deux cellules. En effet Flumilog ne permet pas d'incorporer deux types de stockage différents dans une même cellule. Ce mur REI 1 correspond donc à un mur fictif, qui tombe au bout d'une minute, le mur est modélisé avec une structure auto-stable en parpaings, en effet ces paramètres permettent de minimiser les effets sur la modélisation (largeur de recouvrement, hauteur résiduelle).

Durée d'incendie :

- 68 minutes dans la zone de stockage 1,
- 57 minutes dans la zone du broyeur.

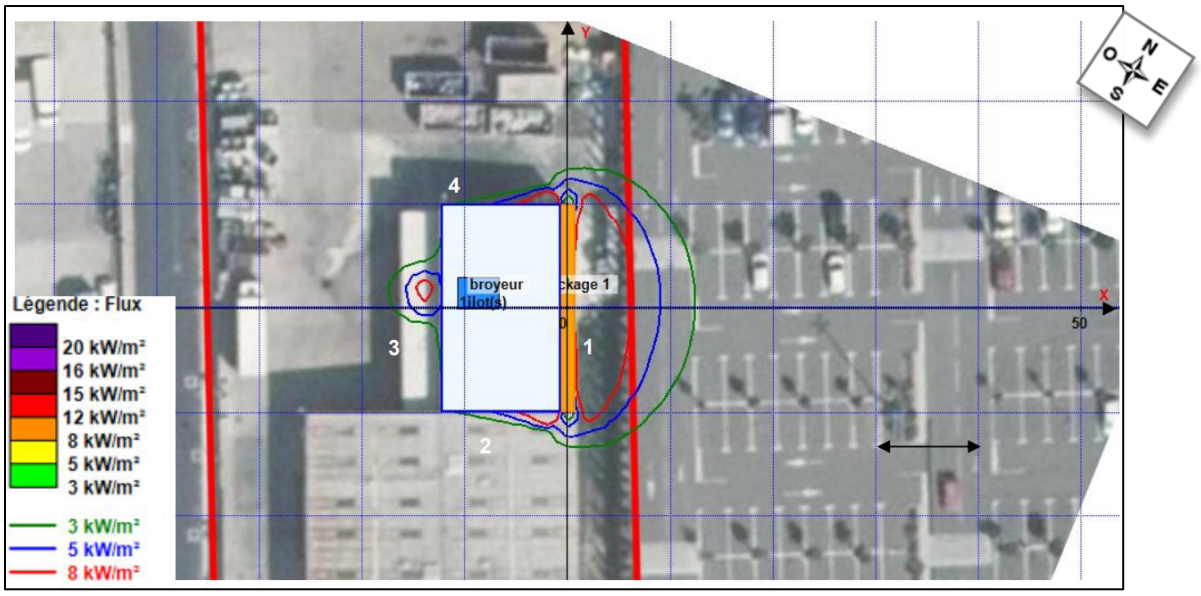


Figure 19 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie du bâtiment A (source : PhD1b de l'EDD du site)

Le départ de l'incendie a été modélisé dans les deux cellules, sans impacter les flux.

La zone d'effets de l'incendie de l'ensemble du bâtiment A avec la limitation du stockage à un niveau ne possède pas de flux de 8 kW/m² sortant des limites de site. Les effets de ces flux atteignent cependant le bâtiment B, conduisant à la possibilité d'effets dominos et à la propagation de l'incendie vers ce bâtiment.

Tableau 14 : Distance des effets thermiques de l'incendie

	Distance d'effet (m)			
	Paroi 1	**Paroi 2**	**Paroi 3**	**Paroi 4**
3 kW/m² (SEI)	12	5	10	5
5 kW/m² (SEL)	10	5	5	5
8 kW/m² (SELS)	10	5	5	5

Les distances sont données à partir du bord des parois du bâtiment.

Analyse des effets et des conséquences :

Tableau 15 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences

CATEGORIE D'EFFETS		**CONSEQUENCES POSSIBLES**
Effets sur les biens et les personnes		SEL et SEI sort (paroi 1)
Effets DOMINOS internes	Structures - installations	Effondrement du bâtiment Propagation au bâtiment B
	Accès au site	Aucune (accès possibles)
	Accès aux moyens de secours	Aucune (accès possibles)
	Résistance des structures importantes pour la sécurité	Aucune
Effets dominos externes		Aucune

Incendie de l'auvent de stockage (PhD 7)

Répartition du stockage :

• Un quart de l'auvent est destiné aux huiles,
• Un quart de l'auvent est destiné au stockage de ballots de cartons compactés,
• La moitié de l'auvent est destiné aux contenants vides de GRV.

La zone orange correspond à l'ilot de stockage des contenants vides sur une hauteur de 3 m, avec 3 niveaux de stockage. La zone verte correspond à la zone de stockage des ballots de cartons compactés, sur une hauteur de 3 mètres, avec 3 niveaux de stockage. Et la zone bleue correspond au stockage d'huiles, modélisés comme des palettes LCSL sur 1,5 mètre de hauteur.

Toutes les parois sont modélisées en REI 1. En effet, cet auvent ne dispose pas de parois sur 3 de ses côtés. Il dispose d'une unique paroi sur le côté 4. Les parois fictives sont modélisées à l'aide de murs REI 1, qui tombent au bout d'une minute, le mur est modélisé avec une structure auto-stable en parpaings, en effet ces paramètres permettent de minimiser les effets sur la modélisation (largeur de recouvrement, hauteur résiduelle).

Caractéristiques de la palette utilisée pour les contenants vides :

Longueur : 1.2 m / Largeur : 0.8 m / Hauteur : 1 m / Poids : 54 kg / Matériau : Polyéthylène

Caractéristiques de la palette utilisée pour les ballots de cartons compactés :

Longueur : 1.2 m / Largeur : 0.8 m / Hauteur : 1 m / Poids : 280 kg / Matériau : 250 kg carton, et 30 kg bois.

Durée d'incendie :

- Partie carton : 186 minutes,
- Partie huiles : 71 minutes,
- Partie contenants vides : 167 minutes.

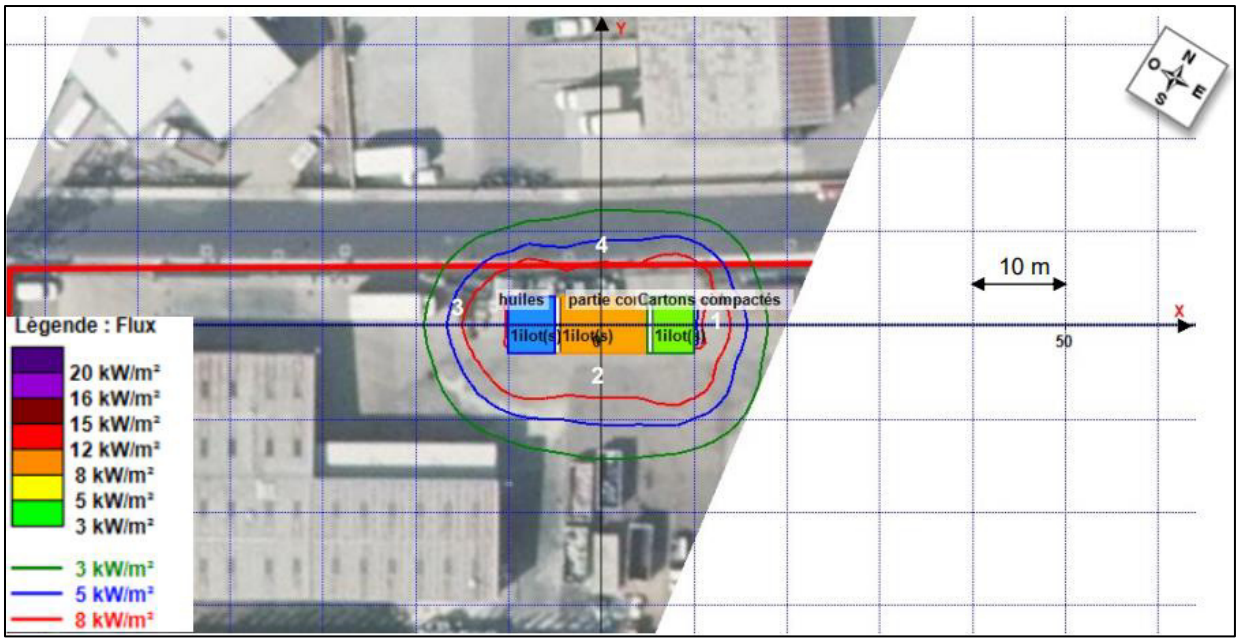


Figure 20 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie de l'auvent de stockage (source : PhD7 de l'EDD du site)

La zone d'effets, de l'incendie de l'auvent de stockage possède des flux de 8 kW/m² sortant des limites de site, vers la route. Les flux internes au site ne rencontrent aucun bâtiment ou équipement. Il n'y a ainsi aucun risque d'apparition d'effets dominos internes.

Tableau 16 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie

	Distance d'effet (m)			
	Paroi 1	Paroi 2	Paroi 3	Paroi 4
3 kW/m² (SEI)	10	13	10	13
5 kW/m² (SEL)	10	10	10	10
8 kW/m² (SELS)	5	10	5	10

Analyse des effets et des conséquences :

Tableau 17 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences

CATEGORIE D'EFFETS		CONSEQUENCES POSSIBLES
Effets sur les biens et les personnes		SEI, SEL, SELS sortent du site (paroi 4)
Effets dominos internes	Structures - installations	Effondrement des structures
	Accès au site	Aucune (accès possibles)
	Accès aux moyens de secours	Aucune (accès possibles)
	Résistance des structures importantes pour la sécurité	Aucune
Effets dominos externes		Route atteinte (route non-nommée de la zone industrielle de Pernicaggio reliant la D72 à la T22)

Bennes en fosse (PhD9)

Les bennes contiennent des déchets non dangereux, qui ont été assimilés à une palette type 1510 (divers produits combustibles en mélange).

A noter que les bennes sont placées en fosse, à une profondeur de 2,6 mètres, ainsi la hauteur de cible habituellement prise à hauteur d'homme, donc à 1,8 m a été modifiée à 4,4 m afin de prendre en compte cette profondeur.

Les deux bennes ont été modélisées côte à côté, avec une longueur de 5,6 mètres, une largeur de 2,5 m et une hauteur de 2,6 m, comme si elles étaient entièrement remplies.

Les parois des bennes ont été modélisées en REI 1 en bardage simple peau, et le toit a été modélisé en fibrociment, car c'est le matériau qui recouvre le moins l'incendie (5% de la surface) et donc permet une représentation la plus proche de la réalité.

Le mur entre les deux bennes est un mur REI 1 également. Ce mur REI 1 qui correspond à un mur fictif, tombe au bout d'une minute, le mur est modélisé avec une structure auto-stable en parpaings, en effet ces paramètres permettent de minimiser les effets sur la modélisation (largeur de recouvrement, hauteur résiduelle).

Les résultats sont présentés ci-dessous.

Durée d'incendie : 65 minutes dans les deux bennes.



Figure 21 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie des bennes en fosse (source : PhD9 de l'EDD du site)

La zone d'effet de l'incendie des bennes en fosse ne possède aucun flux sortant de la fosse. Il n'y a ainsi aucun risque d'apparition d'effets dominos.

Tableau 18 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie

	Distance d'effet (m)			
	Paroi 1	**Paroi 2**	**Paroi 3**	**Paroi 4**
3 kW/m² (SEI)	/	/	/	/
5 kW/m² (SEL)	/	/	/	/
8 kW/m² (SELS)	/	/	/	/

Analyse des effets et des conséquences :

Tableau 19 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences

CATEGORIE D'EFFETS		**CONSEQUENCES POSSIBLES**
Effets sur les biens et les personnes		Aucune
Effets dominos internes	Structures - installations	Aucune
	Accès au site	Aucune (accès possibles)
	Accès aux moyens de secours	Aucune (accès possibles)
	Résistance des structures importantes pour la sécurité	Aucune
Effets dominos externes		Aucune

Bennes en extérieur (PhD11)

Quatre bennes sont modélisées, considérant que le nombre maximal de cellules modélisables simultanément sur Flumilog est de 3 cellules, une modélisation intégrant les 4 bennes en deux cellules a été réalisée. Une cellule regroupant ainsi deux bennes réelles contenant la même typologie de produits :

- Deux bennes de pâteux non chlorés :
  - Les pâteux non chlorés ont été assimilés à du liquide inflammable, 18 tonnes pour les deux bennes, majorant largement la situation.

- Deux bennes d'emballages souillés :
  - Les emballages souillés ont été assimilés à du stockage en masse de palette type 2662 (palettes de plastiques) dans l'intégralité du volume des bennes.

Les deux cellules ont été modélisées côte à côté, avec une longueur de 5,6 mètres, une largeur de 5 m et une hauteur de 2,6 m chacune, représentant chacune deux bennes entièrement remplies.

Les parois des bennes ont été modélisées en REI 1 en bardage simple peau, et le toit a été modélisé en bardage simple peau.

Le mur entre les deux blocs de deux bennes est un mur REI 1 également. Il correspond à un mur fictif, qui tombe au bout d'une minute, le mur est modélisé avec une structure auto-stable en parpaings, en effet ces paramètres permettent de minimiser les effets sur la modélisation (largeur de recouvrement, hauteur résiduelle).

Durée d'incendie :

- 194,8 minutes dans les bennes de pâteux non chlorés,
- 54 minutes dans les bennes d'emballages souillés.

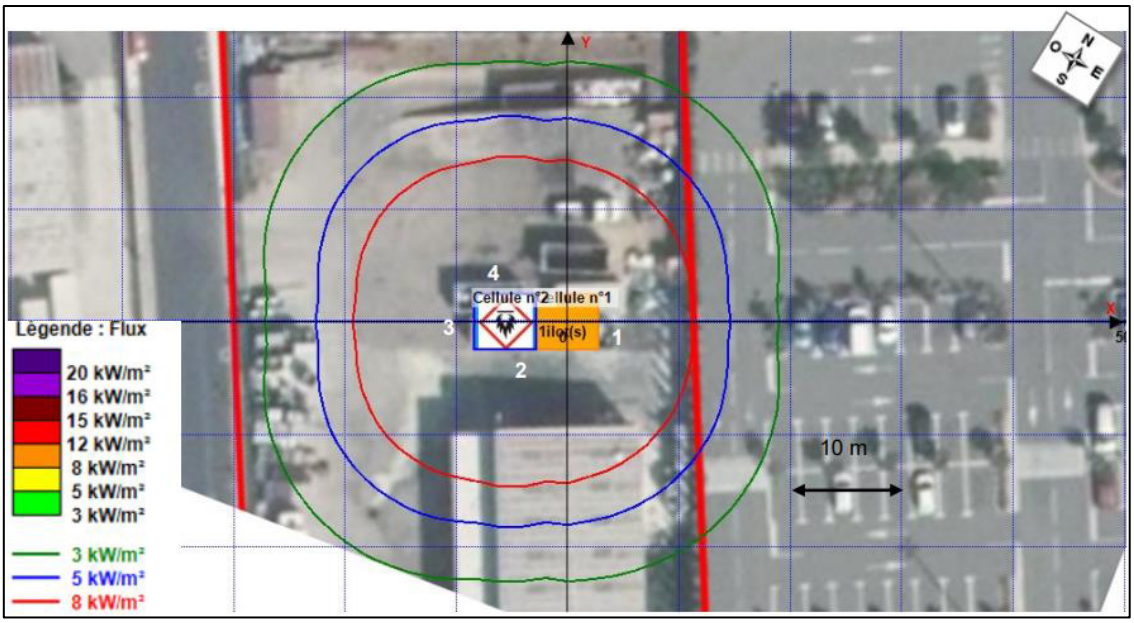


Figure 22 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie des bennes en extérieur (source PhD11 de l'EDD du site)

La zone d'effets de l'incendie des bennes de pâteux non chlorés, ne possède aucun flux de 8 kW/m² sortant du site. Il n'y a ainsi aucun risque d'apparition d'effets domino à l'extérieur du site. La zone d'effets possède des flux de 8 kW/m² qui touchent les autres bennes ainsi que le bâtiment A conduisant à la possibilité d'effets dominos et à la propagation de l'incendie vers ce bâtiment et le compacteur.

Tableau 20 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie

	Distance d'effet (m)			
	Paroi 1	Paroi 2	Paroi 3	Paroi 4
3 kW/m² (SEI)	20	24	20	24
5 kW/m² (SEL)	15	19	15	19
8 kW/m² (SELS)	11	15	11	15

Analyse des effets et des conséquences :

Tableau 21 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences

CATEGORIE D'EFFETS		CONSEQUENCES POSSIBLES
Effets sur les biens et les personnes		SEI et SEL sortent du site
Effets dominos internes	Structures - installations	Propagation de l'incendie au bâtiment A et compacteur
	Accès au site	Aucune (accès possibles)
	Accès aux moyens de secours	Aucune (accès possibles)
	Résistance des structures importantes pour la sécurité	Aucune
Effets dominos externes		Aucune

Incendie du compacteur (PhD13)

Le compacteur est utilisé pour les emballages souillés.

Le compacteur a donc été modélisé comme un stockage en extérieur en masse de la taille d'une benne, assimilé à une palette type 2662 (emballages plastiques).

Le compacteur a été modélisé avec une longueur de 6,6 m, une largeur de 2,3 m et une hauteur de 2,2 m, comme si le compacteur correspondait à une benne entièrement remplie. Le compacteur a été modélisé en air libre, comme s'il n'y avait pas de parois afin de majorer la situation.

Durée d'incendie : 59 minutes.



Figure 23 : Cartographie des zones d'effets d'un incendie du compacteur (source : PhD13 de l'EDD du site)

La zone d'effets de l'incendie du compacteur ne génère pas de flux de 8 kW/m² sortant du site. Il n'y a ainsi aucun risque d'apparition d'effets domino à l'intérieur et à l'extérieur du site.

Tableau 22 : Schéma des flux thermiques maximum du scénario d'incendie

	Distance d'effet (m)			
	Paroi 1	Paroi 2	Paroi 3	Paroi 4
3 kW/m² (SEI)	/	/	/	/
5 kW/m² (SEL)	/	/	/	/
8 kW/m² (SELS)	/	/	/	/

Analyse des effets et des conséquences :

Tableau 23 : Tableau d'analyse des effets et des conséquences

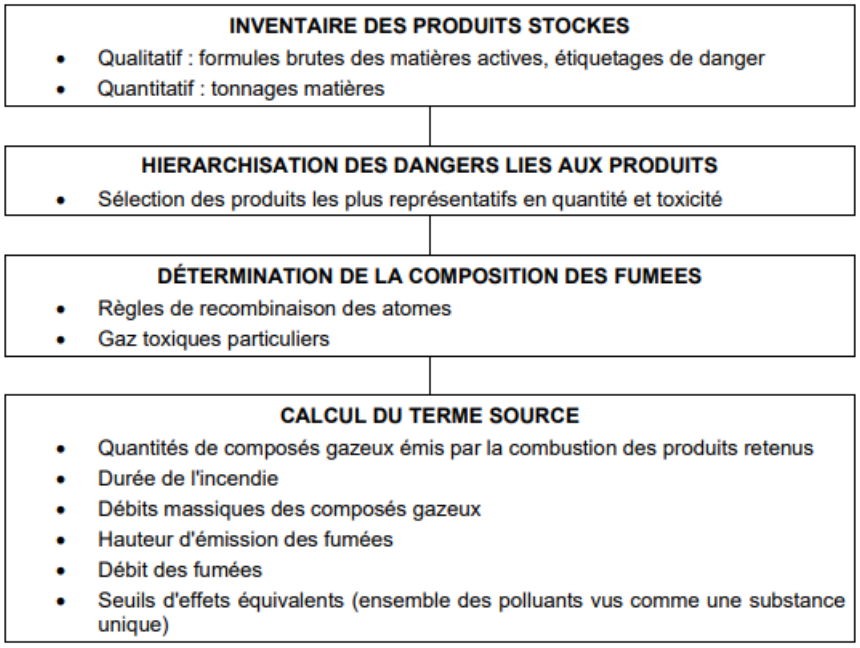
CATEGORIE D'EFFETS		CONSEQUENCES POSSIBLES
Effets sur les biens et les personnes		Aucune
Effets dominos internes	Structures - installations	Aucune
	Accès au site	Aucune (accès possibles)
	Accès aux moyens de secours	Aucune (accès possibles)
	Résistance des structures importantes pour la sécurité	Aucune
Effets dominos externes		Aucune

7.5.3.4 Dispersion des fumées toxique

Méthodologie de détermination du terme source dans le cas des fumées d'incendie

La méthodologie mise en œuvre est celle définie par l'INERIS dans son rapport d'étude Ω-16 du 8 juin 2023 "Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie".

Elle peut être représentée selon le synoptique suivant :



L'identification des polluants présents dans les fumées d'incendie est réalisée à partir de la composition (formules chimiques) des combustibles impliqués dans l'incendie, en décomposant les produits en éléments simples et en appliquant les règles de recombinaison des atomes (gaz toxiques particuliers) selon la méthode décrite dans le rapport d'étude Ω-16.

Données d'entrée

L'intégralité des données d'entrée et des représentations cartographiques (vues de profil) sont présentées dans l'étude de dangers du site (version 2025).

7.5.3.5 Résultats de la modélisation

Les résultats des modélisations des distances d'effets sont présentés ci-dessous.

Bâtiment A (PhD 2)

Résultats (distances d'effets) : Les résultats des calculs sont indiqués sous forme de distances à la source émettrice auxquelles sont atteints les seuils d'effets étudiés, pour des hauteurs d'exposition de 1,70 m, 7 m et 14 m.

Hauteur d'exposition	Seuils d'effet 60 minutes	D5	F3
Distance (hauteur : 1,7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 14 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA

Pour l'ensemble des conditions de vent étudiées, le panache de fumée, intégrant les seuils équivalents calculés :

- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 1,7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint la hauteur d'exposition de 14 m aux SEL et SELS.

Ainsi aucun effet toxique n'est à attendre concernant l'incendie du bâtiment A.

Effets vis-à-vis des tiers :

- Pas d'effet vis à vis des tiers.

Effets sur les accès et les équipements de sécurité de l'établissement :

Enjeux à protéger	Situation / zones d'effets
Accès à l'établissement	En dehors des zones d'effets
Poteaux incendie	En dehors des zones d'effets

Auvent de stockage (PhD 8)

Résultats (distances d'effets) :

Les résultats des calculs sont indiqués sous forme de distances à la source émettrice auxquelles sont atteints les seuils d'effets étudiés, pour des hauteurs d'exposition de 1,70 m, 7 m et 14 m.

Hauteur d'exposition	Seuils d'effet 60 minutes	D5	F3
Distance (hauteur : 1,7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 14 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA

Pour l'ensemble des conditions de vent étudiées, le panache de fumée, intégrant les seuils équivalents calculés :

- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 1,7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 14 m aux SEI, SEL et SELS.

Ainsi aucun effet toxique n'est à attendre concernant l'incendie de l'auvent de stockage

Effets vis-à-vis des tiers :

- Pas d'effet vis à vis des tiers.

Effets sur les accès et les équipements de sécurité de l'établissement :

Enjeux à protéger	Situation / zones d'effets
Accès à l'établissement	En dehors des zones d'effets
Poteaux incendie	En dehors des zones d'effets

Benne en fosse (PhD 10)

Résultats (distances d'effets) :

Les résultats des calculs sont indiqués sous forme de distances à la source émettrice auxquelles sont atteints les seuils d'effets étudiés, pour des hauteurs d'exposition de 1,70 m, 7 m et 14 m.

Hauteur d'exposition	Seuils d'effet 60 minutes	D5	F3
Distance (hauteur : 1,7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur :7 m)	SEI	Atteint entre 5 et 14 mètres	Atteint entre 1,5 m et 13 mètres
	SEL	NA	Atteint entre 4 et 6 mètres
	SELS	NA	Atteint entre 4 et 6 mètres
Distance (hauteur : 14 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA

Pour l'ensemble des conditions de vent étudiées, le panache de fumée, intégrant les seuils équivalents calculés :

- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 1.7 m aux SEI, SEL et SELS.
- Atteint la hauteur d'exposition de 7 mètres aux SEI, SEL et SELS :
  Concernant les SEL et SELS, cette hauteur est atteinte uniquement entre 4 et 6 mètres. Or restaurant Burger King est à 12 mètres des bennes en fosse, donc il n'est pas atteint par les fumées aux seuils d'effet SEL et SELS.
  Concernant le seuil des SEI, il est atteint entre 1,5 mètres et 14 mètres, le restaurant Burger King est donc touché par les fumées toxiques au seuil SEI .
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 14 m aux SEI, SEL et SELS.

Effets vis-à-vis des tiers

- L'ERP Burger King peut être touché par les fumées concernant le seuil SEI.

Effets sur les accès et les équipements de sécurité de l'établissement :

Enjeux à protéger	Situation / zones d'effets
Accès à l'établissement	En dehors des zones d'effets
Poteaux incendie	En dehors des zones d'effets

Bennes extérieures (PhD 12)

Résultats (distances d'effets)

Les résultats des calculs sont indiqués sous forme de distances à la source émettrice auxquelles sont atteints les seuils d'effets étudiés, pour des hauteurs d'exposition de 1,70 m, 7 m et 14 m.

Hauteur d'exposition	Seuils d'effet 60 minutes	D5	F3
Distance (hauteur : 1,7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 7 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA
Distance (hauteur : 14 m)	SEI	NA	NA
	SEL	NA	NA
	SELS	NA	NA

Pour l'ensemble des conditions de vent étudiées, le panache de fumée, intégrant les seuils équivalents calculés :

- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 1,7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 7 m aux SEI, SEL et SELS.
- N'atteint pas la hauteur d'exposition de 14 m aux SEI, SEL et SELS.

Ainsi aucun effet toxique n'est à attendre concernant l'incendie des bennes extérieures.

Effets vis-à-vis des tiers

- Pas d'effet vis à vis des tiers.

Effets sur les accès et les équipements de sécurité de l'établissement :

Enjeux à protéger	Situation / zones d'effets
Accès à l'établissement	En dehors des zones d'effets
Poteaux incendie	En dehors des zones d'effets

7.5.3.6 Synthèse des effets des scénarios modélisés

Les données du tableau n°24 sont issues de l'étude de dangers du site (V2 - 03/07/2025). L'annexe 7 rappelle la grille de cotation des risques (grille de probabilité et de gravité suivant AM du 29/09/2005).

Tableau 24 : Synthèse des effets des phénomènes dangereux

PhD n°	Phénomène dangereux	Type effets (Th, S, Tox) (1)	Effets sur les biens et les personnes (distance maximale par rapport aux installations)			Effets dominos potentiels		Effets dépassant les limites de propriété	Classe de gravité	Commentaires
			LETAUX SIGNIFICATIFS	LETAUX	IRREVERSIBLES	INTERNES	EXTERNES			
1a	Incendie du bâtiment A	Th	15 m	20 m	26 m	Oui : Bâtiment B	Oui : Parking Leclerc	Oui : SELS, SEL, SEI	Désastreux	/
2	Dispersion de fumées toxiques liée à l'incendie du bâtiment A	Tox	4 m	4 m	26 m 21 m	/	/	Oui : SEI	/	5D 3F
7	Incendie de l'auvent de stockage	Th	10 m	10 m	15 m	Non	Oui : Route d'accès au site	Oui : SELS, SEL, SEI	Important	/
8	Dispersion de fumées toxiques liée à l'incendie de l'auvent de stockage	Tox	/	/	17 m 14 m	/	/	Oui : SEI	/	5D 3F
9	Incendie des bennes en fosse	Th	/	/	/	Non	Non	Non	/	/
10	Dispersion de fumées toxiques associées à l'incendie de bennes en fosse	Tox	7 m 6 m	7 m 6 m	15 m 14 m	/	/	Oui : SELS, SEL, SEI	Catastrophique	5D 3F
11	Incendie des 4 bennes couvertes	Th	11 m	15 m	20 m	Non	Non	Oui : SEL, SEI	Important	/
12	Dispersion de fumées toxiques associées à l'incendie des bennes couvertes	Tox	1,5 m	1,5 m	6,5 m 5,5 m	/	/	Oui : SEI	/	5D 3F
13	Incendie lié à l'activité de compactage	Th	0 m	5 m	5 m	Non	Non	Non	/	/

7.5.3.7 Déversement d'eaux d'extinction incendie

Le dimensionnement des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie est réalisé sur la base du Guide[1] Pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9 de juin 2020.

La méthode est mise en œuvre pour chacun des secteurs non recoupés listés ci-après.

Le calcul est effectué à partir des hypothèses suivantes :

- La hauteur de stockage ;
- La stabilité au feu de la construction abritant l'installation ;
- Le type d'intervention interne disponible (accueil 24 h / 24, détection incendie avec report d'alarme, service de sécurité incendie 24 h / 24) ;
- La surface de référence du risque ;
- La catégorie du risque ;
- La présence ou non d'un dispositif d'extinction automatique par sprinklage.

L'évaluation est réalisée en retenant, dans l'annexe 1 du guide, relative au classement des activités et stockages, le fascicule S "Activités liées aux déchets" qui fixe pour le calcul les niveaux de risques suivants :

- Risque 1 pour les activités ;
- Risque 3 pour les stockages (présence de stockage de liquide inflammables ou combustibles dont le point éclair est inférieur à 93°C).

Le tableau ci-après présente l'estimation des besoins en eau pour les plus grandes surfaces non recoupées. Les fiches de justification de ces calculs sont fournies en annexe.

- Estimation des besoins en eau d'extinction incendie par secteur d'activité.

Tableau 25 : Estimation des besoins en eaux d'extinction

Cas	Secteur d'activité considéré	Surface maximale non recoupée	Débit requis
1	Bâtiment A	230 m²	60 m^3/h
2	Bâtiment B	465 m²	60 m^3/h

Les besoins en eau calculés sur l'extinction du bâtiment en prenant en compte une durée d'extinction de 2 heures aboutissent à la nécessité d'un débit de 60 m^3/h selon la règle de dimensionnement D9 (source : EDD du site).

[1] Guide pratique élaboré à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et de CNPP.

Le dimensionnement du volume de rétention des eaux d'extinction a été réalisé sur la base du guide[2] pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9A de juin 2020.

Ce dimensionnement a été effectué à partir des hypothèses suivantes :

- Estimation des besoins en eau d'extinction d'incendie pour chacun des secteurs non recoupés considérés (voir ci-dessus).
- Durée d'extinction en cas de sinistre : une durée d'extinction de 2 h est retenue.
- Protection de bâtiments par installation fixe de lutte contre l'incendie de type "sprinkleurs" : le volume d'eau amené par la lutte intérieure par sprinkleurs est pris en compte en considérant le volume de la source principale, soit 0 m^3.
- Protection de bâtiments par installation fixe de lutte contre l'incendie de type "mousse haut foisonnement" : le volume d'eau amené par la lutte intérieure par injection de mousse HF est pris en compte en considérant les débits de solution moussante et le temps de noyage.
- Surfaces de drainage[3] du site : 3160 m^2 (bâtiments et surfaces imperméabilisées).
- Volume des produits liquides stockés dans chacun des bâtiments considérés.

Le volume des eaux d'extinction à contenir sur le site (calculé à l'aide du Document Technique D9A) est de 150 m^3 pour le bâtiment A comme pour le B (source EDD du site).

Les bâtiments ont été réalisés de manière à faire rétention. Ainsi le bâtiment A a la capacité de retenir 14 m^3 tandis que le bâtiment B a la capacité de retenir 28 m^3. Le site est également équipé d'une cuve enterrée de 20 m^3 dédiée uniquement au stockage des eaux d'extinction. Dans le cas où cette cuve serait également pleine, les voies de circulation peuvent faire office de rétention en fermant le réseau de collecte des eaux pluviales. Au total le site possède une capacité de rétention de 62 m^3, cependant avec la mise en place de systèmes bloquant le passage des liquides au niveau des accès du site sur une hauteur de 5 cm, le site a la capacité de stocker environ 200 m^3.

[2]Document technique à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et de CNPP.
[3] Surfaces étanchées (bâtiments + voiries …) susceptibles de drainer les eaux de pluie vers le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

7.5.3.8 Estimation des conséquences sur les moyens de prévention et d'intervention apportés par le projet

- **Mesures de prévention**

Application des mesures (7.5.2.2) et de l'échéancier de mise en conformité.

- **Moyens d'intervention**

Application des mesures (7.5.2.3) et de l'échéancier de mise en conformité.

7.5.3.9 Conclusion de l'analyse des phénomènes dangereux associés au projet

Concernant les modifications et d'après l'analyse des risques, les principaux phénomènes dangereux sont liés au risque d'incendie. Il en ressort que la maîtrise de ces risques doit être assurée par la mise en place des mesures suivantes :

- La réduction du stockage dans la zone de stockage n°1 à un niveau (bâtiment A),
- L'intégration de l'ERP Burger King au POI du site,
- La mise en place d'une caméra détectant les incendies couvrant les bennes en fosse et les bennes couvertes.

La mise en œuvre de ces barrières de sécurité techniques et organisationnelles permet de garantir un niveau de risque acceptable et la sécurité de l'exploitation

⇨ **Selon le critère 3 l'article R181-46, les modifications projetées ne sont donc pas jugées comme substantielles au regard de la faible augmentation des dangers.**

8 CONCLUSION GENERALE

En référence à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier initiale, doit être **portée à la connaissance du préfet, objet du présent dossier.**

Compte tenu des évolutions du site générées par le projet, le caractère substantiel des modifications apportées est apprécié dans cette étude au regard :

- de la situation administrative,
- des effets supplémentaires générés sur l'environnement par ces évolutions (en termes de risques et impacts).

Le projet induit un nouveau classement ICPE sous la rubrique 2790 à autorisation mais le projet ne change pas le régime de classement ICPE global de l'établissement vis-à-vis de la dernière déclaration transmisse à l'administration. Cette nouvelle rubrique fait l'objet d'un examen au cas par cas afin d'argumenter le caractère non-substantiel de la modification.

Les modifications présentées dans le présent dossier ne modifient pas de manière significative les nuisances et risques associés aux installations existantes actuellement enregistrées :

Les moyens complémentaires prévus dans le cadre du projet sont :

Tableau 26 : Moyens complémentaires prévus dans le cadre du projet

Moyens complémentaires projetés	Délai
Réaliser une analyse des émissions sonores associée aux nouvelles activités.	09/2025
Réduction du stockage dans la zone de stockage n°1 à un niveau (bâtiment A).	09/2025
Mise à jour du POI du site.	10/2025
La mise en place d'une caméra détectant les incendies couvrant les bennes en fosse et les bennes couvertes.	11/2025
Répondre aux actions de l'échéancier de mise en conformité.	Voir échéancier

Ainsi le projet ne constitue pas une modification substantielle au regard des critères de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement précisés dans la note de la DGPR du 21 décembre 2021.

9 ANNEXES

- Annexe 1 : formulaire cerfa n° 14734-04 de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale,
- Annexe 2 : Plan cadastral de l'établissement,
- Annexe 3 : Arrêté préfectoral d'autorisation (18/05/04),
- Annexe 4 : Audit réglementaire des installations vis-à-vis de l'arrêté du 22/12/23,
- Annexe 5 : Echéancier de mise en conformité des écarts relevés durant l'audit,
- Annexe 6 – Rapport de modélisations de flux thermiques,
- Annexe 7 : Grille de cotation des risques (grille de probabilité et de gravité suivant AM du 29/09/2005)

ANNEXE 1

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Exploitation par la société Toxi-Corse sur son site ICPE soumis à autorisation au titre de la rubrique 2718-1 (installation de transit tri ou regroupement de déchets dangereux) d'un broyeur à déchets dangereux ainsi que d'un compacteur de bennes relevant de la rubrique 2790 de la nomenclature des Installations classées.

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom
CESARINI

Prénom(s)
France

2.2 Personne morale

Dénomination
TOXI-CORSE

Raison sociale
SARL

N° SIRET
4 4 2 8 5 1 1 9 2 0 0 0 1 7

Type de société (SA, SCI...)
SARL

Représentant de la personne morale : ☑ Madame ☐ Monsieur

Nom
CESARINI

Prénom(s)
France

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation - Installation relevant de la rubrique 2790 de la nomenclature des ICPE

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☑ Oui ☐ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Exploitation d'une installation de broyage de déchets dangereux et d'un compacteur à benne sur un site ICPE.
Les équipements concernés sont déjà présents et installés.
Le broyeur à déchets est constitué d'un ensemble comprenant un moto réducteur d'une puissance de 30 Kw, un bloc de coupe de 860x820mm et un presseur hydraulique au niveau de la trémie. La granulométrie maximale admissible des déchets dans le broyeur est de 920x590mm. Le bac réceptacle du broyât est équipé d'une rétention afin de collecter les résidus de fluides éventuellement restants lors de l'opération. Le broyât est ensuite transféré dans une benne 30m3 type Ampliroll.
Les dimensions de l'installation sont les suivantes: 2,429 m x 2,371 m x 2,983 m.
Le compacteur à benne est constitué d'un ensemble mobile de type bras articulé, d'un rouleau de compactage ainsi que d'un moteur électrique. les éléments sont fixés au sol via un châssis métallique.
Les dimensions de l'installation sont les suivantes: 6,60 m x 2,80 m x 6,60 m.

4.2 Objectifs du projet

Ce projet a comme objectif la réduction des volumes de déchets (compatibles avec l'opération de broyage) afin d'optimiser le remplissage des bennes en vue de leur transport vers les exutoires de traitement agréés sur le continent.
En effet, le volume particulièrement important associé à une faible masse que représentent certaines typologies de déchets industriels spéciaux (bidons vides souillés, matériaux souillés...) ne permet pas de charger convenablement en poids les bennes destinées au transport. De plus, sans opération de broyage opéré,des rotations beaucoup plus régulières sont nécessaires, impliquant des cout de transport nettement plus élevés.
Enfin, le risque d'une accumulation de déchets stockés en attente d'évacuation du site ICPE est bien réel, notamment du fait de l'impossibilité d'expédier plus de 3 bennes par rotations.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Aucun travaux n'est réalisé pour ce le projet.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

A l'arrivée sur l'installation, les DIS solides de type matériaux et emballages souillés sont conditionnés en caisses-palette 600L. Après un contrôle d'acceptation visant à déceler la présence éventuelle de déchets non admis (présentant notamment un risque d'incendie ou d'endommagement du broyeur), les bacs sont repris depuis leur stockage sur rétention à l'intérieur du bâtiment vers l'équipement de broyage installé sous auvent. les déchets sont alors chargés dans la trémie au fur et à mesure et l'opération débute. Les cycles de broyage dépendent du volume de déchets entrants. En règle générale, ceux-ci sont réalisés à raison d'une à deux heures par jour et deux à trois fois par semaine. Les volumes traités sont nettement inférieurs à 10 Tonnes/jour.
Le broyât obtenu est ensuite déplacé à l'aide d'un chariot élévateur et d'un retourneur de palox puis transféré dans une benne métallique équipée d'un sache étanche en polyane d'une capacité de 30m3.
Afin de limiter les déplacements, la benne est stationnée (sans être attelée à un camion) à proximité du rouleau compacteur entre le terre-plein Nord et le bâtiment B du site, sur une zone stabilisée mais non imperméabilisée en en attente de l'opération de compactage. Cette dernière est opérée à raison d'une à deux fois par semaine afin d'optimiser la capacité d'emport de la benne en fonction des volumes de broyât chargés. Le cycle de compactage dure environ 20 minutes et est automatisé.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Actuellement l'établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation datant du 18/05/04 et l'autorisant à exploiter ses installations de collecte, de transit, de regroupement et le tri de déchets dangereux, et de déchets non dangereux sur la commune de Sarrola-Carcopino (20167).

A la suite de cette modification, la DREAL a mis en demeure TOXICORSE de déposer un dossier de porter à connaissance (courrier de demande de compléments de la DREAL en date du 14/01/2025) pour déclarer l'activité encadrée par la rubrique 2790.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Broyeur à déchets : Longueur x Largeur x Hauteur (mètre) superficie (m2)	2,429 m x 2,371 m x 2,983 m
Compacteur à benne : Longueur x Largeur x Hauteur (mètre) superficie (m2)	6,60 m x 2,80 m x 6,60 m.

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie :

Lieu-dit : Pernicaggio

Localité : SARROLA CARCOPINO

Code postal : 2 0 1 6 7 BP : Cedex :

Coordonnées géographiques[1]

Long. : 0 8 ° 4 7 ' 5 9 " 5 Lat. : 4 1 ° 5 7 ' 1 9 " 8

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☑ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☑ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

Non concerné.

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	L'emprise du projet n'est concernée par aucune ZNIEFF. Aucun impact n'est à attendre.
En zone de montagne ?	☐	☑	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	D'après GEOPORTAIL, aucun APPB n'est présent dans un rayon de 3 km autour du site. Aucun impact n'est à attendre.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	Il n'est recensé aucune réserve naturelle dans un rayon de 3 km autour du site. Aucun impact n'est à attendre.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☐	☑	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	Aucun impact sur les SPR n'est à attendre.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Aucun site RAMSAR n'est localisé dans le secteur d'implantation du projet. Aucun impact n'est à attendre.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	☑	☐	La commune de Sarrola-Carcopino est concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI). Le site n'est pas dans le Périmètre des servitudes d'utilité publique d'un PPR.
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☑	☐	Il a été approuvé le 24/08/1999
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☑	
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	
Dans un site inscrit ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	Aucun site Natura 2000 n'a été recensé à proximité du site de XXXX. Aucun impact n'est à attendre.
D'un site classé ?	☐	☑	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	L'établissement est alimenté par l'eau de ville. Cette eau est utilisée pour l'alimentation sanitaire (toilettes, réfectoire) et pour le nettoyage des véhicules sur l'aire de lavage. Le projet n'inclut aucune modification de la consommation en eau du site ni aucune modification des installations de prélèvement d'eau.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	Le projet n'engendre aucun drainage et aucune modification des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☑	Le projet ne nécessite pas une création/extension de la surface construite (initialement autorisé).
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☐	☑	Le projet ne nécessite pas une création/extension de la surface construite (initialement autorisé).
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	Le projet n'inclut aucune modification de la consommation en eau du site ni aucune modification des installations de prélèvement d'eau. Le projet n'inclut aucune modification des eaux usées du site.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☑	Le projet ne nécessite pas l'augmentation/extension de la surface construite. Les impacts supplémentaires sont nuls ou négligeables (voir porter à connaissance).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☑	Le projet ne nécessite pas l'augmentation/extension de la surface construite. Les impacts supplémentaires sont nuls ou négligeables (voir porter à connaissance).
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☑	Le projet ne nécessite pas l'augmentation/extension de la surface construite. Les impacts supplémentaires sont nuls ou négligeables (voir porter à connaissance).
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☑	☐	Les risques technologiques du site sont liés à l'activité relevant de la rubrique 2718-1. TOXICORSE a rédigé une étude des dangers afin de connaitre les risques et mettre en place les mesures adaptées.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☑	☐	La commune de Sarrola-Carcopino est concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI). Le site n'est pas dans le Périmètre des servitudes d'utilité publique d'un PPR.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas de risques sanitaires.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas de risques sanitaires.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☐	☑	Le site n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités de production. Ainsi aucune augmentation du trafic n'est à prévoir sur le site.
	Est-il source de bruit ?	☑	☐	Dans le cadre du projet, les sources de bruits supplémentaires peuvent être liées au fonctionnement des nouvelles installations de broyage et compactage.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	L'exploitant s'assurera de respecter les valeurs limites de bruit applicable à ses nouvelles installations (mise en œuvre du projet seront conformes à l'arrêté préfectoral)
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des odeurs.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des odeurs.
	Engendre-t-il des vibrations ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des vibrations.
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des vibrations.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des émissions lumineuses.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☑	Le projet n'engendre pas des émissions lumineuses.
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☑	Dans le cadre du projet, aucune modification n'est concernée par des émissions atmosphérique.
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☐	☑	Le projet, n'engendre pas de rejets liquides. Le projet n'implique aucune augmentation des eaux pluviales polluées
	Si oui, dans quel milieu ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☐	☑	En fonctionnement normal, les seuls rejets industriels de la société sont des eaux de lavage qui sont canalisées et stockées avant d'être évacuées par un prestataire spécialisé. Les eaux pluviales de toiture sont canalisées et envoyées dans le réseau public tandis que les eaux pluviales des voiries sont récupérées et traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet dans le milieu.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☐	☑	Dans le cadre du projet et des modifications présentées dans le présent porter à connaissance et depuis la dernière déclaration transmisse à la préfecture (mai 2020), l'établissement n'est pas concerné par une augmentation de ses capacités associées à la production de déchets.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☑	Un impact négligeable sur le paysage est à attendre.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☑	Aucun impact sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) n'est à attendre.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

Voir porter à connaissance en pièce-jointe.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Voir porter à connaissance en pièce-jointe.

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Voir porter à connaissance en pièce-jointe.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Voir porter à connaissance en pièce-jointe.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☑
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☐
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☐
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☐

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1		☐
2		☐
3		☐
4		☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☑

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☑

Nom CESARINI

Prénom FRANCE

Qualité du signataire Gérante

À SARROLA CARCOPINO

Fait le __/__/__

Signature du (des) demandeur(s)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire

À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel	@				

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro		Extension		Nom de la voie	
	Pernicaggio				
Code postal	2 0 1 6 7	Localité	SARROLA CARCOPINO	Pays	France
Tél	674181382		Fax		
Courriel	julien.gualandi@toxicorse.com				

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom	GUALANDI	Prénom	Julien
Qualité	Responsable QSE/chimie		
Tél	674181382	Fax	
Courriel	julien.gualandi@toxicorse.com		

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Co-maîtrise d'ouvraae

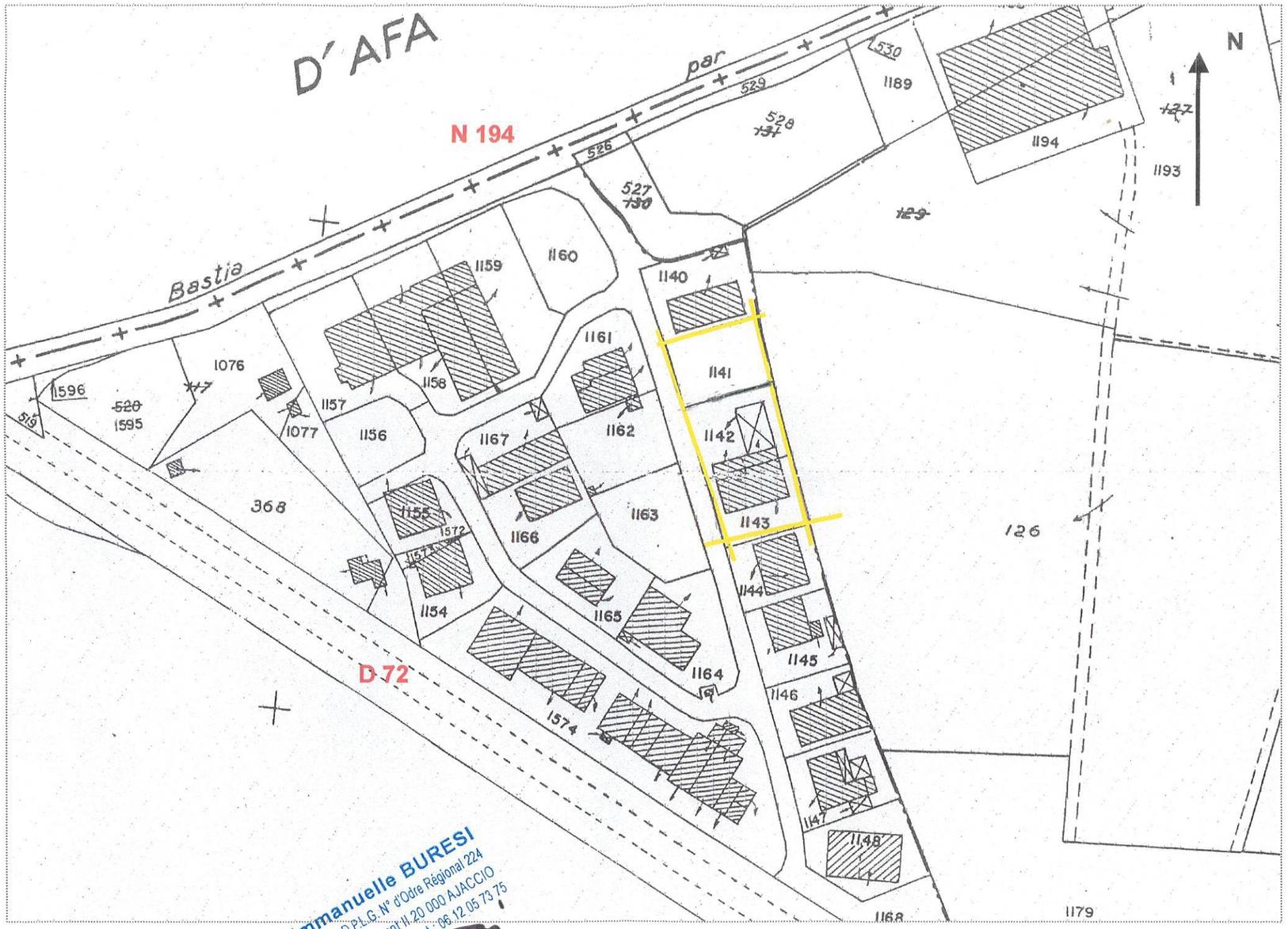
Annexe 3 - N° 14734 * 04 : Plan de situation du site au 1/25 000 (source : Géoportail.gouv.fr)



Annexe 4 - N° 14734 * 04 : Photographies de la zone d'implantation (source : Géoportail.gouv.fr)



ANNEXE 2



Emmanuelle BURESI
Architecte D.P.L.G. N° d'Ordre Régional 224
Résidence Diamant II 20 000 AJACCIO
Tél. : 04 95 21 49 22 - Port. : 06 12 05 73 75

Partie concernée par le projet

SARL TOXI – CORSE 20 167 Sarrola Carcopino Lotissement Perniccagio Lot N° 2 – 3 – 4 (Section C N° 1141 – 1142 – 1143)	**Titre du document :** **PLAN PARCELLAIRE**
Opération : CENTRE DE REGROUPEMENT ET DE TRANSIT DES DECHETS TOXIQUES	**Numéro du document : 3** **Echelle :** 1 / 2 000°

ANNEXE 3

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD
Direction de l'administration générale,
de la réglementation et de l'accueil
bureau du tourisme et de l'environnement
D1/B2/DV

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE n°04- 0785

Autorisant la société TOXI- CORSE à exploiter une station de regroupement et de transit de déchets toxiques sur le territoire de la commune de Sarrola Carcopino, lotissement Pernicaggio

Le Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu le code de l'environnement, et notamment le Titre 1er du Livre V ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 codifiée;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter une station de regroupement et de transit de déchets toxiques sur le territoire de la commune de Sarrola Carcopino, lotissement Pernicaggio, présentée par monsieur Patrick Geoffrion Cesarini, gérant de la société TOXI- CORSE, le 19 décembre 2002 et complétée le 21 juillet 2003;

Vu le dossier transmis à l'appui de la demande ;

Vu la décision en date du 12 août 2003 du président du tribunal administratif de Bastia portant désignation de monsieur Dominique GAY en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur émis à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 septembre au 24 octobre 2003 ;

Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement en date du 18 février 2004;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 13 avril 2004;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;

ARRETE

ARTICLE 1

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1 - La société TOXI-CORSE est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Sarrola Carcopino dans l'enceinte de son établissement situé Lotissement Pernicaggio, section C, parcelles n° 1141, 1142 et 1143 du cadastre, les installations répertoriées dans le tableau ci-dessous.

Désignation et références des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime A, D ou NC
Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	-	167 – A	A
Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains	-	322 – A	A
Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables.	< 1 m^3/h	1434	NC
Stockage de liquides inflammables (1 cuve de 10 m^3 de gasoil en fosse et munie d'un système de détection de fuite).	$C_{éq}$ = 0.4 m^3	1432	NC

1.2 - Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

1.3 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Corse du Sud avec tous les éléments d'appréciation.

1.4 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

1.5 - Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant

et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.6 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de la Corse du Sud, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.0 - Implantation – Aménagement

Le stockage des déchets est réalisé dans un bâtiment dont les deux cellules, l'une à l'intérieur dudit bâtiment, l'autre sous auvent, sont séparées par un mur coupe feu de degré 2 heures.

Le stockage des déchets doit être implanté à une distance d'au moins :

- 15 mètres des limites de propriété pour le stockage sous auvent,
- ou 5 mètres des limites de propriété pour des stockages en local ou enceinte, fermé et ventilé selon les dispositions suivantes : vitesse de passage de l'air sans traitement de gaz doit être d'au moins 8 m/s en sortie de ventilation. Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments occupés par des tiers situés dans un rayon de 15 mètres.

Le bâtiment de stockage est implanté à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers. A défaut, il doit en être isolé par un mur coupe-feu de degré 4 heures, dépassant les toitures d'au moins 1 mètre.

1.1. - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et son annexe.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la prévention des pollutions, des risques et des nuisances du Livre V-Titre 1er du Code de l'Environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le

respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2 - Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

1.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4 - Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2 - BRUIT ET VIBRATIONS

2.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans te tableau ci-dessous.

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée
		Ba (2) supérieur à 45 dB(A)
Jour : 8h à 12h et 14h à 18 h du lundi au vendredi inclus	**55 dB(A)**	5 dB(A)

(1) Br = Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence des bruit particuliers du site (installations à l'arrêt)
(2) Ba = Bruit ambiant : bruit total composé des bruits émis par toutes les sources proches et éloignées (installations en fonctionnement)

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont fonction du niveau de bruit résiduel. Ces niveaux de bruit doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée.

2.3 - CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES

2.3.1 - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les 2 ans suivant les périodes de jour et de nuit par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

2.3.2 - Cette mesure est effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

2.4 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

2.5 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

3 - AIR

3.1 – Captage, épuration et qualité des rejets

Aucun rejet à l'atmosphère n'est autorisé.

3.2 - Envols

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs et la gêne pour le voisinage provenant de l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement.

4 - EAU

4.1- Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite dans l'arrêté préfectoral.

4.2- Alimentation en eau

4.2.1- Prélèvements

Aucun prélèvement d'eau n'est effectué dans le milieu naturel.

4.2.2- Protection des eaux

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

4.2.3 - Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

4.3- Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents est établi et régulièrement mis à jour.

4.4 - Traitement des effluents liquides

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin l'approvisionnement en eau de l'aire de nettoyage des véhicules et équipements.

Le dimensionnement des dispositifs de traitement est effectué selon les règles de l'art. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

4.4.1 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos transitent par une installation de traitement exclusivement dédiée à cet effet, permettant un rejet en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

4.4.2 - Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, et autres polluants (aire de circulation extérieure), transitent par une installation de traitement (déshuileur- débourbeur) exclusivement dédiée à cet effet, capable de retenir ces produits (muni d'un obturateur), avant rejet dans le réseau pluvial (fossé bordant le site en façade est).

Les eaux de pluie non souillées (parking visiteur, toiture du bâtiment) sont collectées séparément et dirigées directement vers ledit fossé en limite est du site.

Enfin, l'aire de chargement/déchargement du gasoil est aménagée de manière à recueillir tout épandage accidentel. Les eaux ou liquides éventuellement présents sont dirigés vers le déshuileur- débourbeur.

4.4.3 - Eaux industrielles résiduaires (eaux de lavage des véhicules et des aires de stockage)

Les eaux de lavage des véhicules sont canalisées et dirigées vers le déshuileur- débourbeur.

Les eaux de nettoyage et d'entretien des aires intérieurs de stockage (intérieur du bâtiment et extérieur du bâtiment sous auvent) sont collectées et dirigées vers une cuve spécialement dédiée, d'un volume de 20 m^3. Le contenu de cette cuve est traité comme déchet industriel spécial et éliminé vers une installation dûment autorisée à cet effet.

4.5 - Qualité des effluents

4.5.1 - Les effluents ne comportent pas de substance nocive dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne provoquent pas de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2 - Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité et transmission des mesures) .

4.6 - Conditions de rejet

4.6.1 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.6.2 - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.

4.6.3 - Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.7 - Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

4.8 - Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1 - Les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations sont prises pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

En particulier, les déchets sont stockés sous auvent et à l'intérieur du bâtiment, sur une aire de rétention étanche disposant d'un seuil d'une hauteur minimale de 6 cm afin de retenir les eaux d'extinction d'un incendie éventuel.

Les produits recueillis lors d'une perte de confinement, de nettoyage des sols du bâtiment et des eaux d'extinction d'incendie sont traités comme déchet industriel spécial et éliminés vers une installation dûment autorisée à cet effet.

4.8.2 - Stockages

Tout stockage d'un déchet liquide ou pâteux (même en fûts) susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Une séparation physique entre les cuvettes de rétention des récipients contenant des déchets ne pouvant être mis en contact, doit être établie.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8.3 - Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.9 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

Ces renseignements concernent notamment

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

5 - DÉCHETS

5.1 - Dispositions générales

Le centre peut recevoir jusqu'à 2500 tonnes par an de déchets, avec un stockage autorisé de 100 tonnes au maximum, réparties ainsi :

- 75 tonnes en fûts de 200 l et conteneurs de 1 m^3,
- 25 tonnes en emballages de capacité < 110 litres (Déchets Toxiques en Quantité Dispersée, Déchets Ménagers Spéciaux).

Ces déchets ne peuvent rester sur place que pendant une durée inférieure à 90 jours. Le nombre de fûts contenant des déchets présent sur le site à tout moment ne peut excéder la valeur de 160 unités.

Les déchets reçus sur le site proviennent, de la Corse, pour les secteurs d'activités suivants :

- des petites et moyennes entreprises (chimie, parachimie, mécanique, énergie, activités portuaires, commerces...)
- des laboratoires d'analyses, universitaires, d'enseignement professionnel de recherche,
- des ménages suite à un tri sélectif effectué en déchetteries ou en porte à porte.

Par ailleurs, les déchets suivants sont interdits sur le site : déchets radioactifs, explosifs, PCB-PCT, déchets d'activités de soins à risques infectieux (sauf déchets cytostatiques), cadavres d'animaux et déchets d'amiante.

Les déchets doivent être stockés par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.

Sauf autres dispositions réglementaires plus contraignantes, les stockages de récipients contenant des déchets très toxiques présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité doivent être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres déchets ou matériaux présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité. L'espace resté libre peut-être éventuellement occupé par un stockage de déchets ou produits ininflammables et non toxiques.

Dans le cas où les dispositions ci-dessus ne peuvent pas être respectées, les stockages de récipients contenant des déchets très toxiques qui sont inflammables doivent être séparés de tout déchet ou produit ou substance inflammable par des parois coupe-feu de degré 1 heure d'une hauteur d'au moins 3 mètres et dépassant en projection horizontale la zone à protéger de 1 mètre.

5.1.1 – renseignements sur les déchets entrant

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

L'établissement est équipé d'un laboratoire permettant de disposer des moyens d'analyses et d'investigation qui lui sont nécessaires, tant pour respecter les prescriptions qui lui sont imposées que les règles de l'art.

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, notamment par l'inspecteur des installations classées, l'exploitant archive des échantillons.

L'exploitant prélève un échantillon de :

- tout arrivage et les archive un mois,
- tout enlèvement et les archive un mois après le départ.

5.1.2 - identification et suivi des déchets

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet,
- procède à des tests d'identification,
- prélève un échantillon représentatif.

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- confirme au producteur la destination donnée au déchet,
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur,

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet, en cours d'exploitation.

Pour chaque déchet, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

Pour chaque entrée, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité reçue,
- date et heure d'entrée,
- nom de la société productrice et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- identité du transporteur,
- résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses),
- lieu de stockage,
- destination finale du déchet.

Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Les déchets réceptionnés font l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Pour tout regroupement de déchet, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code des déchets selon la nomenclature,
- dénomination des déchets,
- quantités reçues et mélangées,
- date,
- nom de la société ou des sociétés productrice(s),
- lieu de stockage,
- destination finale des déchets.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La gestion des déchets de l'établissement, leur valorisation, leur élimination font l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.2 - Stockages

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

5.2.1 – Stockage en fûts

L'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 2 hauteurs dans les autres cas.

La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations très toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes.

Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

5.2.2. – Autres conditionnements

La hauteur maximale d'un stockage de déchets Toxiques sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment, 4 mètres sous auvent.

La hauteur maximale d'un stockage de déchets Toxiques sous forme liquide ne doit pas excéder 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres sous auvent.

Les générateurs d'aérosols contenant des produits Toxiques peuvent être stockés avec d'autres produits visés par les rubriques 1130/1131, 1150 et 1155 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'aire de stockage doit être entièrement ceinturée par un grillage ou par un mur.

Dans tous les cas, les déchets inflammables au sens de l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 doivent être situées sur une aire ou dans une cellule spécifique répondant aux caractéristiques des paragraphes **5.1** et **6.1.3**.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des déchets toxiques et le plafond du bâtiment de stockage.

Les récipients peuvent être stockés sous auvent à condition que le contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes.

Les déchets toxiques doivent être stockées, manipulées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

5.3 - Elimination des déchets

5.3.1 - Principes généraux

L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

5.3.2 - Filières d'élimination

Les filières d'élimination des différents déchets générés sont celles définies dans le dossier de demande d'autorisation.

L'élimination des déchets est compatible avec le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PIEDMA) et le Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS).

6 - SÉCURITÉ

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Contrôle de l'accès

Les accès au site font l'objet d'un contrôle visuel permanent. Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres, fermeture à clef, gardiennage, alarme automatique...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures d'ouverture.

La clôture est doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes en fonction de la visibilité.

6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur. En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

En particulier, en vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'établissement ou entre parties des stockages, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

Les locaux abritant les installations de stockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs des cellules de stockage coupe-feu de degré 1 heure ,
- parois intérieures de séparation des cellules de stockage coupe-feu de degré 2 heure,
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux M0 ou M1 de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1,
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,
- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Pour ce faire la toiture doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres du mur coupe-feu, éventuellement mis en place dans le cadre du dernier alinéa du point **1.0**.

Des détecteurs adaptés (fumée, flamme..) en nombre suffisant sont disposés au niveau des stockages intérieurs et extérieur sous auvent.

Des voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour les camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

Les aires de réception et de stockage des déchets sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions du point **4 (4.4.2, 4.4.3.** et **4.8.1.)** du présent arrêté.

6.1.4 - Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

6.1.5 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

6.1.6 -Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

6.1.7- Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement sont protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

En particulier, la détermination de la qualité de la protection de l'établissement contre les effets directs et indirects de la foudre, est réalisée au moyen d'une étude spécifique, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les conclusions de cette étude ainsi que les éventuelles mesures de protection spécifiques qui en découlent et leur échéance de réalisation associée, sont portés, avant mise en œuvre, à la connaissance de l'inspection des installations classées.

6.2 - Exploitation des installations

6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

6.2.2 - Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

6.2.3 - Consignes d'exploitation

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions est effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site a reçu une formation sur la nature des déchets stockés dans l'établissement.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations sont fermés à clef.

Les heures de fonctionnement du centre de regroupement et de transit des déchets sont :

- de 08 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi inclus

Les locaux et les équipements sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présente les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seraient dispersés dans et hors de l'établissement sont régulièrement ramassés.

Les voies de circulation sont dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

6.2.4 – Procédure d'urgence de réception des déchets

Une procédure d'urgence est établie et fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne prévoit l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

6.2.5 - Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque;
- les mesures à prendre en cas de défaillance sur une installation de traitement et d'épuration;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

6.2.6 – Plan d'Opération Interne

Un Plan d'Opération Interne est réalisé et des contacts réguliers avec ces moyens extérieurs ainsi que des liaisons rapides avec des moyens de secours sont établis et entretenus.

Ce plan est réalisé dans un délai de 6 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté. Il est soumis, pour approbation, à l'Inspection des installations classées ainsi qu'au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corse-du-Sud.

6.2.7 - Travaux

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail ;
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis, soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations est effectuée.

6.2.8 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.3 - Moyens d'intervention

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens comportent au minimum :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- une réserve de 0.1 m^3 de sable maintenu meuble ou sec ou produit absorbant équivalent munis de pelles,

- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;

- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m3/h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie,

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sac.

Sauf le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des ateliers et dépôts, il est interdit de fumer, d'apporter des feux nus, de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

6.4 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O_2),
- 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs,
- de gants.

6.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité. Il constitue et forme une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

Le personnel doit être également formé à l'emploi des matériels de protection individuelle.

ARTICLE TROIS

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

1- Installation de remplissage et de distribution de liquides inflammables

1.1 - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

1.2 - Rétention de l'aire de chargement déchargement du gasoil

Le sol de l'aire de chargement déchargement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de pluie et les matières répandues accidentellement.

Les matières recueillies sont traitées conformément aux points 4.4.2 (effluents liquides) et 5 (effluents solides ou pâteux) du présent arrêté.

1.3 - Implantation des appareils de distribution et de remplissage

Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant. Les pistes et les voies d'accès ne doivent pas être en impasse.

Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

1.4 - Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères

apparents.

Les prescriptions que doit observer l'usager sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

1.5 - Les flexibles

Les flexibles de distribution ou de remplissage sont conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié empêche que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.

Fait à Ajaccio, le 18 MAI 2004

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

Pierre- André DURAND

EAU

1. VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS

Rejet	Milieu récepteur	Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Eaux résiduaires industrielles (lavage des véhicules).	Milieu naturel (fossé)	- MES - DBO5 - DCO - plomb - Cuivre - Chrome - Nickel - Fer et aluminium - étain - manganèse - Zinc - Cyanures ; - phénols ; - hydrocarbures (NFT 90-114)	- 100 mg/l, - 100 mg/l, - 300 mg/l, - 0,5 mg/l ; - 0,5 mg/l ; - 0,5 mg/l ; - 0,5 mg/l ; - 5 mg/l ; - 2 mg/l ; - 1 mg/l ; - 2 mg/l ; - 0,1 mg/l ; - 0,3 mg/l ; - 10 mg/l.	< 15 kg/j ; < 30 kg/j ; < 50 kg/j ;	Annuelle

La température des rejets est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline).

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

2 - CONTRÔLES DES REJETS

2.1 – La périodicité des mesures est mentionnée dans le tableau ci-dessus. Les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur le débit, le pH, la température ainsi que les paramètres indiqués dans le tableau ci-dessus

2.2 - Les résultats des mesures sont transmis à l'inspecteur des installations classées dés réception du rapport de contrôle final.

2.3 - La transmission des résultats des mesures visés ci-dessus est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...)

ANNEXE 4

apave

Fiche Exigences

Date d'évaluation : 07/04/2025

Auteur : Brice CAMEIGTS

Régime de l'autorisation : Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Fiche n° : 2576024.2

N° Exigence	N° Article	Articles / Exigences	État de conformité : Pour information	Conforme	Ecart	Sans objet	Observations Apave
Article 1er de l'arrêté du 22 décembre 2023							
		Champ d'application.					
		I. Le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	x				Pour information
		II. Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2026.	x				Pour information
		Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2026.	x				Pour information
		Les autres installations sont considérées comme existantes.	x				Pour information
		III. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations existantes et nouvelles sauf mention contraire indiquée dans chaque article.	x				Pour information
Article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2023							
		Définitions.					
		Bâtiment : ouvrage fixe et pérenne, couvert et clos, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'homme en sous-sol ou en surface.	x				Pour information
		Déchets combustibles : déchets, qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles ; au sens de cette définition, les contenants, emballages et palettes sont comptabilisés en tant que matières combustibles.	x				Pour information
		Déchets incombustibles : déchets qui ne sont pas susceptibles de brûler. Sont qualifiés d'incombustibles des déchets constitués uniquement de matériaux classés A1 ou A2-s1-d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 susvisé ou des déchets qualifiés comme incombustibles à la suite à la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement.	x				Pour information
		Déchets inflammables : déchets catégorisés HP3 au sens de la directive cadre déchets susvisée. Un déchet n'est pas considéré comme inflammable au sens de ce présent arrêté lorsque les mentions de danger attribuées aux constituants de ce déchet ne sont pas mentionnées au tableau 3 de l'annexe III de la directive relative aux déchets susvisée.	x				Pour information
		Ilot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m2.	x				Pour information
		Petit ilot : zone contenant des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :	x				Pour information
		- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est couverte, et à 30 m3 sinon ;	x				Pour information
		- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur…) ;	x				Pour information
		- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.	x				Pour information
		Rétention : dispositif de capacité utile suffisante permettant de collecter et de retenir des liquides.	x				Pour information
		Zone couverte : zone munie au minimum d'une toiture.	x				Pour information
		Zone de réception de déchets : zone dans laquelle les déchets sont réceptionnés par l'installation en vue d'une gestion ultérieure. Ces zones sont vidées au moins quotidiennement et sont vides en dehors des heures d'exploitation de l'installation.	x				Pour information
		Zone de stockage temporaire : zone séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI120.	x				Pour information
		Zone d'immersion : zone destinée à l'immersion des moyens de transport hors d'usage sur lesquels un départ d'incendie est suspecté ou détecté.	x				Pour information
		Zone susceptible de contenir des déchets : à l'exception des zones d'entreposage en cuve ou en silo fixe et des zones de réception de déchets définies ci-dessus, les zones susceptibles de contenir des déchets sont :	x				Pour information
		- les zones de dépôt de déchets conditionnés ou en vrac ;	x				Pour information
		- les zones de tri et de traitement des déchets.	x				Pour information
Article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023							
		Détection et surveillance.					
		Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.	x				Pour information
		Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.			x		L'exploitant est équipé d'un système de détection incendie (capteur avec détection de fumée) dans les deux bâtiments de stockage de déchets (bâtiments A et B). Le système de détection est relié à une alarme incendie centralisée. En cas de déclenchement de l'alarme, l'entreprise extérieure qui assure la surveillance (CTS) intervient sur site en moins de 15 minutes pour réaliser la levée de doute (CTS peut intervenir 7j/7 24h/24). **Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** **Cependant, l'exploitant ne bénéficie pas de moyen de détection d'incendie pour le stockage extérieur de déchets dangereux (4 bennes).**
		Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.			x		
		En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.			x		
		Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.				x	Non concerné, les zones de stockage de déchets dangereux (sous toiture ou extérieur) sont des îlots.
		L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.		x			L'exploitant réalise une fois par an le contrôle de son système de détection incendie (société de contrôle : CENIS).
Article 4 de l'arrêté du 22 décembre 2023							
		Rondes.					
		Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.	x				Pour information
		I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :		x			L'exploitant réalise des rondes avant la fermeture du site (tour du site, vérification de la mise hors tension des appareils, vérification de l'absence de départ de feu). De plus, une personne est toujours présente sur site pendant les opérations pour assurer une surveillance.
		a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;		x			
		b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.		x			
		II. L'exploitant détermine les consignes concernant :			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** **L'exploitant ne dispose pas d'une consigne écrite pour les rondes indiquant les différents points de l'exigence.**
		- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;			x		
		- le parcours des rondes et les points d'observation ;			x		
		- la formation du personnel concerné ;			x		
		- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;			x		
		- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.			x		
Article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023							
		Plan de défense contre l'incendie.					
		L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.		x			L'exploitant a rédigé un plan de défense contre l'incendie pour son site. Dernière version du plan de défense contre l'incendie : 2024.
		Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.		x			
		Il comprend au minimum :		x			
		- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;		x			
		- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;		x			
		- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;		x			
		- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;		x			
		- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;		x			
		- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;		x			
		- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;		x			
		- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;		x			
		- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;		x			
		- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;		x			
		- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.		x			

Article 6 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Maitrise des sinistres.					
	L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.		x			En cas de départ d'incendie, le personnel TOXICORSE appelle le SDIS par téléphone. En l'absence du personnel TOXICORSE (cas de détection d'incendie), une levée de doute est réalisée par la société de surveillance CTS qui appelle le SDIS en cas d'incendie.
	En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.		x			A la demande de l'administration, l'exploitant a rédigé un Plan d'Opération interne. L'exploitant a déjà réalisé des exercices (ex : départ de feu dans le broyeur) et dispose des rapports d'exercice. L'exploitant prévoit de réaliser un exercice de défense contre l'incendie par an.
	Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.		x			
	Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.		x			
	Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.	x				Pour information
	Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.		x			L'exploitant prévoit le renouvellement des formations de son personnel pour l'année 2025 (cinq personne à former sur le thème de la manipulation d'un extincteur - sécurité incendie). L'exploitant dispose d'une procédure incendie (marche à suivre pour le fonctionnement du réseau d'eau d'incendie) qui est connu par le personnel.
	Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.				x	Non concerné
Article 7 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Moyens de transports hors d'usage.					
	Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2712 respectent les dispositions qui suivent.				x	L'exploitant n'est pas concerné par la rubrique 2712
	I. Les moyens de transports accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres moyens de transports hors d'usage ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.				x	
	II. La dépollution d'un moyen de transports hors d'usage s'effectue avant tout autre traitement. Lors de l'opération de dépollution, les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du moyen de transports hors d'usage.				x	
	III. L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :				x	
	- pour tous les moyens de transports hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du moyen de transports hors d'usage puis enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;				x	
	- pour les moyens de transports hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;				x	
	- pour les moyens de transports hors d'usage accidentés :				x	
	- les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures				x	
	- après enlèvement, les batteries issues de ces moyens de transport hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.				x	
	IV. Pour une installation nouvelle, le dossier d'autorisation comporte une étude technico-économique sur la faisabilité et l'efficacité pour lutter contre les incendies d'une zone d'immersion située à proximité immédiate de la zone de stockage temporaire. L'exploitant prend les dispositions pour se conformer aux résultats de cette étude.				x	
Article 8 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Procédure en cas de défaut de tri.					
	Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes.	x				Pour information
	I. Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenants des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités.		x			L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation des déchets sur le site. En cas de présence d'une batterie lithium : la batterie est isolée et consignée dans des contenants de 200 L (fûts). Les batteries sont évacuées via les exutoires de traitement.
	II. Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.		x			Les batteries sont stockées dans des zones qui disposent de moyens de lutte contre l'incendie (détection incendie, extincteur, RIA).
Article 9 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Ilotage et extinction automatique.					
	Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes.	x				Pour information
	I. Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.				x	Non-concerné : Le site ne contient pas de petits îlots.
	Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte.				x	
	Les prescriptions aux zones non couvertes peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.				x	
	A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :				x	
	- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;				x	
	- une étude démontrant l'absence d'effets domino.				x	
	II. Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.		x			Le site dispose d'îlots sur le site (sous toiture et à l'extérieur).
	La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.		x			Le SDIS dispose de deux accès pour intervenir sur le site. L'un des accès est accessible à moins de dix mètres du bâtiment associé au stockage de déchets dangereux.
	La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.		x			La hauteur maximale de stockage sur site est de 3,5 mètres (stockage sur rack).
	Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.		x			L'exploitant prévoit des travaux sur son mur qui sépare les deux ilots couverts (mise en place d'un mur coupe-feu REI 120). Les travaux sont prévus en mai 2025.
	Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m3 de déchets combustibles ou à un m3 de déchets inflammables.			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** La distance qui sépare les bennes de déchets dangereux et le bâtiment (stockage de déchets et broyage) est inférieure à 10 mètres.
	III. Pour les installations existantes, les prescriptions du II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :	x				Pour information
	- une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;		x			L'exploitant fait apple à l'APAVE pour réaliser l'étude des dangers de son site. Cette étude présente des modélisations d'incendie.
	- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur :		x			
	- à 8 kW/m2, lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ;		x			L'exploitant n'est pas concerné par l'utilisation d'un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente. De plus, les flux thermiques de 8kW/m2 du bâtiment qui abrite le broyeur et des bennes de déchets dangereux (extérieur) ne sortent pas des limites du site.
	- à 5 kW/m2, dans les autres cas.			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026:** Les flux thermiques de 5kW/m2 des modélisations suivantes sortent des limites du site : - Le bâtiment qui abrite le broyeur, - Les bennes de déchets dangereux (extérieur), - L'auvent de stockage de déchets dangereux.
	IV. Les installations nouvelles respectent les dispositions suivantes.	x				Pour information
	Les bâtiments abritant des déchets combustibles ou inflammables ont une structure présentant :			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026:** Absence d'information concernant la résistance au feu et les caractéristiques des matériaux des bâtiments qui abritent les déchets dangereux (parois, toiture).
	- une résistance au feu au moins R60 :			x		
	- une toiture au moins BROOF T3.			x		
	Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.			x		
	Les éléments de support de couverture sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0. Cette disposition ne s'applique pas si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque d'incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur et si le bâtiment ne contient pas de déchet inflammable.	x				Pour information
	Les bâtiments abritant des déchets combustibles ou inflammables sont équipés d'un système d'extinction automatique adapté dès lors que leur superficie dépasse 3 000 m2. Une partie de bâtiment isolée des parties voisines par un mur coupe-feu au moins REI120, dépassant en toiture et en façade d'au moins un mètre, est considérée comme un bâtiment indépendant pour l'application de cette disposition.				x	Non concerné : La superficie des bâtiments est inférieure à 3000 m2.
	V. Les dispositions du IV concernant l'obligation d'extinction automatique peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsque les déchets inflammables ou combustibles contenus occupent moins de 10% de la surface du bâtiment. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités, une étude technique permettant de démontrer que la quantité de déchets inflammables ou combustibles stockés, triés, ou traités :				x	
	- n'excède pas 10% de la surface du bâtiment ;				x	
	- n'entraîne pas un incendie généralisé du bâtiment en cas de départ de feu ;				x	
	- n'entraine pas d'effet domino en cas de départ de feu.				x	
	VI. Les II et III du présent article ne s'appliquent pas aux zones d'entreposage des moyens de transport hors d'usage entiers en attente de dépollution et aux moyens de transport hors d'usage dépollués.				x	Non concerné
	VII. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.				x	Non concerné

Article 10 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Traçabilité.					
	Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.	x				Pour information
	En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.		x			L'exploitant dispose d'un registre d'entrée et de sortie de ses déchets. Les BSD sont disponibles sur site. L'exploitant utilise Track déchets.
Article 11 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.					
	Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes.				x	Non concerné
	Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.				x	Non concerné
	Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaire à l'obligation mentionnée au deuxième alinéa de cet article.				x	Non concerné
Article 12 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Stockage des batteries.					
	Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712 ou 2718 sont soumises aux dispositions suivantes.	x				Pour information
	Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026:** Les batteries sont stockées dans des fûts de 200L en métal fermés dans le bâtiment A. Cependant, les batteries de lithium ne sont pas stockées dans un contenant (ou local) qui présente une résistance au feu au moins R60.
	Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.			x		**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026:** Les batteries sont stockées sur site durant une durée supérieure à 6 mois.
Article 13 de l'arrêté du 22 décembre 2023						
	Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations nouvelles et existantes selon les modalités précisées dans le tableau suivant, à l'exception du point IV de l'article 7 et du point IV de l'article 9 qui ne s'appliquent qu'aux installations nouvelles :	x				Pour information
	Articles concernés - Modalités particulières d'application	x				Pour information
	Article 3 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026	x				Pour information
	Article 4 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026	x				Pour information
	Article 5 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024	x				Pour information
	Article 6 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024	x				Pour information
	I. de l'article 7 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025	x				Pour information
	II. de l'article 7 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2024	x				Pour information
	III. de l'article 7 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/07/2024	x				Pour information
	Article 8 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026	x				Pour information
	Article 9 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026	x				Pour information
	Article 10 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025	x				Pour information
	Article 11 - Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025	x				Pour information
	Article 12 -Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2026	x				Pour information
Article 14 de l'arrêté du 22 décembre 20233						
	Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.	x				Pour information
	Fait le 22 décembre 2023.	x				Pour information
	Pour le ministre et par délégation :	x				Pour information
	Le directeur général de la prévention des risques,	x				Pour information
	C. Bourillet	x				Pour information

ANNEXE 5

toxicorse

PORTER A CONNAISSANCE AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Echéancier de mise en conformité des écarts relevés durant l'audit – ANNEXE 5

Ce dossier a été réalisé avec le concours de l'Unité Conseil

2676024.2

apave

APAVE EXPLOITATION FRANCE

Ce document présente l'échéancier de mise en conformité des écarts relevés durant l'audit des rubriques suivantes :

- **Tableau n°1 - Rubriques 2718 et 2790 :** Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Tableau n°1 : Rubriques 2718 et 2790				
Article	**Exigence AMPG**	**Situation actuelle**	**Mesures compensatoires**	**Délai de mise en œuvre**
Article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Détection et surveillance)	Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.	L'exploitant est équipé d'un système de détection incendie (capteur avec détection de fumée) dans les deux bâtiments de stockage de déchets (bâtiments A et B). Le système de détection est relié à une alarme incendie centralisée. En cas de déclenchement de l'alarme, l'entreprise extérieure qui assure la surveillance (CTS) intervient sur site en moins de 15 minutes pour réaliser la levée de doute (CTS peut intervenir 7j/7 24h/24). **<u>Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026</u>** **Cependant, l'exploitant ne bénéficie pas de moyen de détection d'incendie pour le stockage extérieur de déchets dangereux (4 bennes) et de l'auvent.**	**<u>Applicable à partir du 01/01/2026</u>** Installer un système de détection incendie pour le stockage extérieur de déchets dangereux et au niveau de l'auvent. Le système doit être relié à une alarme incendie centralisé et à l'entreprise de surveillance.	**11/2025**

Tableau n°1 : Rubriques 2718 et 2790				
Article	**Exigence AMPG**	**Situation actuelle**	**Mesures compensatoires**	**Délai de mise en œuvre**
Article 4 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Rondes)	L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** **L'exploitant ne dispose pas d'une consigne écrite pour les rondes indiquant les différents points de l'exigence.**	**Applicable à partir du 01/01/2026** L'exploitant doit rédiger une consigne pour les rondes. Cette consigne doit indiquer les points suivants : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.	**10/2025**
Article 9 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Ilotage et extinction automatique)	Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m3 de déchets combustibles ou à un m3 de déchets inflammables.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** La distance qui sépare les bennes de déchets dangereux et le bâtiment (stockage de déchets et broyage) est inférieure à 10 mètres.	**Applicable à partir du 01/01/2026** L'exploitant doit augmenter la distance qui sépare les bennes de déchets (extérieur) et le bâtiment de stockage de déchets dangereux.	**10/2025**

Tableau n°1 : Rubriques 2718 et 2790				
Article	**Exigence AMPG**	**Situation actuelle**	**Mesures compensatoires**	**Délai de mise en œuvre**
Article 9 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Ilotage et extinction automatique)	Pour les installations existantes, les prescriptions du II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités : - une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ; - une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur : - à 8 kW/m2, lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ; - à 5 kW/m2, dans les autres cas.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** Les flux thermiques de 5kW/m2 du bâtiment qui abrite le broyeur et des bennes de déchets dangereux (extérieur) ne sortent des limites du site.	**Applicable à partir du 01/01/2026** En l'état, la mise en conformité n'étant pas possible, l'exploitant doit faire une demande d'aménagement associée à la non-conformité.	**12/2025**
Article 9 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Ilotage et extinction automatique)	IV. Les installations nouvelles respectent les dispositions suivantes. Les bâtiments abritant des déchets combustibles ou inflammables ont une structure présentant : - une résistance au feu au moins R60 ; - une toiture au moins BROOF T3. Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe au moins A2 s1 d0.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** Absence d'information concernant la résistance au feu et les caractéristiques des matériaux des bâtiments qui abritent les déchets dangereux (parois, toiture).	**Applicable à partir du 01/01/2026** La mise en conformité n'étant pas possible, l'exploitant doit faire une demande d'aménagement associée à la non-conformité.	**12/2025**

Tableau n°1 : Rubriques 2718 et 2790				
Article	**Exigence AMPG**	**Situation actuelle**	**Mesures compensatoires**	**Délai de mise en œuvre**
Article 12 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Stockage des batteries)	Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** Les batteries sont stockées dans des fûts de 200L en métal fermés dans le bâtiment A. Cependant, les batteries de lithium ne sont pas stockées dans un contenant (ou local) qui présente une résistance au feu au moins R60.	**Applicable à partir du 01/01/2026** L'exploitant doit mettre à disposition sur site un conteneur spécifique qui présente une résistance au feu au moins R60 pour le stockage des batteries lithium.	**11/2025**
Article 12 de l'arrêté du 22 décembre 2023 (Stockage des batteries)	Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.	**Selon l'article 13 : l'exploitant sera non-conforme à partir du 01/01/2026** Les batteries sont stockées sur site durant une durée supérieure à 6 mois.	**Applicable a partir du 01/01/2026** L'exploitant va mettre en place une organisation pour stocker les batteries sur une durée inférieure à 6 mois.	**12/2025**

ANNEXE 6

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	batA_LCLS_broyeur
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	18/03/2025 à11:35:02avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	18/3/25

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

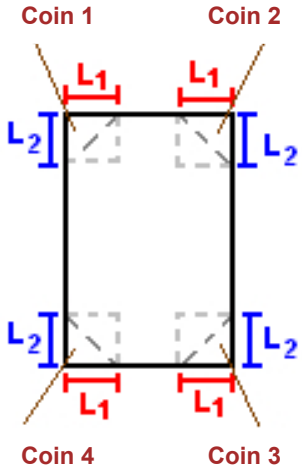
Hauteur de la cible : 1,8 m

Données murs entre cellules

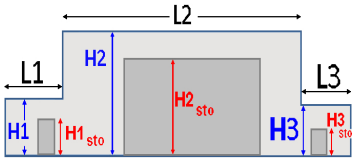
REI C1/C2 : 1 min

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :stockage 1			
Longueur maximum de la cellule (m)	20,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	1,5		
Hauteur maximum de la cellule (m)	6,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



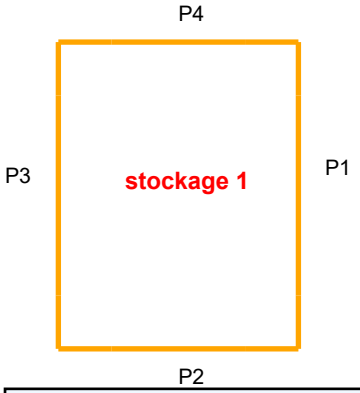
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

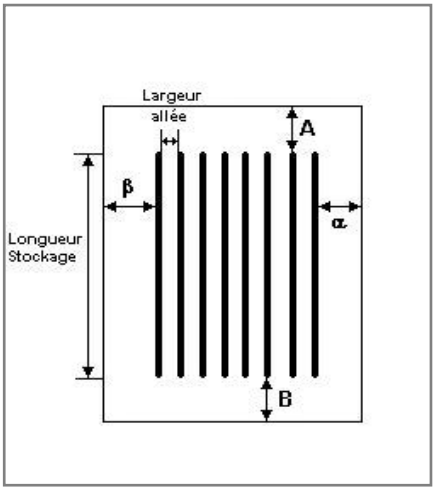
Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : stockage 1



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Poteau Acier	Poteau Acier	Autostable	Poteau Acier
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	4,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	bardage simple peau	bardage simple peau	Parpaings/Briques	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

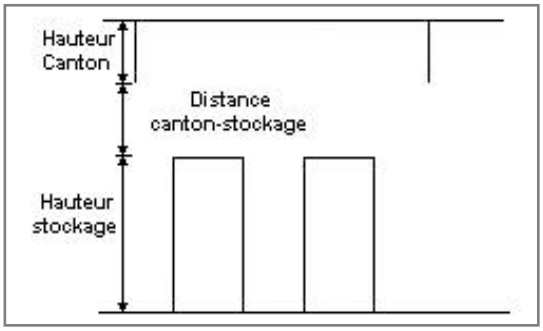
Stockage de la cellule : stockage 1



Nombre de niveaux	1	
Mode de stockage	Rack	

Dimensions

Longueur de stockage	20,0	m
Déport latéral α	0,0	m
Déport latéral β	0,0	m
Longueur de préparation A	0,0	m
Longueur de préparation B	0,0	m
Hauteur maximum de stockage	1,5	m
Hauteur du canton	0,0	m
Ecart entre le haut du stockage et le canton	4,5	m



Stockage en rack

Sens du stockage	dans le sens de la paroi 1	
Nombre de double racks	1	
Largeur d'un double rack	1,5	m
Nombre de racks simples	0	
Largeur d'un rack simple	0,8	m
Largeur des allées entre les racks	0,0	m

Palette type de la cellule stockage 1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type LCSL Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type LCSL sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

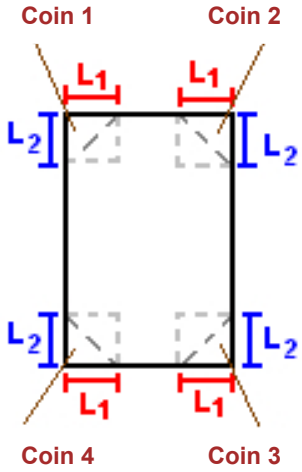
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

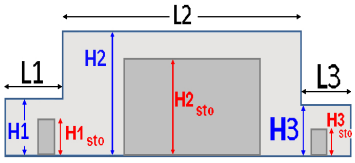
Hauteur de la cible : 1,8 m

Géométrie Cellule2

Nom de la Cellule :broyeur			
Longueur maximum de la cellule (m)	20,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	11,5		
Hauteur maximum de la cellule (m)	6,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



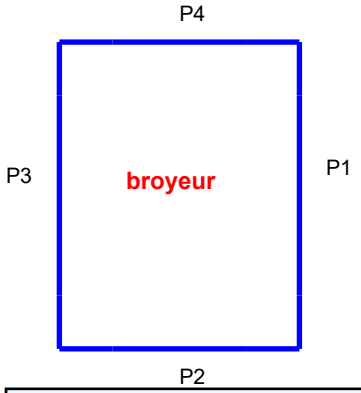
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

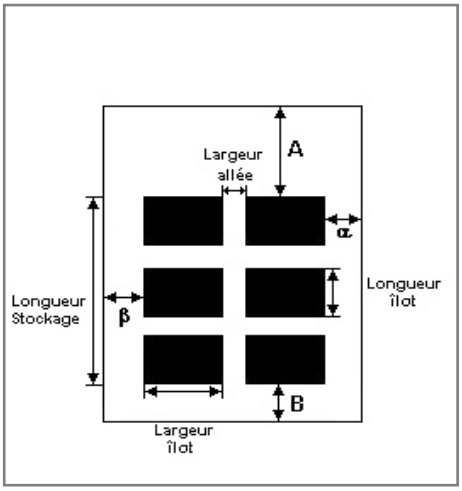
Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : broyeur



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Poteau Acier	Poteau Acier	Poteau Acier
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Parpaings/Briques	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

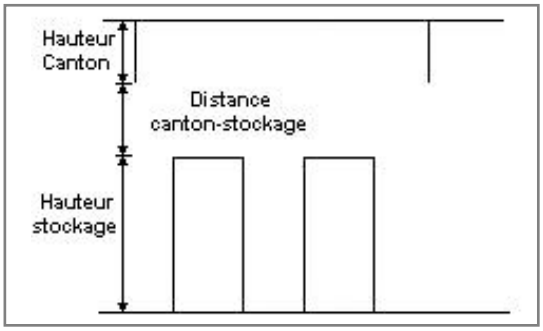
Stockage de la cellule : broyeur



Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**7,0**	**m**
Longueur de préparation B	**10,0**	**m**
Déport latéral α	**6,0**	**m**
Déport latéral β	**1,5**	**m**
Hauteur du canton	**0,0**	**m**



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**4,0**	**m**
Longueur des îlots	**3,0**	**m**
Hauteur des îlots	**2,0**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule broyeur

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Largeur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Hauteur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Volume de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**

Nom de la palette : **Palette type 1510** **Poids total de la palette :** **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

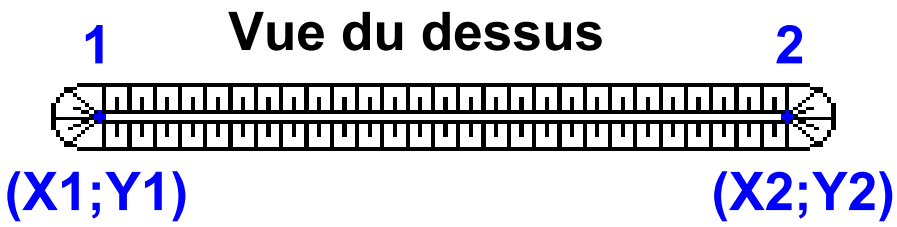
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **45,0** **min**

Puissance dégagée par la palette : **Adaptée aux dimensions de la palette**

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

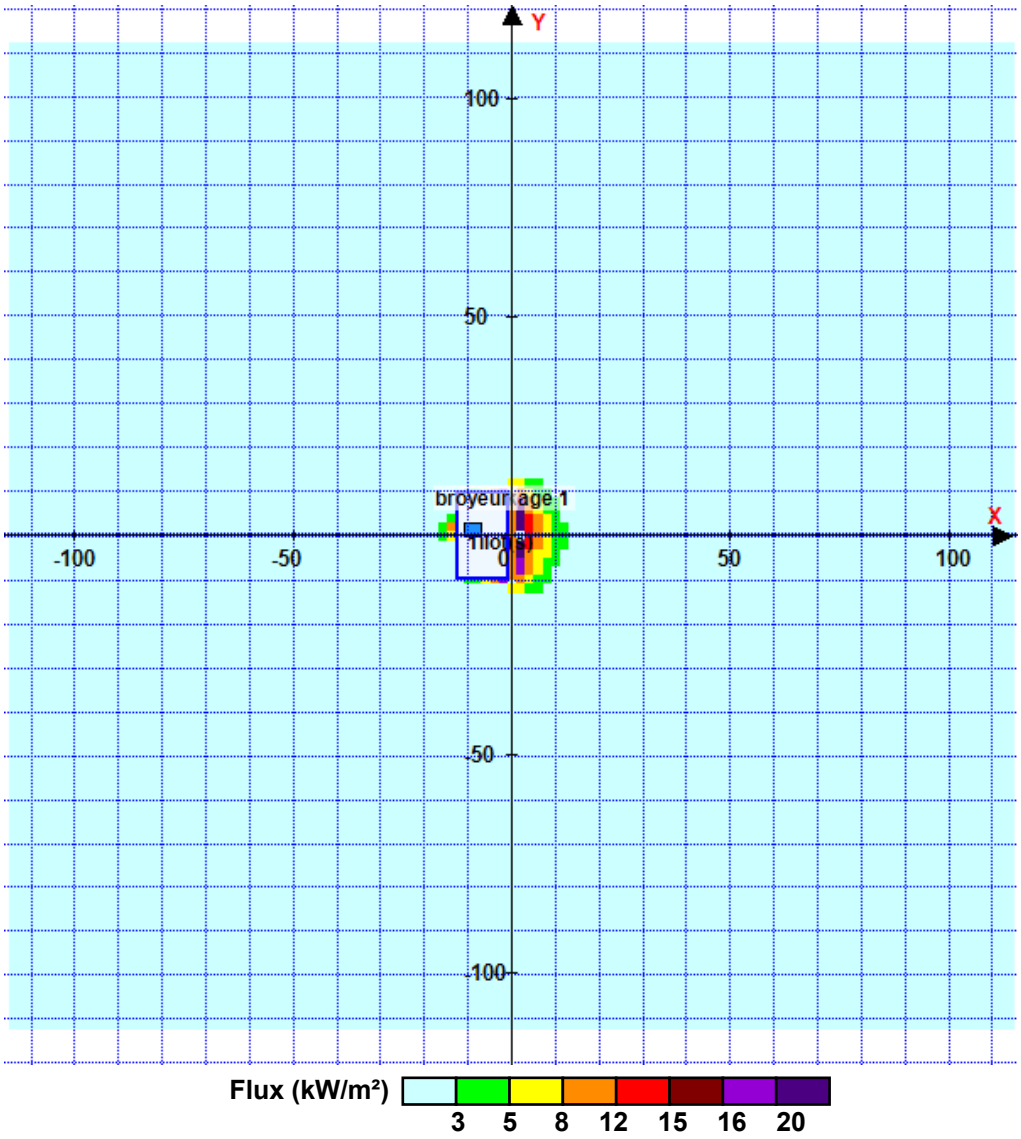
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : stockage 1

Durée de l'incendie dans la cellule : stockage 1 68,0 min

Durée de l'incendie dans la cellule : broyeur 57,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interfacede calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	**auvent_7metres_avec_bois**
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	**19/03/2025 à10:44:49avec l'interface graphique v. 5.6.1.0**
Date de création du fichier de résultats :	**19/3/25**

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

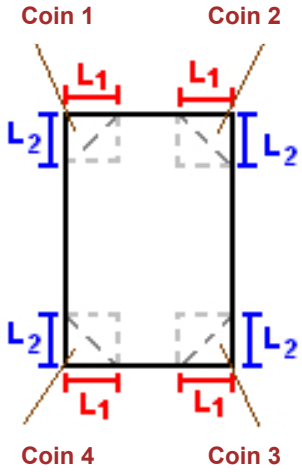
Hauteur de la cible : 1,8 m

Données murs entre cellules

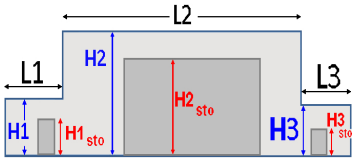
REI C1/C2 : 1 min

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :partie carton			
Longueur maximum de la cellule (m)	6,5		
Largeur maximum de la cellule (m)	5,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)	5,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



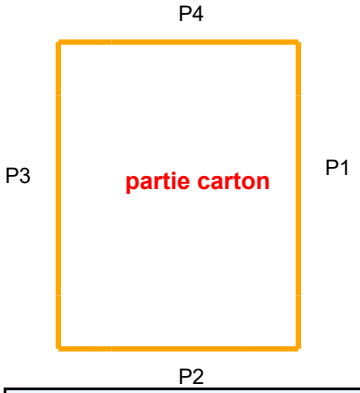
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

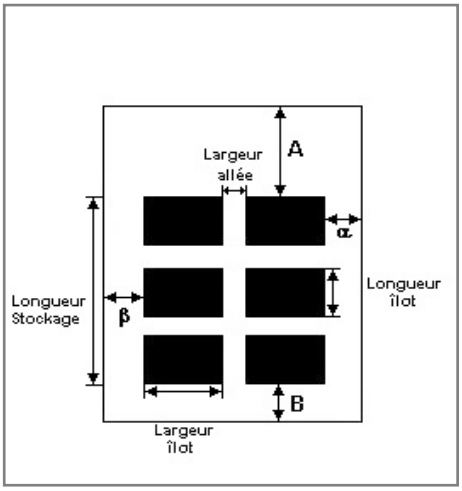
Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : partie carton



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Poteau Acier
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	4,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Parpaings/Briques	Parpaings/Briques	Parpaings/Briques	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

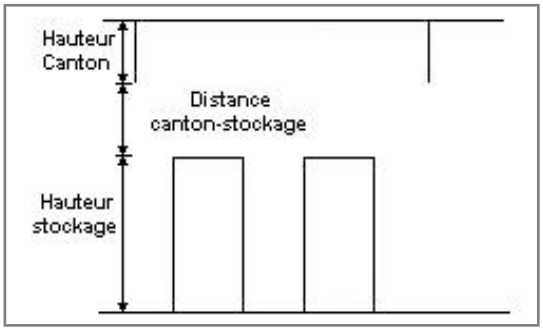
Stockage de la cellule : partie carton



Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**0,0**	**m**
Longueur de préparation B	**0,0**	**m**
Déport latéral α	**0,0**	**m**
Déport latéral β	**0,0**	**m**
Hauteur du canton	**0,0**	**m**



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**5,0**	**m**
Longueur des îlots	**6,5**	**m**
Hauteur des îlots	**3,0**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule partie carton

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**1,2**	**m**
Largeur de la palette :	**0,8**	**m**
Hauteur de la palette :	**1,0**	**m**
Volume de la palette :	**1,0**	**m^3**

Nom de la palette : **Carton compacté** **Poids total de la palette :** **280,0** **kg**

Composition de la Palette (Masse en kg)

Bois	Carton compacté	NC	NC	NC	NC	NC
30,0	250,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	**85,0**	**min**
Puissance dégagée par la palette :	**575,6**	**kW**

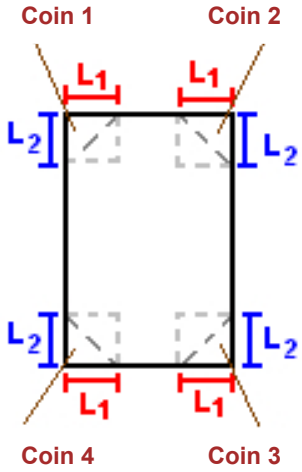
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

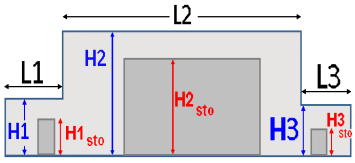
Hauteur de la cible : 1,8 m

Géométrie Cellule2

Nom de la Cellule :contenants vides			
Longueur maximum de la cellule (m)	6,5		
Largeur maximum de la cellule (m)	15,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)	5,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



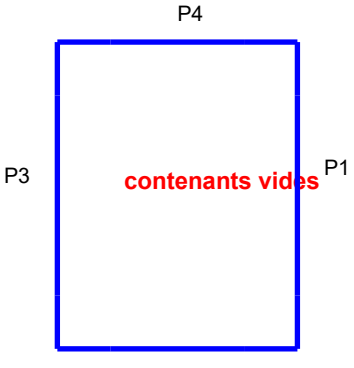
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

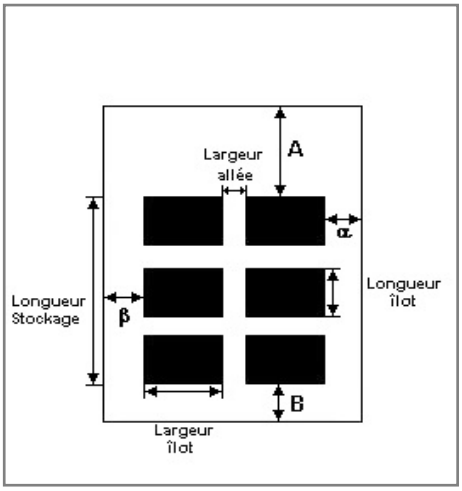
Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : contenants vides



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Poteau Acier
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Parpaings/Briques	Parpaings/Briques	Parpaings/Briques	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

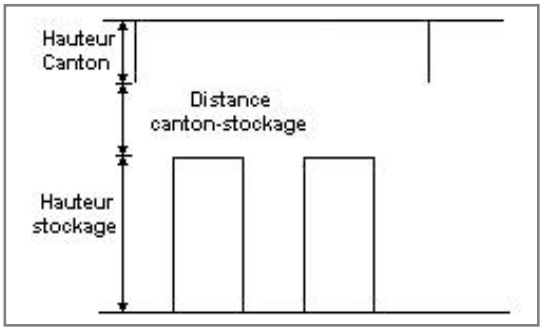
Stockage de la cellule : contenants vides



Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**0,0**	**m**
Longueur de préparation B	**0,0**	**m**
Déport latéral α	**0,0**	**m**
Déport latéral β	**0,0**	**m**
Hauteur du canton	**0,0**	**m**



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**15,0**	**m**
Longueur des îlots	**6,5**	**m**
Hauteur des îlots	**3,0**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule contenants vides

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**1,2**	**m**
Largeur de la palette :	**0,8**	**m**
Hauteur de la palette :	**1,0**	**m**
Volume de la palette :	**1,0**	**m^3**
Nom de la palette :	**PE**	

Poids total de la palette : **54,0** **kg**

Composition de la Palette (Masse en kg)

PE	NC	NC	NC	NC	NC	NC
54,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

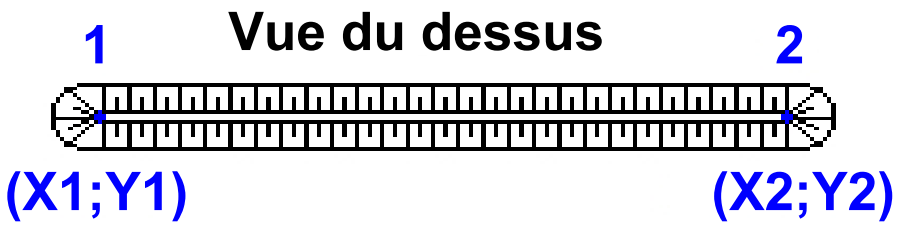
NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	**87,7**	**min**
Puissance dégagée par la palette :	**410,5**	**kW**

Merlons



		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

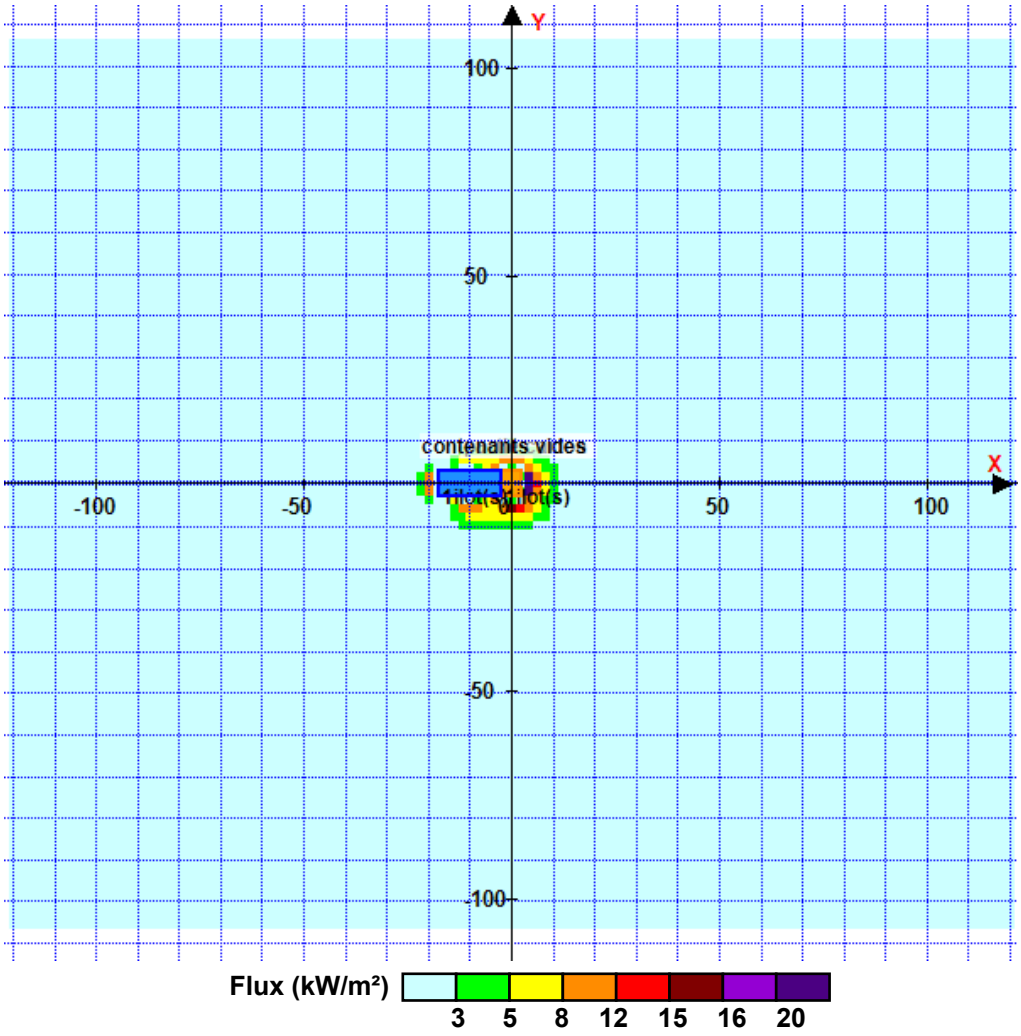
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : partie carton

Durée de l'incendie dans la cellule : partie carton 137,0 min

Durée de l'incendie dans la cellule : contenants vides 167,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interfacede calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	**bennes_en_fosse_1741959289**
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	**14/03/2025 à14:34:28avec l'interface graphique v. 5.6.1.0**
Date de création du fichier de résultats :	**14/3/25**

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

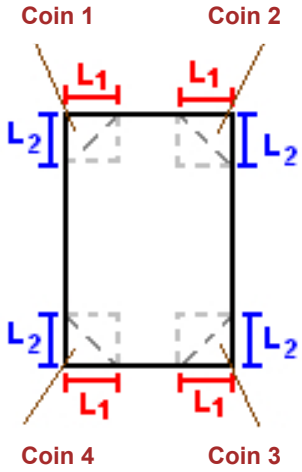
Hauteur de la cible : 4,4 m

Données murs entre cellules

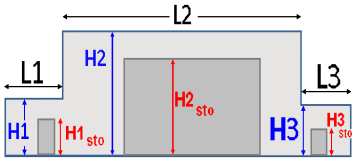
REI C1/C2 : 1 min

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1			
Longueur maximum de la cellule (m)	2,5		
Largeur maximum de la cellule (m)	5,6		
Hauteur maximum de la cellule (m)	2,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



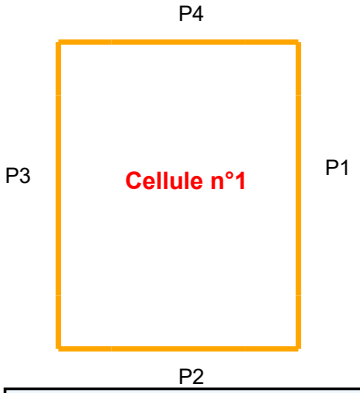
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

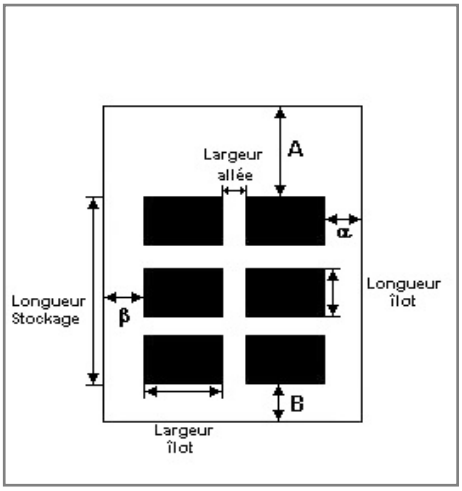
Résistance au feu des poutres (min)	1
Résistance au feu des pannes (min)	1
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°1



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	0	0	0	0
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	0	0	0	0
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	0	0	0	0
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	0	0	0	0

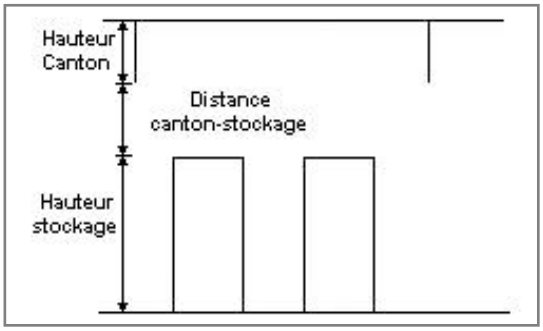
Stockage de la cellule : Cellule n°1



Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**0,0**	**m**
Longueur de préparation B	**0,0**	**m**
Déport latéral α	**0,0**	**m**
Déport latéral β	**0,0**	**m**
Hauteur du canton	**0,0**	**m**



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**5,6**	**m**
Longueur des îlots	**2,5**	**m**
Hauteur des îlots	**2,6**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Largeur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Hauteur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Volume de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**

Nom de la palette : **Palette type 1510** **Poids total de la palette :** **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **45,0** **min**

Puissance dégagée par la palette : **Adaptée aux dimensions de la palette**

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

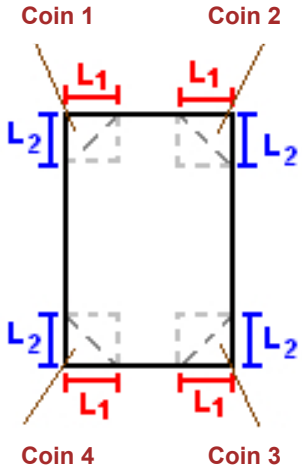
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

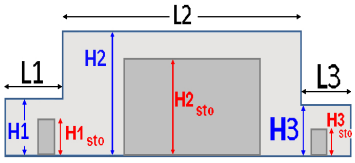
Hauteur de la cible : 4,4 m

Géométrie Cellule2

Nom de la Cellule :Cellule n°2			
Longueur maximum de la cellule (m)	2,5		
Largeur maximum de la cellule (m)	5,6		
Hauteur maximum de la cellule (m)	2,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



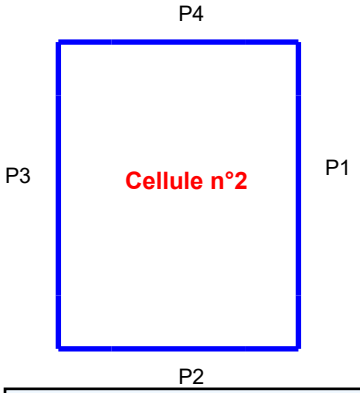
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

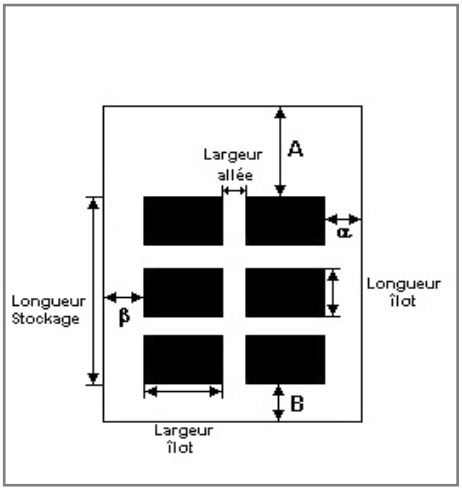
Résistance au feu des poutres (min)	1
Résistance au feu des pannes (min)	1
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°2



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	0	0	0	0
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	0	0	0	0
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	0	0	0	0
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	0	0	0	0

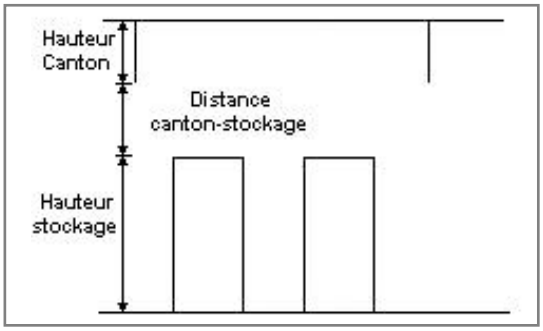
Stockage de la cellule : Cellule n°2



Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**0,0**	**m**
Longueur de préparation B	**0,0**	**m**
Déport latéral α	**0,0**	**m**
Déport latéral β	**0,0**	**m**
Hauteur du canton	**0,0**	**m**



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**5,6**	**m**
Longueur des îlots	**2,5**	**m**
Hauteur des îlots	**2,6**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule Cellule n°2

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Largeur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Hauteur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Volume de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**

Nom de la palette : **Palette type 1510** **Poids total de la palette :** **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

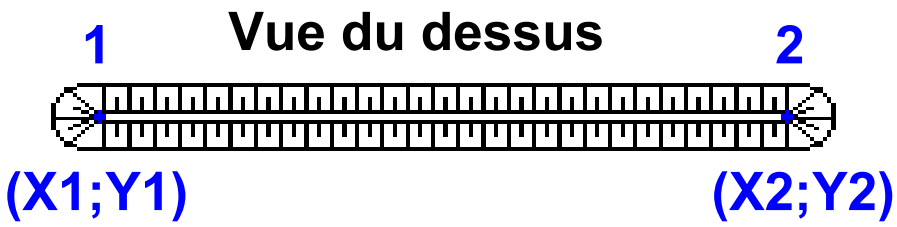
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **45,0** **min**

Puissance dégagée par la palette : **Adaptée aux dimensions de la palette**

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

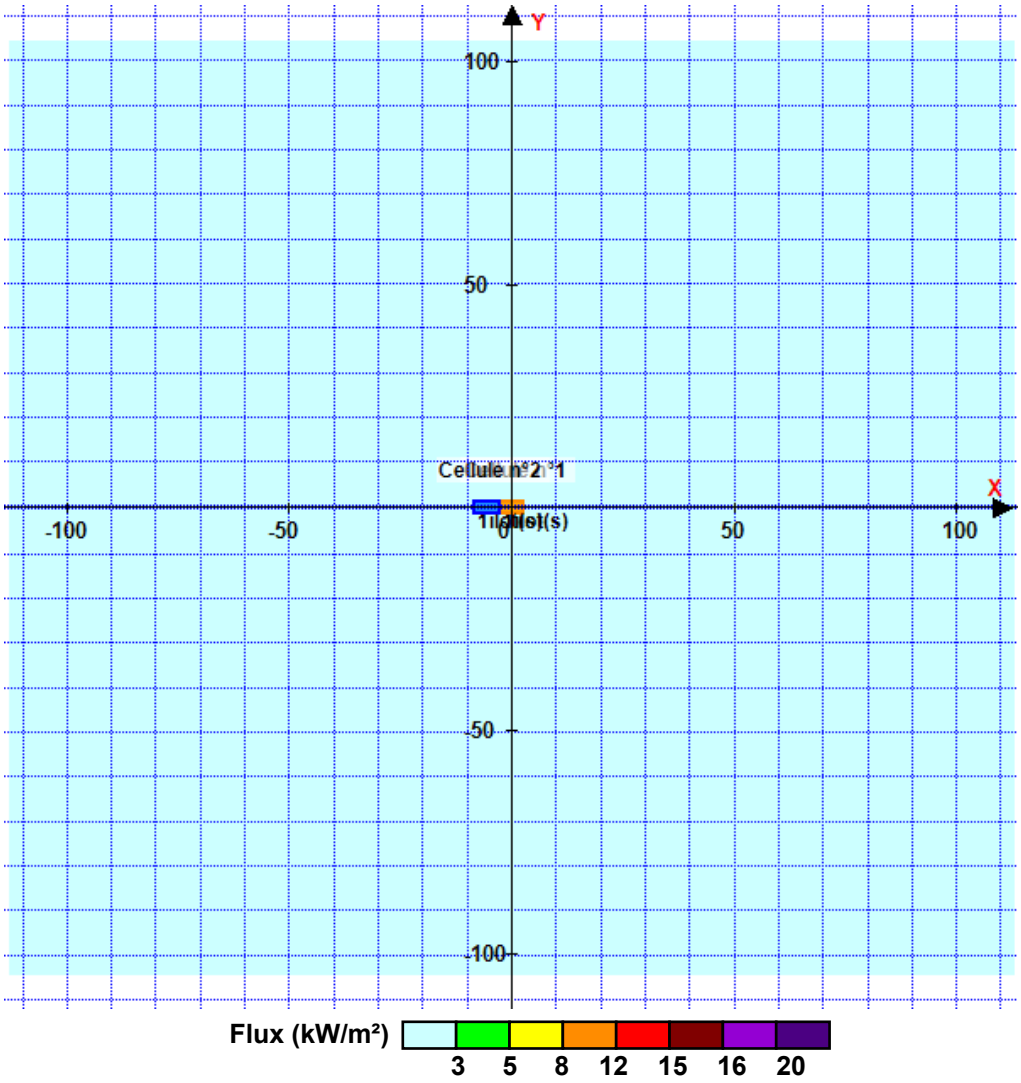
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 65,0 min

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°2 65,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interfacede calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	**bennes_regroupees_1748870571**
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	**02/06/2025 à15:22:39avec l'interface graphique v. 5.6.1.0**
Date de création du fichier de résultats :	**2/6/25**

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

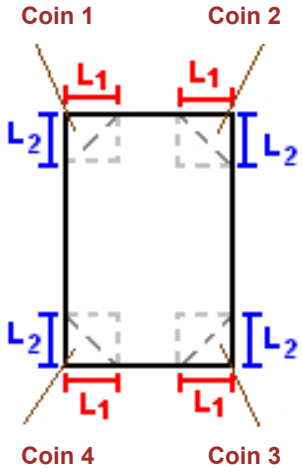
Hauteur de la cible : 1,8 m

Données murs entre cellules

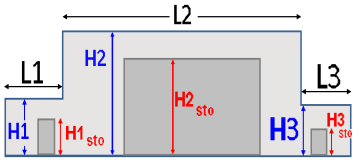
REI C1/C2 : 1 min

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1			
Longueur maximum de la cellule (m)	5,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	5,6		
Hauteur maximum de la cellule (m)	2,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



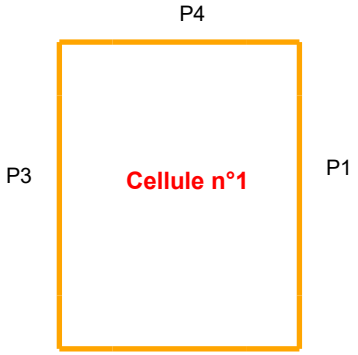
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

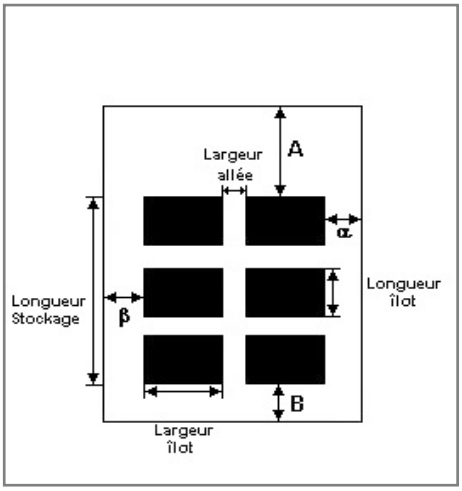
Résistance au feu des poutres (min)	1
Résistance au feu des pannes (min)	1
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°1



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	2,6	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	bardage simple peau	bardage simple peau	Parpaings/Briques	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

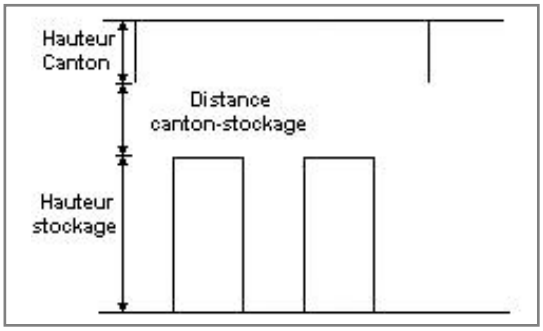
Stockage de la cellule : Cellule n°1



Mode de stockage : Masse

Dimensions

Longueur de préparation A	0,0	m
Longueur de préparation B	0,0	m
Déport latéral α	0,0	m
Déport latéral β	0,0	m
Hauteur du canton	0,0	m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1	
Largeur des îlots	5,6	m
Longueur des îlots	5,0	m
Hauteur des îlots	2,6	m
Largeur des allées entre îlots	0,0	m

Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 2662 **Poids total de la palette :** Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 2662 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1875,0 kW

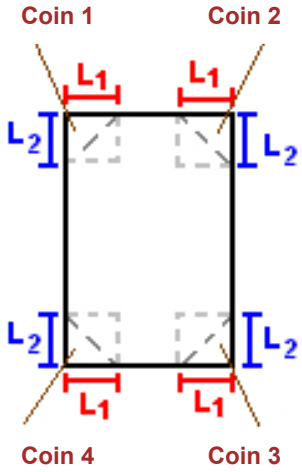
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

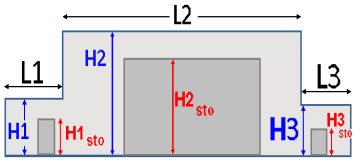
Hauteur de la cible : 1,8 m

Géométrie Cellule2

Nom de la Cellule :Cellule n°2			
Longueur maximum de la cellule (m)	5,0		
Largeur maximum de la cellule (m)	5,6		
Hauteur maximum de la cellule (m)	2,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



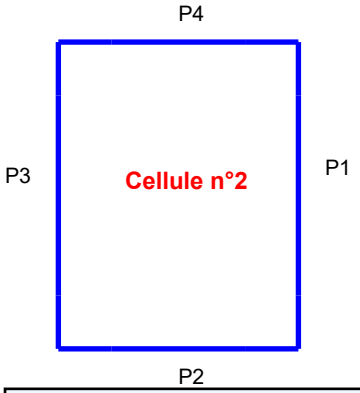
Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	1
Résistance au feu des pannes (min)	1
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°2



	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
Composantes de la Paroi	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante	Monocomposante
Structure Support	Autostable	Autostable	Autostable	Autostable
Nombre de Portes de quais	0	0	0	0
Largeur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauteur des portes (m)	0,0	0,0	0,0	0,0
	Un seul type de paroi	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*	*Un seul type de paroi*
Matériau	Parpaings/Briques	bardage simple peau	bardage simple peau	bardage simple peau
R(i) : Résistance Structure(min)	1	1	1	1
E(i) : Etanchéité aux gaz (min)	1	1	1	1
I(i) : Critère d'isolation de paroi (min)	1	1	1	1
Y(i) : Résistance des Fixations (min)	1	1	1	1

Stockage de la cellule : Cellule n°2

Mode de stockage LI

Masse totale de liquides inflammables 18 t





Palette type de la cellule Cellule n°2

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Sans Objet

Largeur de la palette : Sans Objet

Hauteur de la palette : Sans Objet

Volume de la palette : Sans Objet

Nom de la palette : Palette LI **Poids total de la palette :** Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

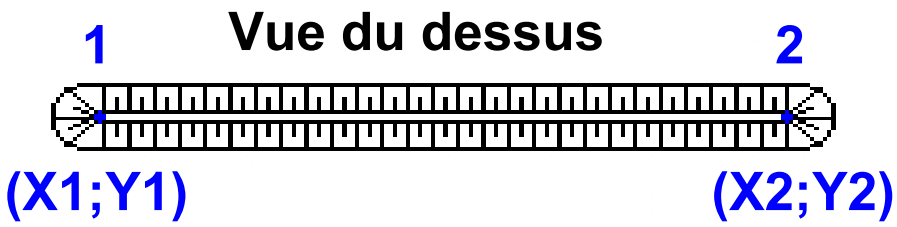
NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : Sans Objet

Puissance dégagée par la palette : Sans Objet

Merlons



		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

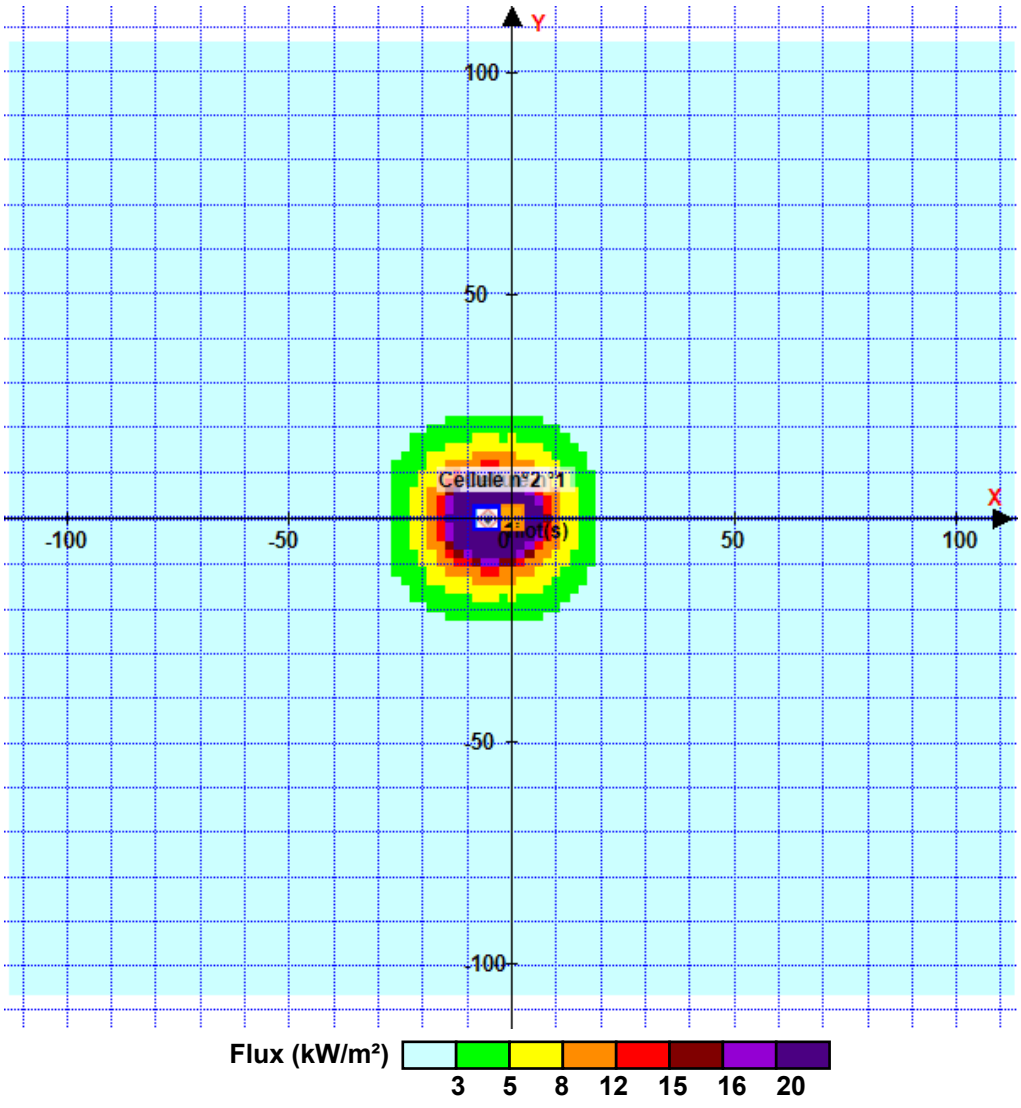
Départ de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 54,0 **min**

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°2 194,8 **min (durée de combustion calculée)**

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interfacede calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	**compacteur_1745505597**
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	**24/04/2025 à16:39:39avec l'interface graphique v. 5.6.1.0**
Date de création du fichier de résultats :	**24/4/25**

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

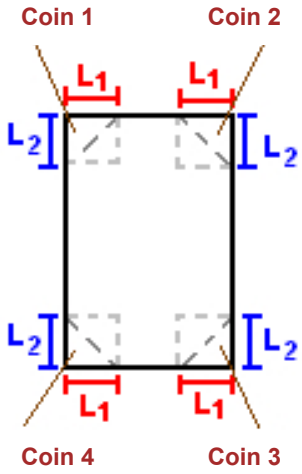
Hauteur de la cible : 4,4 m

Stockage à l'air libre

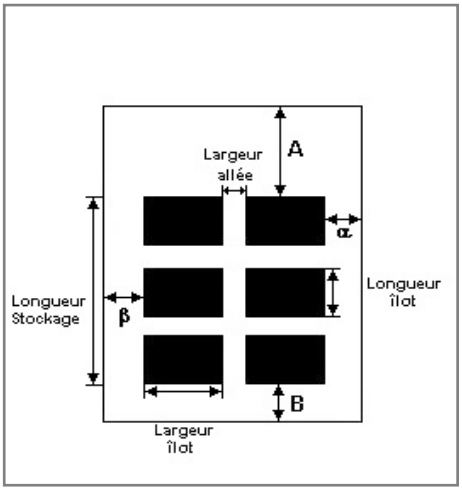
Oui

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1			
Longueur maximum de la zone de stockage(m)	2,3		
Largeur maximum de la zone de stockage (m)	6,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0



Stockage de la cellule : Cellule n°1

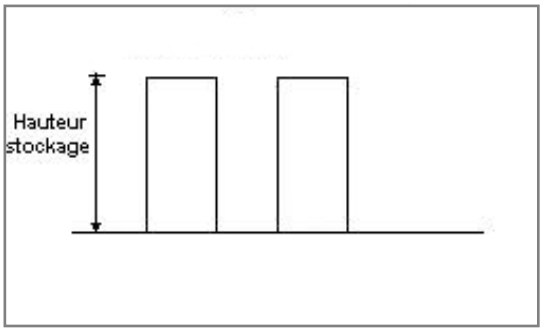


Mode de stockage	**Masse**	

Dimensions

Longueur de préparation A	**0,0**	**m**
Longueur de préparation B	**0,0**	**m**
Déport latéral α	**0,0**	**m**
Déport latéral β	**0,0**	**m**

Stockage en masse



Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	**1**	
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	**1**	
Largeur des îlots	**6,6**	**m**
Longueur des îlots	**2,3**	**m**
Hauteur des îlots	**2,2**	**m**
Largeur des allées entre îlots	**0,0**	**m**

Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Largeur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Hauteur de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**
Volume de la palette :	**Adaptée aux dimensions de la palette**

Nom de la palette : **Palette type 1510** **Poids total de la palette :** **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

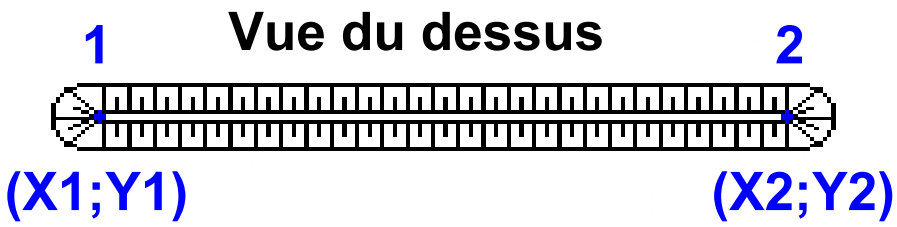
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **45,0** **min**

Puissance dégagée par la palette : **Adaptée aux dimensions de la palette**

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



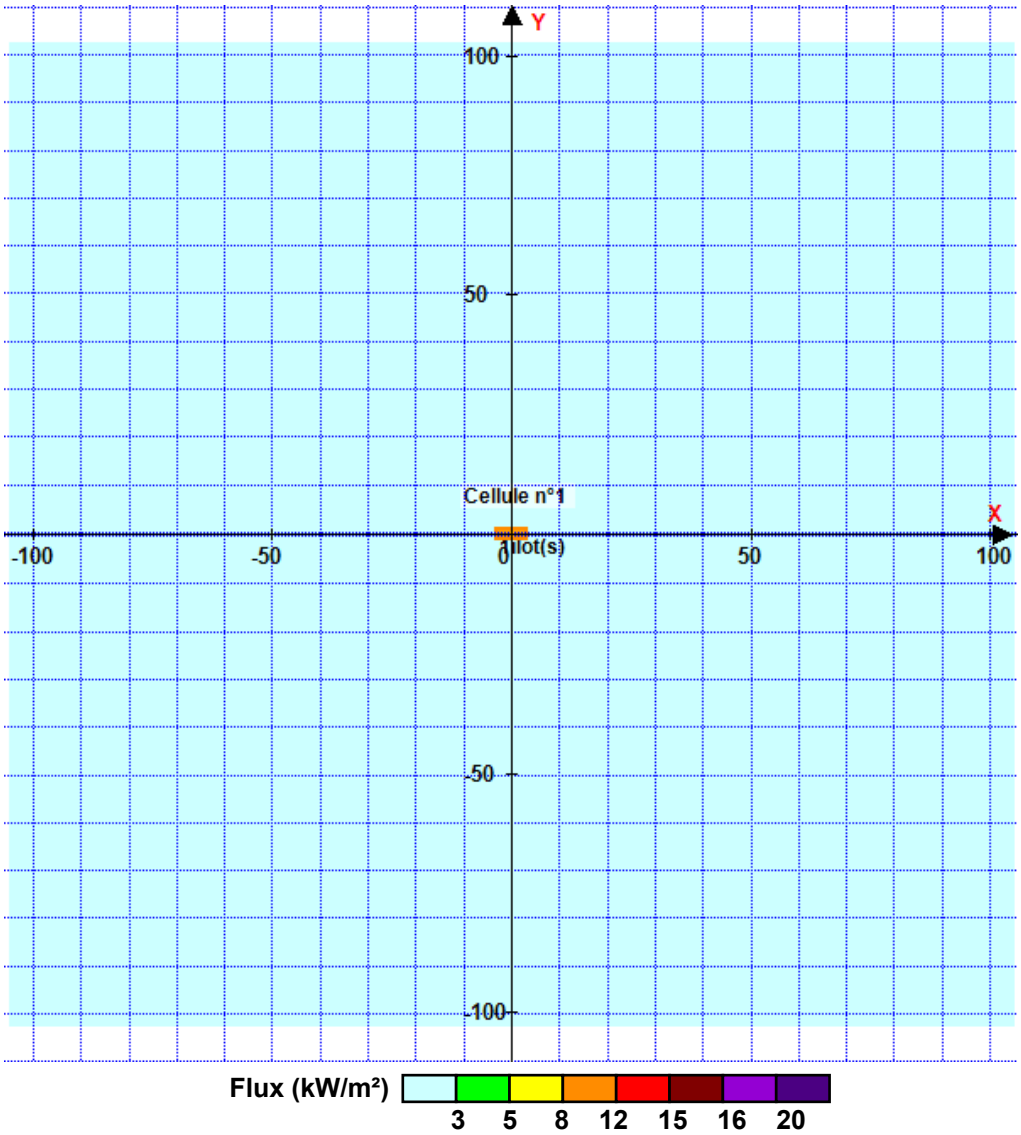
		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 **59,0** **min**

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme,le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

ANNEXE 7

Grille de cotation des risques (grille de probabilité et de gravité suivant AM du 29/09/2005)

GRILLE DE PROBABILITÉ (suivant l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005)

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 29 septembre 2005 [R3] relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :
« La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire des phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définies en annexe 1 de l'arrêté ».

Classes de probabilité		Qualitative	Quantitative
E	Possible mais extrêmement peu probable	N'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années de l'installation	< 10-5/an
D	Très improbable	S'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité	10-5/an < P < 10-4/an
C	Improbable	Un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité	10-4/an < P < 10-3/an
B	Probable	S'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation	10-3/an < P < 10-2/an
A	Courant	S'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives	P > 10-2/an

CLASSES DE GRAVITE (suivant l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005)

L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 de l'arrêté du 29 septembre 2005 [R3] relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'article 10 de l'arrêté du 29 septembre 2005 [R3] définit le niveau de gravité des phénomènes dangereux pour les effets sur les personnes physiques. Il n'existe pas d'échelle réglementaire d'appréciation de la gravité des effets sur l'environnement naturel. A minima, les conséquences éventuelles d'un accident ayant des effets sur le milieu naturel seront décrites et les moyens de prévention et de protection décrits et justifiés dans l'étude de dangers.

Cette approche reste cohérente avec l'article L. 181-25 du Code de l'environnement :
"Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents."

Classes de gravité		Effets létaux significatifs	Effets létaux	Effets irréversibles
V	Désastreux	Plus de 10 personnes exposées (1)	Plus de 100 personnes exposées	Plus de 1 000 personnes exposées
IV	Catastrophique	Moins de 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées	Entre 100 et 1 000 personnes exposées
III	Important	Au plus 1 personne exposée	Entre 1 et 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées
II	Sérieux	Aucune personne exposée	Au plus 1 personne exposée	Moins de 10 personnes exposées
I	Modéré	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne »

(1) Personne exposée : en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.